RAPPORT ANNUEL 2013

LETTRE DU PRÉSIDENT 2

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE CONSOLIDÉ 6

· Résultats 7
· Activité commerciale 8
· Activité industrielle 10
· Ressources humaines 12
· Activité environnementale 14
· Investissements 16
· Développement technologique 18
· Politique de gestion de risques 22
· Perspectives 24
· Faits postérieurs 25
· Gouvernement Corporatif 25

RAPPORT D'AUDIT 26

COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ 29

· Bilans de Situation 30
· Comptes de Résultats 32
· État des Produits et Charges 33
· État des Changements dans le Patrimoine Net 34
· États des Flux de Trésorerie 35
· Annexe 36

APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 96

Accords que le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale 97

PROPOSITION D'APPLICATION DES RÉSULTATS 98

CONSEIL D'ADMINISTRATION 98

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE 99

· Bilans de Situation Consolidés 100
· Comptes de Résultats Consolidés 102
· Information Boursière 103

RAPPORT ANNUEL 2013

CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.
ET SOCIÉTÉS DÉPENDANTES QUI COMPOSENT LE GROUPE CAF

Traduction d'un rapport de gestion
rédigé à l'origine en espagnol.
En cas de divergences,
c'est la version espagnole qui prévaut.

Cette publication, qui est aussi éditée
en anglais, en espagnol, en german
et euskera, reprend la documentation
légale correspondant à CAF
et Sociétés dépendantes.

Des renseignements complémentaires
sur CAF et ses produits,
ainsi que l'information établie
légalement pour les actionnaires
et les investisseurs peuvent être
obtenus à l'adresse www.caf.net

LETTRE DU PRÉSIDENT

Chers Actionnaires,

Je suis heureux de vous présenter les Comptes Annuels et le Rapport de Gestion de l'exercice 2013, afin que vous preniez connaissance des éléments les plus importants de l'activité du Groupe CAF au cours de l'an dernier, que je vous résume ci-après.

Les six années passées depuis l'apparition des difficultés financières qui ont affecté un bon nombre d'économies nationales, avec l'étroitesse correspondante pour leurs administrations publiques en ce qui concerne l'investissement ferroviaire, notamment sur notre marché national, ont entraîné une augmentation progressive de la tension compétitive dans le secteur.

Dans un contexte complexe et aussi difficile que celui-là, le Groupe CAF a cependant réussi à clore un exercice 2013 que nous pouvons qualifier de raisonnablement satisfaisant, puisque nous avons atteint des niveaux fort intéressants de rentabilité, ainsi que des ratios d'activité adéquats et durables, pour cette réussite desquels les marchés internationaux ont été un élément essentiel.

Traduit en chiffres, cela correspond à un volume de ventes de 1.535,2 millions d'euros, légèrement inférieur à celui de l'année précédente, en consonance avec la tonique générale du secteur. De ce montant, 82% ont correspondu concrètement à des projets internationaux. Quant au résultat net d'impôts, il se situe aux alentours de 91 millions d'euros, soit 9% de moins que celui de l'exercice précédent, en ligne avec le comportement expérimenté par le chiffre d'affaires. En ce qui concerne l'EBITDA, il a atteint les 222,9 millions d'euros, correspondant à une augmentation interannuelle de 23% due principalement à une combinaison de ventes plus favorable. Le cash-flow, quant à lui, s'est situé à 185 millions d'euros, soit 10% de plus que l'an dernier. Et, pour finir, le carnet de commandes atteignait à la fin de 2013 un volume de 4.802,9 millions d'euros, légèrement inférieur à celui de la clôture de l'année précédente, cependant il constitue une base solide pour le développement de notre activité à moyen terme.

Ceci dit, nous proposons de poursuivre la politique de distribution de dividendes d'exercices antérieurs, en présentant donc à l'Assemblée Générale des Actionnaires la proposition de destiner à cet effet un montant brut de 10,5 euros par action.

Si nous nous tournons vers l'avenir, les facteurs qui doivent faire du chemin de fer un secteur de plus en plus important restent valables. Nous considérons comme tels : la pression énergétique, la pression environnementale, la capacité de transport et le taux d'urbanisation. Pour convertir ce potentiel en opportunités, il faudra avancer dans tous les domaines qui renforcent notre position compétitive, qu'ils soient technologiques ou commerciaux ou qu'il s'agisse de l'efficacité dont nous avons fait preuve dans le développement des opérations industrielles dans toutes nos branches d'activité.

Durant l'année 2013, nous avons abordé 93 projets d'innovation, dans des domaines technologiques très divers : électronique de puissance, aérodynamique, signalisation, accumulation d'énergie et roulement.

Il y a lieu de remarquer d'abord notre prototype à très grande vitesse OARIS qui poursuit son processus d'homologation. Nous signalons également l'exécution de nos premiers projets de signalisation ERTMS-voie, conséquence de l'homologation européenne obtenue l'an dernier, qui ont permis au Groupe CAF de s'incorporer comme membre de plein droit à UNISIG, groupement industriel qui réunit le petit nombre de fournisseurs existant dans cette technologie de pointe. Nous espérons ainsi ouvrir la voie à un développement commercial et industriel significatif dans ce domaine, à moyen terme.

À remarquer également l'entrée en service commercial l'an dernier des systèmes d'accumulation d'énergie et de fonctionnement autonome sans caténaire des réseaux de tramway de Séville et de Saragosse sur tout leur tracé, ce qui confère au Groupe CAF un élément différentiel dans ce domaine, qui trouvera bientôt sa réplique dans les villes de Grenade et Kaohsiung (Taiwan). Dans sa version avec accumulation d'énergie de freinage, il sera présent sur les tramways de Cuiabá (Brésil) et Tallinn. Des technologies de pointe en matière de stockage et gestion de l'énergie qui contribueront, comme nous l'espérons, à de nouvelles réussites commerciales.

Dans le segment du tramway, notre offre commerciale, constituée autour de la famille de produits URBOS, a justement été choisie par divers clients européens au cours de l'an dernier pour leurs réseaux de transport urbain, comme Fribourg, Cagliari, Birmingham et Tallinn, ce dernier avec technologie d'accumulation d'énergie pour le fonctionnement sans caténaire. Sur d'autres marchés aussi, en dehors de l'Europe, nos tramways ont été demandés par nos clients, notamment à Kansas City et, comme nous l'avons dit plus haut, à Kaohsiung. Ce dernier contrat qui, outre les tramways eux-mêmes, inclut dans la portée de fourniture la signalisation, l'électrification et le système de billetterie, selon un modèle de projet « clé en main », assure ainsi la continuité de projets de cette nature déjà abordés antérieurement.

Quant aux suburbains, deux nouveaux contrats pour CPTM viennent consolider l'hégémonie de CAF dans le transport ferroviaire de voyageurs au Brésil. Le premier, pour la fourniture de 35 trains de banlieue; le second, pour la maintenance durant 5 ans de deux flottes de trains déjà fournis par CAF. Dans le domaine des métros, l'exercice 2013 a été clos avec l'adjudication d'un nouveau projet pour le réseau de transport urbain de Santiago du Chili. Ce projet inclut non seulement la fabrication et la livraison des véhicules, mais aussi l'intégration des sous-systèmes du train, signalisation, et du reste de sous-systèmes électromécaniques de voies et stations conçus pour obtenir un fonctionnement en mode automatique sans conducteur. Ceci représente le fer de lance de CAF qui est leader dans ce type de solutions, de plus en plus demandées par les administrations ferroviaires métropolitaines. Par ailleurs, vient s'ajouter à tout cela la maintenance de tous les éléments de ce système pour une période de 20 ans.

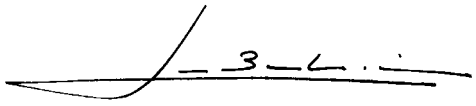
De leur côté, les activités de concessions, roulements et signalisation ont continué de contribuer de manière croissante au carnet de commandes du groupe.

Nous nous trouvons donc dans un secteur prometteur et très intéressant qui va cependant requérir de nous tous dévouement, engagement et effort d'innovation. La pression compétitive croissante, les politiques de localisation industrielle menées par de nombreux gouvernements et l'importance croissante des solutions de financement des contrats nous y obligent.

Convaincus que le chemin parcouru jusqu'à maintenant et que l'avenir de notre Compagnie sont le résultat de l'implication et de la persévérance de nous tous qui conformons le Groupe CAF, je tiens à manifester à tous nos travailleurs ma plus grande reconnaissance pour le travail accompli dans ce dernier exercice. Je voudrais également les encourager à conserver tout leur enthousiasme et leur ambition car c'est ainsi que nous pourrons sans aucun doute affronter les difficultés et atteindre les objectifs vers lesquels nous avançons.

Pour finir, je voudrais étendre ces remerciements à nos actionnaires, pour la confiance que vous nous avez accordez depuis tant d'années. Leur soutien constant nous pousse à assumer de nouveaux défis et à consolider l'avenir que nous sommes en train de construire pour le Groupe CAF.

Merci bien,



José María Baztarrica Garijo
Président

CAF

Avec une trajectoire de plus de cent ans, CAF est une référence internationale de l'industrie ferroviaire, grâce à sa technologie de pointe, à la qualité de ses produits et à l'attention réservée au client

URBAINS-SUBURBAINS

BANLIEUE

- Red Nacional de Ferrocarriles Españoles (RENFE)
- Eusko Trenbideak-Ferrocarriles Vascos (ET/FV)
- Ferrocarriles Españoles de Vía Estrecha (FEVE)
- Ferrocarrils de la Generalitat de Catalunya (FGC)
- Compañía Paulista de Trenes Metropolitanos (Brésil)
- Secretaría de Comunicaciones y Transportes (Mexico)
- Serveis Ferroviaris de Mallorca (SFM)
- Caminhos de Ferro Portugueses
- Finnish Railways (VR Ltd)
- Heathrow Airport Express (Royaume Uni)
- Hong-Kong Airport Express
- Irish Rail
- Izban (Turquie)
- Northern Ireland Railways
- Northern Spirit (Royaume Uni)
- Aéroport de Delhi
- Regione Autonoma Friuli Venezia Giulia (Italie)
- Companhia Brasileira de Trens Urbanos (Brésil)
- Montenegro
- Auckland (Nouvelle Zélande)

MÉTROS

- Alger
- Barcelone
- Bilbao
- Bucarest
- Bruxelles
- Caracas
- Calcutta
- Istanbul
- Helsinki
- Hong Kong
- Madrid
- Malaga
- Medellín
- Mexico
- New Delhi
- Palma de Majorque
- Rome
- Santiago du Chili
- São Paulo
- Séville
- Washington

UNITÉS ARTICULÉES

- Amsterdam
- Buenos Aires
- Monterrey
- Pittsburgh
- Sacramento
- Valence

TRAMWAYS

- Antalya
- Belgrade
- Besançon
- Bilbao
- Birmingham
- Cadix-Chiclana
- Cincinnati
- Cuiabá
- Debrecen
- Édimbourg
- Stockholm
- Fribourg
- Grenade
- Houston
- Kaohsiung
- Lisbonne
- Nantes
- Séville
- Sydney
- Tallinn
- Valence
- Vélez-Málaga
- Vitoria
- Saragosse

GRANDES LIGNES

GRANDE VITESSE

- Trains à grande vitesse et à écartement variable S-120 et S-121 (RENFE)
- Trains à grande vitesse (AVE) de la ligne Madrid-Séville
- Trains Navettes S-104 (RENFE)
- Trains à grande vitesse pour la Turquie

INTERCITY

- Trains basculants S/598 (RENFE)
- Trains diesel S/599 (RENFE)
- Trains éléctriques S/449 (RENFE)
- Trains diesel pour l'Algérie
- Intercity service Push-Pull Irlande
- Trains diesel Corce
- Trains diesel Tunisie
- Trains diesel France
- Trains d'Arabie Saoudite
- Trains diesel de Sardaigne
- Trains en Irlande du Nord
- Trains États-Unis

VOITURES DE VOYAGEURS

- Voitures compartiment et salon grand confort
- Wagons-lits et couchettes
- Wagons-restaurants et cafétéria

RAPPORT DE GESTION 2013 DU GROUPE CONSOLIDÉ

RÉSULTATS

Le compte de résultats a un solde positif issu des opérations continues, de 91.037 milliers d'euros. La proposition d'application des résultats maintient la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, en proposant par conséquent de destiner 35.995 milliers d'euros à la distribution de dividendes, ce qui représenterait un montant brut par action de 10,5 euros

L'exercice 2013 présente les paramètres économiques suivants:

- Le compte de résultats fait apparaître un résultat positif issu des opérations continues, de 91.037 milliers d'euros, net d'impôt, et de 114.299 milliers d'euros avant impôts, face aux 100.054 milliers d'euros et 127.765 milliers d'euros en 2012, ce qui représente une réduction de 9% et 11%, respectivement.

- Les amortissements et dotations d'immobilisations s'élèvent à 71.617 milliers d'euros qui, ajoutés au résultat de l'exercice issu des opérations continues, avant impôts, représentent un cash-flow de 185.916 milliers d'euros, soit environ 10,5% de plus que celui de 2012, qui a été de 168.278 milliers d'euros.

- L'EBITDA issu d'opérations continues a atteint le chiffre de 222.928 milliers d'euros, ce qui représente environ 23% de plus que dans l'exercice 2012, qui a été de 181.901 milliers d'euros.

- Le montant du chiffre d'affaires a été de 1.535.240 milliers d'euros, 11% de moins que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 1.721.186 milliers d'euros.

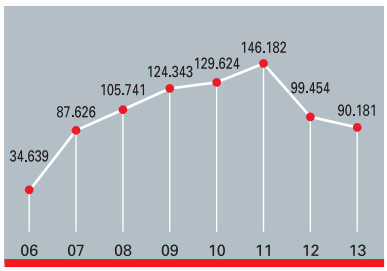
- Le portefeuille de commandes à la fin de l'année atteint le chiffre de 4.802.858 milliers d'euros, 3% de moins que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 4.941.428. Ce portefeuille continue de garantir le développement normal de l'activité du Groupe.

- La proposition d'application de résultats suit la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, et prévoit donc de destiner, comme l'an dernier, 35.995 milliers d'euros des bénéfices de la société mère CAF, S.A. à la distribution de dividendes, soit un montant brut par action de 10,5 euros.

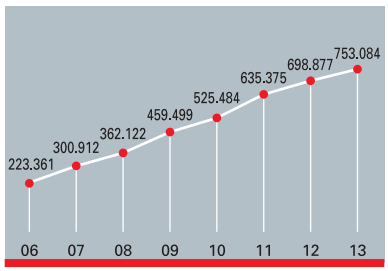
- Le montant de Patrimoine Net du Groupe, dans l'hypothèse d'acceptation de la proposition de distribution des bénéfices, sera augmenté de celui du résultat destiné aux réserves, pour atteindre un total de 693.366 milliers d'euros.

- Enfin, en accomplissement des normes, CAF informe que durant 2013, ni elle ni ses sociétés filiales n'ont acheté ou possédé des actions de la société.

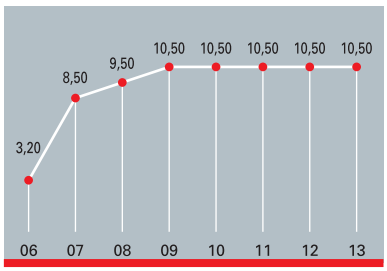
Résultat du Groupe attribuable à la Société Mère
(en milliers d'euros)



Ressources Propres du Groupe
(en milliers d'euros)



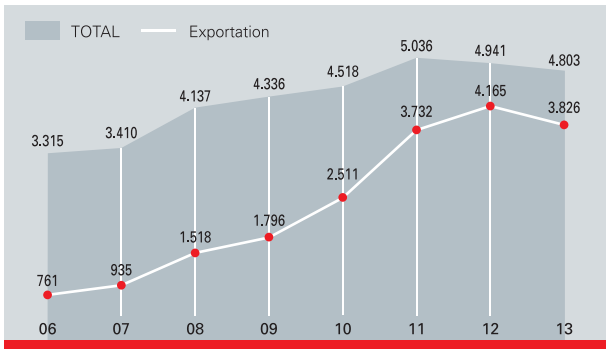
Évolution Dividendes/action
(en euros)



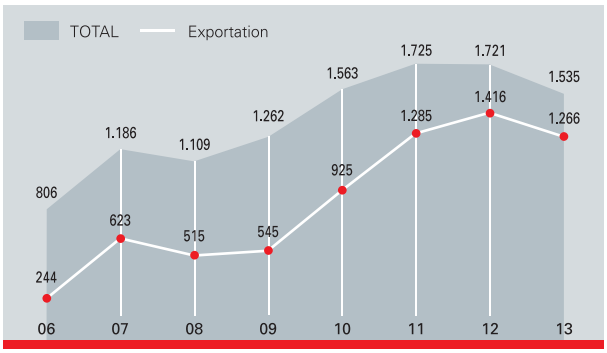
ACTIVITÉ COMMERCIALE

Le portefeuille à la clôture de l'exercice dépassait les 4,8 milliards d'euros.
L'activité commerciale a eu un profil à caractère exportateur dominant.
Le processus d'homologation du train Oaris à Grande Vitesse poursuit son cours, le portant à 350 km/h, sans incident

Portefeuille de commandes
(en millions d'euros)



Chiffre d'affaires
(en millions d'euros)



Le portefeuille de commandes à la clôture de l'exercice dépasse les 4,8 milliards d'euros, ce qui se traduit par une réduction inférieure à 3% par rapport au chiffre de l'année précédente. La permanence de la difficile conjoncture des dernières années sur le marché national est reflétée par un profil de contrats à caractère exportateur dominant.

L'apport le plus significatif du marché national au portefeuille en 2013 a été la confirmation à long terme de divers contrats de maintenance.

Sur ce même marché, et sur une autre ligne d'activité, il y a lieu de signaler le contrat pour l'installation des systèmes de sécurité et télécommunications d'un tronçon de l'Axe Atlantique à Grande Vitesse conclu par un consortium dirigé par CAF. Le processus d'homologation du train Oasis à grande vitesse poursuit son cours. Il a maintenant atteint les 350 km/h, sans incidences. Tel que cela était annoncé l'an dernier, le tramway de Saragosse circule sur 100% de son tracé, et représente une réussite tant du point de vue des usagers que technologique.

Durant cette année 2013, on a commencé à livrer les unités commandées par Ferrocarriles de la Generalitat de Cataluña FGC, qui conforment la série 113 et qui sont entrées en service commercial en janvier de la présente année 2014.

Sur les marchés extérieurs, le segment dans lequel a été enregistré le plus grand succès a été celui des tramways, avec des contrats conclus en Europe, en Asie, en Amérique et en Océanie.

Sur le continent européen, des contrats ont été signés pour ce type de produit en Allemagne, en Estonie, en Italie et au Royaume Uni.

Dans ce sens, avec la société responsable du Transport Public de Fribourg (Allemagne) un contrat a été conclu pour la fourniture de douze tramways à sept modules à plancher bas.

En République d'Estonie, l'opérateur des tramways de la capitale, Tallinn, a commandé seize tramways à trois modules dotés du système d'Accumulation à Charge Rapide - ACR - qui permet une importante réduction de la consommation d'énergie du tramway lui-même.

En Italie, dans la ville de Cagliari, en Sardaigne, trois unités de tramway à cinq modules ont été acquises, le contrat prévoyant l'option d'augmenter le nombre initial de la commande.

Enfin, l'opérateur du tramway de la ville anglaise de Birmingham a étendu la commande existante de tramways pour atteindre vingt et une unités.

Dans le sud-est asiatique, il y a lieu de signaler le contrat de la fourniture clé en main de tramways, signalisation, électrification et système de billetterie conclu pour le système de train léger de Kaohsiung, seconde ville de Taiwan, en consortium avec une compagnie de construction locale. La première phase de ce système de train léger a une longueur de 8,6 km et il sera entièrement sans caténaire grâce au système ACR qui équipe les tramways Urbos3.

Aux États-Unis d'Amérique, la ville de Kansas, dans l'état de Missouri, a commandé quatre tramways à trois modules, qui circuleront sur la nouvelle ligne du centre de la ville, se joignant ainsi aux villes américaines de Cincinnati, Pittsburgh, Sacramento et Houston qui ont déjà acquis des véhicule de CAF.

Au Chili, le consortium conduit par CAF a reçu l'adjudication de la fourniture et la maintenance de trains à conduite automatique pour les nouvelles lignes 3 et 6 du métro de la capitale, Santiago du Chili.

Au Brésil, avec la Compañía Paulista de Trenes Metropolitanos - CPTM - de Sao Paulo, ont été conclus deux contrats. Un pour la fourniture de tente-cinq unités à huit voitures pour les transports dans la région métropolitaine de Sao Paulo; et un autre de services de maintenance intégrale pour cinq ans des trains des séries 7000 et 7500, construites toutes les deux par CAF pour CPTM.

Ces contrats, ajoutés à ceux obtenus les dernières années avec la même CPTM, Metro de Sao Paulo, et diverses villes comme Recife, Cuiabá, Belo Horizonte et Porto Alegre, ont fait de CAF le premier fabricant de trains au Brésil, notre usine de production d'Hortolandia étant la plus moderne d'Amérique Latine.

Les activités de maintenance et concessions continuent d'apporter un pourcentage significatif du portefeuille de commandes.

ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

En 2013, 697 voitures de divers types ont été livrées: moyennes distances, banlieue, métros, tramways et autres, à des pays d'Europe, Amérique, Asie et Océanie

Durant l'exercice correspondant à l'année 2013, plusieurs des projets en cours ont été complétés, comme le contrat PPP-5000 de 36 trains pour la ville de Sao Paulo (Brésil), les 48 trains du contrat souscrit avec le Métro de Caracas, les 8 dernières unités de train pour la Ligne 12 du métro de la ville de Mexico, le contrat de 30 tramways pour la ville de Belgrade, avec la livraison des 3 derniers trains, les 12 tramways pour la ville de Nantes, les 8 unités du train type Civity pour Trieste, et les 3 trains de la même plateforme pour Montenegro, ainsi que les 14 trains pour le Métro du Chili.

Durant cette période, nous avons livré 5 trains à 3 voitures et 1 à 5 voitures, à traction diésel, pour la Sardaigne, 3 tramways pour la ville de Malaga, 11 tramways pour Besançon (France), 10 tramways pour Stockholm, 11 tramways pour la ville de Debrecen (Hongrie), 3 tramways pour Birmingham, 34 tramways de la commande de 40 pour la ville de Cuiaba (Brésil), et 2 des 12 tramways pour Sidney (Australie), le premier des 39 tramways pour la ville de Houston, 12 unités de train pour Euskotren, 2 trains pour les Ferrocarriles Catalanes (FGC), 13 trains pour Recife (Brésil), le premier des 26 trains pour le métro de la ville de Sao Paulo (Brésil) et les 7 premières unités de train pour Auckland (Nouvelle Zélande), ainsi que les 4 premières unités de métro pour la ville de Bucarest.

Quant aux nouveaux projets en 2013, on a commencé la fabrication des 15 unités de train pour le métro de Rome, les 10 unités à traction électrique pour la ville de Belo Horizonte (Brésil), ainsi que les premières phases de montage pour les 4 trains Civity du projet pour Trieste-Autriche, ou les 2 trains, également du modèle Civity, pour Bari (Italie), et les 4 unités du contrat d'extension pour l'opérateur SRO d'Arabie Saoudite.

Les produits les plus importants fabriqués durant l'année 2013 ont été les suivants:

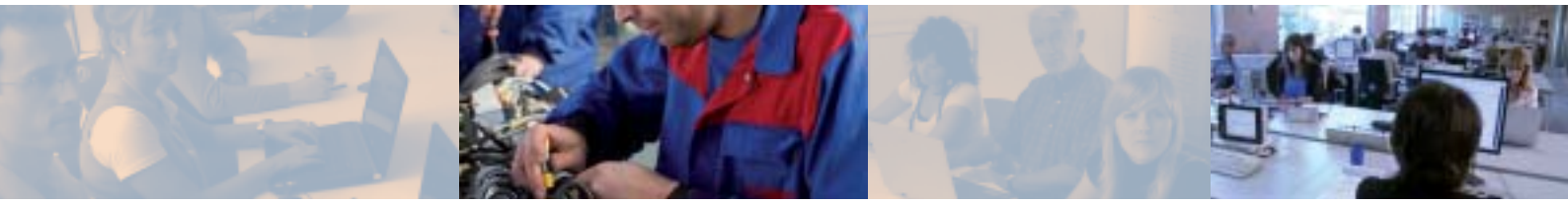
NBRE. DE VOITURES	
Moyenne distance diesel Civity - Trieste	15
Moyenne distance Montenegro	9
Moyenne distance diesel pour la Sardaigne (5 voitures)	15
Moyenne distance diesel pour la Sardaigne (3 voitures)	5
Banlieue Euskotren	48
Banlieue pour FGC	8
Banlieue PPP-5000 pour Sao Paulo	8
Banlieue pour Recife	52
Banlieue pour Auckland	21
Métro de Caracas	21
Métro de Mexique	14
Métro de Chili	27
Métro de Sao Paulo	6
Métro de Bucarest	24
Tramway pour Malaga	15
Tramway pour Houston	3
Tramway pour Belgrade	15
Tramway pour Besançon	33
Tramway pour Nantes	10
Tramway pour Stockholm	30
Tramway pour Debrecen	55
Tramway pour Birmingham	15
Tramway pour Cuiaba	238
Tramway pour Sidney	10
TOTAL	**697**

NBRE. DE BOGIES	
Bogies a châssis en acier soudé	1.271

UNITÉ D'APPAREILS DE ROULEMENT ET COMPOSANTS	
Essieux montés (Moteur + Remorque)	6.695
Corps d'essieu en vrac	9.947
Roues monobloc	50.672
Roues élastiques	1.160
Attelages	803
Réductrices	2.240
Bandages	1.177

RESSOURCES HUMAINES

Dans l'ensemble des sociétés du groupe CAF s'est produite une augmentation des effectifs surtout dans l'activité internationale, mais ils se sont réduits dans les activités domestiques.
Une intense activité a été menée au chapitre des Relations de Travail, tant dans le domaine international que dans la société mère, abordant des matières de négociation collective, et en incitant à progresser dans les protocoles concernant l'égalité, la conciliation et la prévention dans le travail.



Dans l'ensemble de sociétés du groupe il s'est produit une augmentation des effectifs, surtout dans l'activité internationale, ceux de l'activité nationale s'étant réduits.

Effectifs	Total	Moyenne annuelle
31-12-12	6.979	7.004
31-12-13	7.632	7.477

Durant l'année 2013 ont été menées les différentes activités des processus de Gestion de Personnes, parmi lesquelles se distinguent celles réalisées en matière de Formation, Développement et Communication, visant l'adaptation des personnes aux besoins des activités.

Au début de l'année 2013 a été publié le Plan de Formation pour les années 2013 et 2014, un Plan qui intègre les besoins dérivés des défis de CAF, ainsi que les exigences des systèmes implantés à CAF, et celles des clients de la Compagnie.

Au cours de 2013 ont été gérées plus de 58.000 heures de formation, distribuées sur près de 900 actions formatives, celles données en matière de prévention des risques du travail, qualité et formation technique et de produit ayant une importance particulière, et les actions basées sur les processus de formation et mobilité interne, dans le but de promouvoir le transfert interne de connaissances.

Les indicateurs et l'efficacité des processus de Gestion de Personnes ont donné des chiffres supérieurs aux objectifs fixés, en se rapprochant de valeurs de 90% et en améliorant les résultats de la période antérieure. En matière de Communication et durant cette période, de nombreuses initiatives d'amélioration ont été menées dans la compagnie. Le processus de Communication a été révisé afin d'appuyer à partir de l'information les activités et les besoins de CAF, en consolidant les pratiques actuelles et en incorporant de nouveaux canaux de communication, dont la publication du nouveau magazine corporatif OSINBERDE.

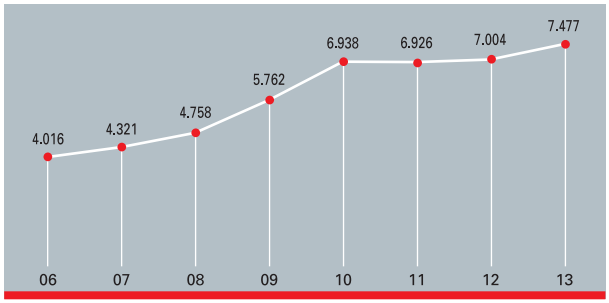
Nous avons également progressé dans le développement des activités de Gestion de Personnes dans le domaine international, avec l'implantation de processus orientés sur la formation et la Gestion des Fonctions dans certains projets et filiales internationaux du Groupe.

Nous avons continué par ailleurs d'étendre les bonnes pratiques en cette matière à l'ensemble des activités du Groupe CAF, et nous avons ainsi réussi à étendre la Certification IRIS aux usines de fabrication d'Irún et Saragosse, et mis en évidence aussi, à travers l'Audit IRIS, une grande progression dans les activités relatives à la gestion des ressources humaines à l'unité d'activité des services.

Une intense activité a été menée au chapitre des Relations du Travail tant dans le domaine international que national, portant sur des matières de négociation collective, et en favorisant l'avancement des protocoles d'action en matière d'égalité, conciliation et prévention dans le travail, en accomplissant ainsi les dispositions légales.

On a maintenu les certifications en matière de prévention des risques du travail et d'environnement, sur la base des normes OHSAS 18.001 et ISO 14001:2004 pour les centres de Beasain, Irún et Saragosse. On a mené les activités de prévention et de formation de l'année 2013 reprises dans le plan de prévention des risques du travail, les résultats étant meilleurs dans divers indicateurs.

Employés
(nombre de personnes)



ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTALE

CAF a renouvelé en 2013 son engagement d'offrir des moyens de transport plus efficaces et respectueux de l'environnement, et a continué d'appliquer des méthodologies d'éco-conception dans les procédés d'ingénierie, pour contrôler et optimiser, dès la conception même, les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie (ACV)

Le Groupe CAF, conscient du fait que le développement industriel produit des effets sur l'environnement, intègre dans sa politique générale celle relative à l'environnement, en assumant la protection de l'environnement comme un objectif de l'organisation, ainsi que la garantie que les systèmes, équipements et matériel ferroviaire qu'elle fabrique atteignent les meilleures qualifications, non seulement du point de vue de leur sécurité et de leur efficacité, mais aussi en ce qui concerne l'environnement.

Au mois de février 2013 a été fait l'audit de renouvellement du certificat ISO 14001:2004, du Système de Gestion Environnementale pour les usines de Beasain, Irún et Saragosse. Ce système est implanté depuis l'année 2001.

Les actions visent à prendre les mesures nécessaires et économiquement viables pour contrôler et minimiser, le cas échéant, les aspects environnementaux significatifs, comme le sont principalement les émissions à l'atmosphère, la génération de déchets et la consommation énergétique.

On encourage également une meilleure exploitation des ressources naturelles et la génération d'énergies renouvelables.

En même temps CAF, consciente de l'importance de la sensibilisation environnementale dans la chaîne de fabrication pour améliorer l'environnement, a organisé diverses journées dans diverses branches à contenu environnemental, durant l'exercice 2013.

Parallèlement, au cours du mois d'octobre, un audit a été fait par une entreprise externe pour garantir que l'usine de Beasain suit les principes d'Équateur sur l'évaluation et la gestion des risques environnementaux.

CAF a rénové en 2013 son engagement d'offrir des moyens de transport plus efficaces et respectueux de l'environnement et elle a continué d'appliquer des méthodologies d'éco-conception dans les procédés d'ingénierie, pour contrôler et optimiser dès la conception même les impacts environnementaux des produits pendant tout leur cycle de vie (ACV).

Comme résultat, nous avons publié en 2013 une nouvelle déclaration environnementale de produit (EPD) du nouveau concept de tramway à essieux Urbos pour la ville de Stockholm, qui s'ajoute à celles faites les années précédentes du train régional civity pour la Région Autonome Friuli Venezia Giulia, et du tramway de la ville de Saragosse, toutes avec vérification externe selon le standard PCR d'UNIFE-Environdec.

Par ailleurs, il faut signaler que les émissions de gaz à effet de serre en 2013, en accomplissement du Protocole de Kyoto, ont été réduites par rapport à 2012, en consolidant ainsi la réduction significative obtenues ces dernières années.

INVESTISSEMENTS

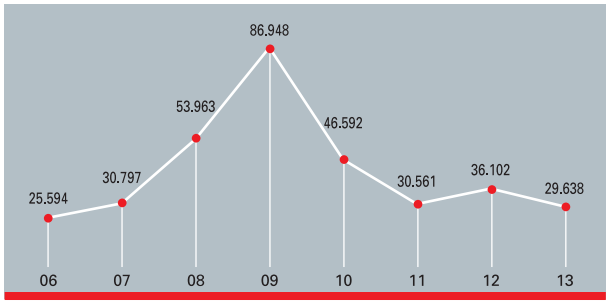
Les investissements corporels effectués par CAF durant l'exercice 2013 se sont élevés à la somme de 29.638 milliers d'euros. Ces investissements ont été principalement destinés à la mise à niveau des systèmes productifs, des installations en général et l'amélioration d'aspects tels que la sécurité du travail et l'environnement

Les investissements corporels effectués par CAF durant l'exercice 2013 ont atteint le chiffre de 29.638 milliers d'euros. Parmi les investissements importants mis en œuvre durant l'exercice, nous pouvons signaler:

- À l'Unité de Roulements et Composants, outre la fin des améliorations commencées l'an dernier dans le four de chauffage pour le doter d'une plus grande capacité, on a développé la dernière phase des investissements pour l'optimisation et l'automatisation de l'usinage des roues, qui, cette année, a consisté essentiellement en l'installation et la mise en marche d'une seconde cellule d'usinage. À cela s'est ajoutée la fin, durant les premiers mois de l'année, de l'investissement de caractère environnemental relatif à l'installation d'un nouveau système de captation et filtration des fumées à l'aciérie, commencé il y a déjà deux ans.

- À l'Unité de Véhicules, nous pouvons signaler l'acquisition d'une nouvelle presse de vérification des bogies, ainsi que la fin au premier semestre de l'année de l'équipement d'un nouvel atelier pour la fabrication de structures en acier inoxydable austénitique. De même, on a maintenu la politique de mise au point et mise à niveau des principales installations dans lesquelles est réalisé le processus habituel de fabrication des projets en cours de développement.

Investissements
(en milliers d'euros)

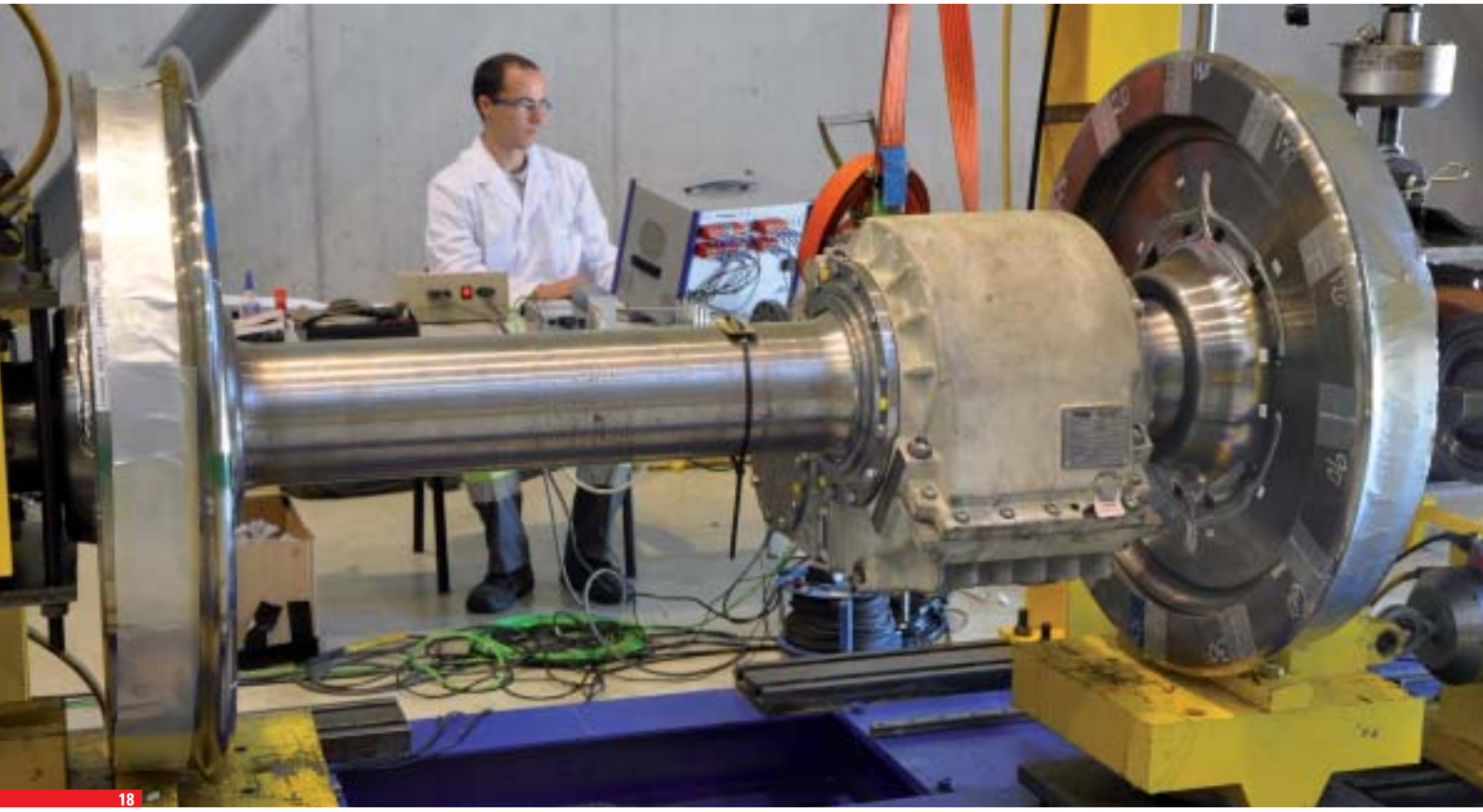


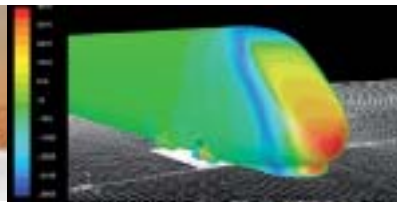
- Dans la Branche d'Ingénierie et Systèmes d'Information, outre la dotation continue de moyens techniques, d'outils, de nouvelles stations de dessin et équipement informatique en général, pour affronter les nouveaux besoins, nous avons mené cette année un ambitieux programme d'investissement en nouveaux équipements de stockage, backup et serveurs, motivé par la forte croissance expérimentée quant au nombre de projets et services gérés par ces départements.

Enfin, il faut signaler les investissements pour l'usine d'Elmira aux États-Unis, mis en œuvre l'an dernier et destinés à sa modernisation, principalement dans la section des structures et finitions, ainsi que l'agrandissement de l'atelier d'essais, afin d'affronter les projets que l'entreprise est en train de développer actuellement dans ce pays. À cela se sont jointes l'adaptation et la mise en marche de différents centres de maintenance où l'entreprise a commencé l'activité de nouveaux projets tout au long de cette année.

DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Durant l'exercice 2013, CAF et CAF I+D ont complété le nouveau plan technologique pour la période 2014-2016 qui, aligné avec le Plan Stratégique, va mettre en œuvre un total de 32 nouveaux projets de CAF et ses filiales. Le total de projets du plan de technologie au travail, durant l'année 2013, s'élève à 93 et le développement de base de nouveaux types de véhicules se poursuit pour étendre la gamme de produits CAF





En ce qui concerne CAF et CAF I+D, durant l'exercice 2013 a été complété le nouveau plan de technologie du groupe CAF pour la période 2014-2016 qui, aligné avec le Plan Stratégique, va entreprendre un total de 32 nouveaux projets de CAF et de ses filiales technologiques. Le total de projets du plan de technologie durant l'année 2013 s'élève à 93.

Pour financer ces projets, nous avons bénéficié des différentes aides de soutien à l'activité de R+D correspondants à:

- Conseil Foral de Guipúzcoa.
- Gouvernement Basque.
- Ministère de l'Économie et de la Compétitivité.
- Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme.
- Commission Européenne.

Dans le plan de technologie développé en 2013, on a insisté sur les projets dans lesquels participent CAF, CAF I+D et diverses filiales, et l'on a continué de collaborer intensément avec divers centres technologiques et universités.

Les projets inclus dans le Plan de Technologie 2013-2015, qui ont été développés durant l'année 2013, abordent les champs suivants:

- Grande Vitesse.
- Produits ferroviaires spécifiques.
- Gestion de l'énergie et éco-conception, qui comprend des projets liés à la réduction de la consommation dans le train et dans le système global, le captage d'énergie pour les tramways sans caténaire, etc.
- Signalisation, tant embarquée que fixe.
- Intégration, qui comprend des projets sur des systèmes globaux de transport.
- Produits et technologies spécifiques sur des technologies ferroviaires de base, traction, roulements, réductrices, contrôle et communications, maintenance, etc.

Tous ces projets ont combiné l'exécution de projets orientés sur l'assimilation de nouvelles technologies, avec le développement de produits basés sur les elles. Parmi les projets abordés, citons:

- Projets de développement de véhicules et prototypes de divers types.
- Projet VEGA de développement électronique de sécurité.
- Projet d'électronique de contrôle de train comprenant les fonctions de sécurité.
- Projets d'électronique de puissance.
- Projets de développement de spécialisation dans la résistance à la marche, compatibilité électromagnétique, dynamique ferroviaire, fluides et distribution de températures, bruit et vibrations, et systèmes d'accumulation d'énergie.
- Prototype OARIS de Train à Grande Vitesse.
- Système ERTMS-ETCS pour le développement d'un équipement embarqué de signalisation.

Le Groupe CAF a participé également aux projets de collaboration au niveau national et avec diverses administrations et entreprises internationales dans le cadre de programmes nationaux et aussi dans le septième programme cadre européen. Parmi ces projets, citons:

- TREND, orienté vers des environnements de validation pour compatibilité électromagnétique dans les véhicules ferroviaires.
- OSIRIS, de réduction de consommation dans le transport ferroviaire urbain avec la participation des entreprises les plus importantes du secteur.
- MERLIN, pour l'établissement de stratégies de gestion énergétique au niveau global du réseau et développement d'outils pour l'optimisation de la consommation et coût associé à un réseau ferroviaire.
- REFRESCO, pour fixer un cadre régulateur pour une implémentation rapide, efficace et sûre de nouveaux matériels dans le secteur ferroviaire, moyennant l'évolution du processus de certification du matériel roulant ferroviaire.
- DYNOTRAIN, orienté sur la clôture de points relatifs à l'aérodynamique qui restent ouverts dans les spécifications d'interopérabilité.
- EURAXLES, pour minimiser le risque de défaillance par fatigue d'essieux en service.

Quant aux filiales technologiques, elles ont poursuivi leurs activités normales de développement, parmi lesquelles il y a lieu de citer:

- L'entrée en service commercial du système d'accumulation d'énergie et fonctionnement autonome sans caténaire monté sur le tramway de Séville et son application aux tramways de Saragosse, Grenade, Cuiabá (Brésil) et Kaohsiung (Taiwan).
- Le développement d'équipements de traction, couvrant actuellement toute la gamme de tensions de caténaire habituelles sur le marché.
- Le développement d'équipements de contrôle embarqué.
- Le développement de produits ERTMS de voie.

DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Les projets d'ingénierie les plus importants auxquels on a travaillé durant cet exercice ont été les suivants:

- Train CIVITY bitension pour Trieste (Italie).
- Voitures remorquées pour Amtrak (USA).
- Locomotives et voitures remorquées pour SAR (Arabie Saoudite).
- Métro de Rome (Italie).
- Métro de Sao Paulo Ligne 5 (Brésil).
- Unités électriques pour Belo Horizonte (Brésil).
- Unités électriques pour Auckland (Nouvelle Zélande).
- Tramway pour Houston (USA).
- Tramway pour Stockholm (Suède).
- Tramway pour Debrecen (Hongrie).
- Tramway de Birmingham (UK).
- Tramway de Cincinnati (USA).
- Tramway de Cuiabá (Brésil).
- Adaptation PMRs unités s/446 et 447 RENFE.

Les suivants ayant été mis en marche:

- Métro sans conducteur Helsinki.
- Métro CPTM (Brésil).
- Métro sans conducteur Santiago de Chile.
- Tramway de Kaohsiung (Taiwan).
- Tramway de Sidney (Australie).
- Tramway de Cagliari (Italie).
- Tramway de Tallinn (Estonie).
- Tramway de Fribourg (Allemagne).
- Métro léger pour Valencia (Venezuela).

On a travaillé également au développement de base de nouveaux types de véhicules pour étendre la gamme de produits CAF.

POLITIQUE DE GESTION DE RISQUES

Les risques les plus importants auxquels s'affronte le Groupe peuvent se regrouper dans les catégories suivantes:

1. Risques de caractère financier

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF se centre sur le maniement de l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser ses effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et non dérivés, investissement de l'excédent de liquidité et écarts des devis des projets.

a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises, (actuellement le dollar américain, le real brésilien, la livres sterling, le dollar de Taiwan, la couronne suédoise, le dollar australien, le riyal saoudien et le peso mexicain, entre autres).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures et des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats d'assurance à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures ou les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas l'euro, monnaie fonctionnelle du Groupe.

C'est une pratique habituelle à CAF de couvrir, à condition que le coût soit raisonnable, le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éluder l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de services.

Pour les matières premières les plus importantes, CAF passe les commandes et arrête le prix à la mise en vigueur de chaque nouveau projet. Elle couvre ainsi le risque qu'une évolution à la hausse des prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles du Groupe.

b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que la société assure certains risques de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la contraction de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument. La décision de réaliser ou non la couverture est prise en fonction du type de client et du pays dans lequel l'activité est menée.

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire face amplement et efficacement aux engagements financiers du Groupe.

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF moyennant les mécanismes suivants:

- La recherche et la sélection d'opportunités d'affaires avec le meilleur niveau possible d'autofinancement, dans les conditions existantes sur les marchés, pour chacun des contrats. Dans les projets de fabrication de véhicules, dont la période d'exécution moyenne est d'environ trois ans, les dates de facturation et l'exécution des travaux peuvent ne pas être alignées dans le temps, ce qui représente une consommation de ressources financières.
- L'implantation et la maintenance d'une gestion active de circulant moyennant le suivi continu de l'accomplissement des dates de facturation dans chacun des projets objet de contrat.
- La maintenance d'une ample position de liquidité à court terme.
- Le maintien de la capacité d'excédent de financement dont il n'a pas été disposé.

d) Risque de taux d'intérêt des flux d'argent et de la valeur raisonnable

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures. Le groupe applique la politique, pour les opérations de financement de circulant, de faire appel à l'endettement avec des tiers, à travers des ressources extérieures à court terme et référencées à des taux variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt. Pour les opérations de financement à long terme, l'objectif fixé, dans la mesure où les marchés le permettent, est le maintien d'une structure fixe de taux d'intérêt.

e) Risque dérivé des écarts par rapport aux devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour la préparation des offres respectives sont analysés et contrôlés moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillé de chacun des postes de coût qui compare en permanence le devis de ces postes et la réalité de la situation des coûts de chaque projet, le tout en exerçant un suivi continu de ces données à travers une procédure interne créée à cet effet, dans laquelle intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet. Ainsi, tout au long de la durée de vie des projets, est exercé un suivi continu de ces données moyennant un processus interne complexe créé à cet effet, dans laquelle interviennent chacun des départements impliqués dans chaque projet.

2. Risques dérivés de la production de données de caractère environnemental

CAF est totalement engagée dans la protection de l'environnement. Dans ce but elle a suivi les principes du programme d'action environnementale de l'Union Européenne basés sur la précaution préventive et la correction à l'origine. Dans cette ligne, la Société a implanté un programme d'actions sur divers aspects environnementaux relatifs à l'atmosphère, les rejets, les déchets, la consommation de matières premières, l'énergie, l'eau et les bruits, et a obtenu le Certificat ISO 14001.

3. Risques légaux et contractuels, dérivés essentiellement de la production de dommages aux tiers pour défauts ou retards dans la prestation de servicesde servicios

Le Groupe CAF s'affronte à divers risques dans le cours normal de ses activités. Les cahiers des offres et les contrats de fabrication de véhicules ferroviaires incluent de nombreuses exigences sur des aspects techniques et des niveaux de qualité (avec l'introduction de nouveaux produits à haut niveau technologique), exigences relatives à l'accomplissement de délais de livraison, besoins d'homologation, exigences de localisation de la fabrication et autres risques opérationnels, qui sont associés généralement à des niveaux de pénalités et à des clauses résolutoires ou suspensives. Dans ce sens peuvent surgir des divergences au sujet de ces exigences entre le Groupe CAF et ses clients, qui peuvent entraîner des réclamations pour retards, exécution incorrecte des travaux ou dans la réalisation de travaux additionnels.

Pour aborder les difficultés de gestion des projets, le Groupe CAF maintient opérationnel un système de gestion des risques, implicite dans le système de qualité du Groupe, qui commence par l'élaboration de l'offre et qui permet d'identifier et de gérer les différents risques auxquels est exposé le Groupe CAF dans le cours normal de ses activités.

Toutes les usines de CAF disposent des technologies les plus modernes disponibles, et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production suivant les standards de la Norme ISO 9001.

Par ailleurs, CAF suit une politique exigeante de contrats d'assurance qui lui permet de bien se protéger des conséquences économiques qu'aurait la matérialisation de certains de ces risques pour la société.

4. Risques de caractère professionnel ou dommages sur les biens ou des actifs propres des usines

CAF dispose d'un Système de Prévention des Risques du Travail révisé par une firme externe. Dans le Manuel du Système de Prévention créé à cet effet, sont définis, entre autres, les activités d'évaluation de risques, la recherche d'accidents, les inspections de sécurité, la surveillance de la santé et la formation. Il y a aussi un Plan de Prévention, de caractère annuel, dans lequel sont planifiées comme il se doit les activités préventives de chaque année. CAF dispose également d'un Plan de Formation de travailleurs dans ce domaine.

PERSPECTIVES

Les perspectives du groupe pour les prochaines années se centreront dans les opérations suivantes:

- Développement du potentiel du Groupe dans des activités de services appliqués au secteur ferroviaire, comme les concessions, et la location et la maintenance de trains.
- Développement du potentiel du Groupe dans le domaine des systèmes clé en main et de signalisation ferroviaire.
- Développement de nouveaux systèmes et véhicules de matériel roulant, et implantation de systèmes avancés de gestion intégrale de projets.
- Augmentation de la présence du Groupe sur les marchés internationaux de matériel ferroviaire.
- Application systématique et permanente des programmes de réduction des coûts et d'amélioration de la qualité, à toutes les branches d'activité du Groupe.

FAITS POSTÉRIEURS

Au 31 janvier 2014, il y avait un portefeuille de commandes fermes de 4.709.071 milliers d'euros.

RAPPORT ANNUEL DE GOUVERNEMENT CORPORATIF

Le rapport annuel de Gouvernement Corporatif correspondant à l'exercice 2013 fait partie du rapport de gestion et il est disponible sur le site web corporatif de CAF (**www.caf.net**), après sa communication à la Commission Nationale du Marché des Valeurs, comme fait important.

RAPPORT D'AUDIT

Deloitte S.L.
Pza. de Julio Caro Baroja, 2
20018 San Sebastián
España
Tel.: +34 943 26 78 00
Fax: +34 943 26 78 01
www.deloitte.es

Traduction d'un rapport dressé à l'origine en espagnol, basé sur notre travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit des comptes en vigueur en Espagne, et de comptes annuels consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément aux cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (cf. notes 2 et 27). En cas de divergence, c'est la version en langue espagnole qui prévaut.

RAPPORT D'AUDIT DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires de
Construcciones y Auxiliar de
Ferrocarriles, S.A.:

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels consolidés de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (CAF ou la Société Mère) et de ses Sociétés Dépendantes, qui forment ensemble le Groupe CAF (Note 2.f), comptes qui comprennent le bilan de situation consolidé au 31 décembre 2013 et le compte de résultats consolidé, l'état des produits et charges reconnus consolidé, l'état des changements dans le patrimoine net consolidé, l'état des flux d'argent consolidé et l'annexe aux comptes consolidée, correspondant à l'exercice annuel clos à cette date. Tel que cela est indiqué dans la Note 2.a, les Administrateurs de la Société Mère sont responsables de la présentation des comptes annuels du Groupe, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels, pris dans leur ensemble, fondée sur le travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit de comptes en vigueur en Espagne, qui requiert l'examen, moyennant la réalisation de sondages, de l'évidence justificative des comptes annuels consolidés et l'évaluation que leur présentation, les principes et critères utilisés et les estimations réalisées sont conformes au cadre règlementaire d'information financière applicable.

À notre avis, les comptes annuels consolidés ci-joints de l'exercice 2013 expriment, dans tous leurs aspects significatifs, l'image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et de ses Sociétés Dépendantes qui forment ensemble le Groupe CAF au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats consolidés de ses opérations et de ses flux d'argent consolidés correspondant à l'exercice annuel clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre règlementaire d'information financière applicables.

Le rapport de gestion consolidé ci-joint de l'exercice 2013 contient les explications que les Administrateurs de la Société Mère considèrent opportunes sur la situation du Groupe, l'évolution de ses affaires et sur d'autres questions, et il ne fait pas partie intégrante des comptes annuels consolidés. Nous avons vérifié que l'information comptable que contient ce rapport de gestion consolidé concorde avec celle des comptes annuels consolidés de l'exercice 2013. Notre travail en qualité d'auditeurs est limité à la vérification du rapport de gestion consolidé dans les limites mentionnées à ce paragraphe et ne comprend pas la révision de toute autre information que celle obtenue des livres de comptabilité de la Société et de ses Sociétés Dépendantes.

DELOITTE, S.L.
Inscrite au R.O.A.C. N° S0692

Javier Giral Gracia
26 février 2014

COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ

EXERCICE 2013

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2013 et 2012 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

Actif	31-12-13	31-12-12 (*)
Actif non courant:		
Immobilisations incorporelles (Note 7)		
Fonds de Commerce	15	15
Autres immobilisations incorporelles	35.172	42.036
	35.187	**42.051**
Immobilisations corporelles, nettes (Note 8)	**286.593**	**300.102**
Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation (Note 9)	**14.902**	**13.167**
Actifs financiers non courants (Note 9)	**657.233**	**760.828**
Actifs pour impôt différé (Note 18)	**162.283**	**102.075**
Total actif non courant	**1.156.198**	**1.218.223**
Actif courant:		
Stocks (Note 11)	**159.857**	**250.827**
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer		
Clients pour ventes et prestation de services (Notes 10, 11 et 12)	1.040.576	761.312
Autres créances (Notes 7, 10 et 19)	206.739	218.204
Actifs pour impôt courant (Note 19)	17.604	12.844
	1.264.919	**992.360**
Autres actifs financiers courants (Note 13)	**97.703**	**129.025**
Autres actifs courants	**2.022**	**1.742**
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	**127.150**	**76.682**
Total actif courant	**1.651.651**	**1.450.636**
Total Actif	**2.807.849**	**2.668.859**

Passif et Patrimoine Net	31-12-13	31-12-12 (*)
Patrimoine net (Note 14):		
Fonds propres		
Capital déclaré	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	618.264	554.784
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	90.181	99.454
	789.079	**734.872**
Ajustements pour changements de valeur		
Actifs financiers disponibles pour la vente (Note 9.b)	3.704	-
Opérations de couverture	(2.882)	(4.449)
Différences de conversion	(70.789)	(28.508)
	(69.967)	**(32.957)**
Patrimoine net attribué à la Société mère	**719.112**	**701.915**
Intérêts minoritaires	**10.249**	**5.685**
Total patrimoine net	**729.361**	**707.600**
Passif non courant:		
Provisions non courantes (Note 20)	**4.785**	**4.678**
Passifs financiers non courants (Notes 15 et 16)		
Dettes avec des entités de crédit	477.934	480.517
Autres passifs financiers	73.590	69.222
	551.524	**549.739**
Passifs pour impôts différés (Note 18)	**147.020**	**84.283**
Autres passifs non courants (Note 3.p)	**52.366**	**22.741**
Total passif non courant	**755.695**	**661.441**
Passif courant:		
Provisions courantes (Note 20)	**335.027**	**348.681**
Passifs financiers courants (Notes 15 et 16)		
Dettes avec des entités de crédit	232.705	108.962
Autres passifs financiers	39.074	30.808
	271.779	**139.770**
Dettes commerciales et autres comptes à payer		
Fournisseurs (Note 25)	460.652	439.866
Autres dettes (Notes 10, 11, 15 et 19)	252.808	369.900
Passifs pour impôt courant (Note 19)	1.866	1.089
	715.326	**810.855**
Autres passifs courants	**661**	**512**
Total passif courant	**1.322.793**	**1.299.818**
Total Passif et Patrimoine Net	**2.807.849**	**2.668.859**

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2013.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

Comptes de Résultats Consolidés correspondant

à l'exercice annuel clos au 31 décembre de 2013 et 2012 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

(Débit) Crédit	2013	2012 (*)
Opérations continues:		
Montant net du chiffre d'affaires (Note 6, 9 et 10)	1.535.240	1.721.186
± Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	(149.530)	(222.057)
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	7.106	1.325
Approvisionnements (Note 21)	(560.010)	(595.441)
Autres produits d'exploitation (Note 21)	4.117	5.327
Charges de personnel (Note 22)	(394.460)	(352.334)
Autres charges d'exploitation (Note 21)	(219.535)	(376.105)
Amortissement des immobilisations (Notes 7 et 8)	(42.552)	(39.231)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations (Notes 7, 8 et 9)	(29.065)	(1.282)
Résultat d'exploitation	**151.311**	**141.388**
Produits financiers (Notes 3.d, 9, 10 et 13)	13.974	24.437
Charges financières (Notes 9 et 16)	(47.687)	(35.273)
Différences de change	(3.645)	(3.176)
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers (Note 9)	1.013	355
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	(275)	17
Résultat Financier	**(36.620)**	**(13.640)**
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation (Note 9)	(392)	17
Résultat avant Impôts	**114.299**	**127.765**
Impôt sur les bénéfices (Note 18)	(23.262)	(27.711)
Résultat de l'exercice issu d'opérations continues	**91.037**	**100.054**
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues	-	-
Résultat Consolidé de l'Exercice	**91.037**	**100.054**
Attribué à:		
La Société Mère	90.181	99.454
Intérêts minoritaires	856	600
Bénéfice par action (en euros)		
De base	26,31	29,01
Dilué	26,31	29,01

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du compte de résultats consolidé correspondant au 31 décembre 2013.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

État des Produits et Charges Consolidés

correspondant aux exercices 2013 et 2012 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2013	2012 (*)
A) Résultat consolidé de l'exercice	**91.037**	**100.054**
B) Produits et Charges imputés directement au patrimoine net	**(37.016)**	**(26.030)**
Pour évaluation des instruments financiers	3.838	-
Pour couvertures de flux monétaire	1.594	(3.390)
Différences de conversion	(42.287)	(23.401)
Effet fiscal	(161)	761
C) Transferts au compte de résultats	**-**	**-**
Différences de conversion	-	-
Total Produits et Charges Reconnus (A+B+C)	**54.021**	**74.024**
Attribué à:		
La Société Mère	53.171	73.423
Intérêts minoritaires	850	601

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante des états de produits et charges reconnus consolidés correspondant au 31 décembre 2013.

État des Changements dans le Patrimoine Net Consolidé

correspondant aux 31 décembre 2013 et 2012 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	Patrimoine net attribuable à la société mère								
	Fonds Propres								
	Capital social	Prime d'émission	Réserve pour réévaluation d'actif et de passifs non réalisés	Autres réserves	Résultat net de l'exercice	Ajustements dans le patrimoine pour évaluation	Différences de conversion	Intérêts minoritaires	Total Patrimoine
Soldes au 31 décembre 2011 (*)	**10.319**	**11.863**	**58.452**	**444.554**	**146.182**	**(1.820)**	**(5.106)**	**2.820**	**667.264**
Total produits/charges reconnus	**-**	**-**	**-**	**-**	**99.454**	**(2.629)**	**(23.402)**	**601**	**74.024**
Opérations avec des associés ou propriétaires	**-**	**-**	**-**	**43**	**(35.995)**	**-**	**-**	**2.264**	**(33.688)**
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(137)	(36.132)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	43	-	-	-	2.401	2.444
Autres variations de patrimoine net	**-**	**-**	**-**	**110.187**	**(110.187)**	**-**	**-**	**-**	**-**
Transferts entre postes de patrimoine net	-	-	-	110.187	(110.187)	-	-	-	-
Soldes au 31 décembre 2012 (*)	**10.319**	**11.863**	**58.452**	**554.784**	**99.454**	**(4.449)**	**(28.508)**	**5.685**	**707.600**
Total produits/charges reconnus	**-**	**-**	**-**	**-**	**90.181**	**5.271**	**(42.281)**	**850**	**54.021**
Opérations avec des associés ou propriétaires	**-**	**-**	**-**	**-**	**(35.995)**	**-**	**-**	**3.714**	**(32.281)**
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(2.465)	(38.460)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	-	-	-	-	6.179	6.179
Autres variations de patrimoine net	**-**	**-**	**-**	**63.480**	**(63.459)**	**-**	**-**	**-**	**21**
Transferts entre postes de patrimoine net	-	-	-	63.480	(63.459)	-	-	-	21
Soldes au 31 décembre 2013	**10.319**	**11.863**	**58.452**	**618.264**	**90.181**	**822**	**(70.789)**	**10.249**	**729.361**

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des changements dans le patrimoine net consolidé le 31 décembre 2013.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

États des Flux de Trésorerie Consolidés Générés

pour les exercices 2013 et 2012 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2013	2012 (*)
Flux monétaire des activités d'exploitation		
Résultat avant impôts	114.299	127.765
Ajustements du résultat		
Amortissements (Notes 7 et 8)	42.552	39.231
Corrections de valeur pour dépréciation (Notes 7 et 9)	27.800	1.128
Variations des provisions (Notes 3.l et 20)	(10.981)	123.318
Autres postes de résultats	12.641	13.910
Bénéfice dans la cession d'actifs non courants (Note 8)	73	210
Investissements comptabilisés par la méthode de la participation (Note 9)	392	(17)
Produits financiers	(13.974)	(24.437)
Charges financières	47.687	35.273
Changements dans le capital courant		
Créances commerciales et autres actifs courants (Notes 3.d et 12)	(258.466)	(102.089)
Stocks (Note 11)	85.914	103.276
Dettes commerciales	(89.841)	(188.077)
Autres passifs courants	158	147
Autres actifs et passifs non courants	24.140	13.731
Autres flux monétaires des activités d'exploitation		
Recouvrements/(Paiements) pour impôts sur les bénéfices (Note 19)	(23.783)	(33.265)
Autres recouvrements/(Paiements) d'activités d'exploitation	(2.050)	(5.132)
Flux nets monétaires d'activités d'exploitation (I)	**(43.439)**	**104.972**
Flux monétaire pour les activités d'investissement:		
Paiements pour investissements		
Entreprises du groupe et associées (Note 9)	(633)	(2.265)
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	(49.482)	(56.166)
Autres actifs financiers (Notes 9 et 13)	(58.258)	(508.435)
Unité d'affaires (variations dans le périmètre)	-	-
Recouvrements pour investissements		
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	237	215
Autres actifs financiers (Note 9 et 13)	105.373	125.798
Recouvrement d'intérêts	10.415	11.098
Variations dans le périmètre - Diminution de trésorerie pour perte de contrôle (Note 2.g)	-	-
Flux nets monétaires des activités d'investissement (II)	**7.652**	**(429.755)**
Flux monétaires pour activités de financement:		
Émission de participations par des associés externes	1.829	763
Acquisition de participations d'associés externes (Note 2.f)	-	(215)
Recouvrements/(Paiements) pour instruments de passif financier		
Émission (Notes 15 et 16)	245.304	400.893
Remboursement et amortissement (Notes 15 et 16)	(70.899)	(13.669)
Paiements pour dividendes et rémunérations d'autres instruments de patrimoine	(36.914)	(36.132)
Autres flux monétaires d'activités de financement		
Paiement d'intérêts (Note 16)	(42.921)	(35.165)
Autres recouvrements/(paiements) d'activités de financement	-	-
Flux nets monétaires des activités de financement (III)	**96.399**	**316.475**
Augmentation nette monétaire et équivalents au numéraire (I+II+III)	**60.612**	**(8.308)**
Numéraire et équivalent au numéraire au début de la période	76.682	86.214
Effet des variations de taux de change dans la trésorerie	(10.144)	(1.224)
Numéraire et équivalents au numéraire à la fin de la période	**127.150**	**76.682**

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des flux monétaires consolidé au 31 décembre 2013

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

Annexe aux Comptes Consolidés

correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2013

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes (Groupe CAF)

1. NATURE ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (ci-après CAF ou Société mère) a été constituée, pour un temps indéfini, à Saint-Sébastien (province de Guipúzcoa).

Son objet social est décrit à l'article 2 de ses Statuts Sociaux.

L'activité principale actuelle de la Société mère est la fabrication de matériel ferroviaire.

La Société mère, dans le développement de son activité, participe majoritairement dans le capital d'autres sociétés (Note 2.f).

2. BASES DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

a) Bases de présentation

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF de l'exercice 2013 ont été dressés par les Administrateurs:

- Conformément aux dispositions des Normes Internationales d'Information Financière (ci-après, IFRS) adoptées par l'Union Européenne selon le Règlement (CE) nº 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, y compris les Normes Internationales de Comptabilité (IAS), les interprétations émises par le International Financial Reporting Interpretations Comittee (IFRIC) et par le Standing Interpretations Comittee (SIC). La Note 3 résume les principes comptables et les critères d'évaluation les plus significatifs appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés ci-joints.
- En tenant compte de tous les principes et normes de comptabilité et des critères d'évaluation d'application obligatoire qui ont un effet significatif sur les comptes annuels consolidés, ainsi que les alternatives que permettent les normes à ce sujet et qui sont spécifiées à la Note 3.
- De manière à refléter l'image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée du Groupe CAF au 31 décembre 2013 et des résultats de ses opérations, des changements dans le patrimoine net consolidé et des flux monétaires consolidés qui se sont produits dans le Groupe dans l'exercice clos à cette date.
- À partir des registres de comptabilité tenus par la Société mère et les autres sociétés intégrées dans le Groupe. Toutefois, étant donné que les principes comptables et les critères d'évaluation appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés du Groupe (IFRS) diffèrent de ceux utilisés par les sociétés qui y sont intégrées (normes locales), on a introduit dans le processus de consolidation les ajustements et les reclassements nécessaires pour homogénéiser entre eux ces principes et critères et pour les adapter aux Normes Internationales d'Information Financière.

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2012 ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de CAF du 8 juin 2013. Les comptes annuels consolidés du Groupe et les comptes annuels des sociétés qui y sont intégrées, correspondant à l'exercice 2013, sont en attente d'approbation par leurs Assemblées Générales d'actionnaires respectives. Cependant, le Conseil d'Administration de CAF entend que ces comptes annuels seront approuvés sans aucune modification.

b) Adoption des nouvelles normes et interprétations émises

Las comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2013 ont été les premiers dressés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, selon les dispositions du Règlement (CE) nº 1606/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 19 juillet 2002, en tenant compte de tous les principes et normes comptables et des critères d'évaluation dont l'application est obligatoire qui ont un effet significatif, ainsi que des alternatives que permet la norme à ce sujet.

Durant l'exercice annuel 2013, de nouvelles normes comptables sont entrées en vigueur et il en a donc été tenu compte dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints.

L'entrée en vigueur de l'amendement de l'IAS 1 - Présentation des autres éléments du résultat global a entraîné quelques petits changements par rapport aux postes qui sont présentés dans «Autre Résultat Global» (État des Produits et Charges reconnus"). L'entrée en vigueur de cet amendement n'a représenté aucun impact significatif pour le Groupe.

L'entrée en vigueur de l'amendement de l'IFRS 7 - Instruments financiers: Information à fournir - Compensation d'actifs avec des passifs financiers, a introduit un chapitre spécifique de nouvelles conditions au sujet de l'information à fournir lors d'une compensation d'actifs et passifs financiers et pour les autres instruments qui sont soumis à un accord exigible de compensation nette ou similaire (IAS 32). L'entrée en vigueur de cet amendement n'a représenté aucun impact significatif pour le Groupe.

Par ailleurs, le 1er janvier 2013, sont entrées en vigueur d'autres nouvelles normes comptables («Amendement de l'IAS 12 - Impôts sur le résultat - impôts différés relatifs à des propriétés immobilières», «Amendement de l'IAS 19 Avantages du personnel», «Améliorations des IFRS cycle 2009-2011» et «Interprétation IFRIC 20: Coûts d'extraction dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert») sans qu'elles n'aient eu un impact significatif pour le Groupe.

L'IFRS 13 Évaluation de la Juste Valeur a été émise comme étant la source règlementaire unique pour calculer la juste valeur d'éléments d'actifs, du passif ou du patrimoine net qui sont évalués de cette manière conformément à ce qui est requis par d'autres normes. L'IFRS 13 change la définition actuelle de la juste valeur et introduit de nouvelles nuances à prendre en compte, et elle s'étend aussi les détails exigés en cette matière.

La nouvelle définition de la juste valeur d'un passif dans l'IFRS 13, basée sur le concept de transfert de ce passif à un participant du marché, confirme que le risque de crédit doit être considéré à la juste valeur d'un passif. Jusqu'à présent, le Groupe, selon la définition de juste valeur d'un passif qui était donnée dans l'IAS 39 et qui se basait sur un concept de liquidation, avait adopté le principe de ne pas inclure l'impact du risque propre du crédit dans ces évaluations.

Ainsi, à partir du 1er janvier 2013, le Groupe a inclus ce risque dans l'évaluation des passifs financiers à juste valeur. Conformément à l'IFRS 13, l'impact de la première application de cette norme se fait de manière prospective sur le compte de résultats avec le reste de la variation de juste valeur des dérivés. C'est-à-dire, de façon similaire à tout autre changement dans les estimations comptables.

Dans la Note 17 sont décrites toutes les hypothèses et la méthodologie utilisées dans l'évaluation des dérivés et, de manière spécifique, ceux associés au risque de crédit. L'impact au 1er janvier 2013 de cet amendement n'a pas été significatif pour le Groupe CAF.

Normes et interprétations émises qui ne sont pas en vigueur

À la date de présentation des présents comptes annuels consolidés, sont indiqués les nouvelles normes, amendements et interprétations à appliquer obligatoirement dans des exercices postérieurs à l'exercice annuel ouvert le 1er janvier 2013:

Norme	Date effective IASB	Date effective Union Européenne
IFRS 10 États financiers consolidés	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IFRS 11 Accords conjoints	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IFRS 12 Informations à fournir sur les participations d'autres entités	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IAS 27 États financiers individuels (2011)	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IAS 28 Investissements dans des associées et regroupement d'entités (2011)	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IFRS 9 Instruments financiers	En attente	En attente
Amendement IAS 32 Instruments financiers: compensation d'actifs par des passifs financiers	1er janvier 2014	1er janvier 2014
Amendement IAS 36 Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	1er janvier 2014	1er janvier 2014
Amendement IAS 39 Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	1er janvier 2014	1er janvier 2014
Amendement IAS 19 Contributions du personnel à des plans de prestation définie	1er juillet 2014	En attente
IFRIC 20 Taxes	1er janvier 2014	En attente

(*) Application d'avance permise avec le reste du «paquet de nouvelles normes de consolidation».

IFRS 10 États financiers consolidés, IFRS 11 Partenariats, IFRS 12 Information à fournir sur les participations dans d'autres entités, IAS 27 (Révisée) États financiers individuels et IAS 28 (Révisée) Investissements dans des associées et regroupements d'entreprises.

L'IFRS 10 modifie la définition de contrôle existant actuellement. La nouvelle définition de contrôle comporte trois éléments à remplir: le pouvoir sur la participée, l'exposition ou le droit aux résultats variables de l'investissement et la capacité d'utiliser ce pouvoir de manière qu'il puisse influencer le montant de ces retours.

Le Groupe est en train d'analyser quel impact aura cette nouvelle définition de contrôle dans l'ensemble des sociétés consolidées et il est probable qu'il n'entraînera aucune variation.

L'IFRS 11 Partenariats remplacera l'IAS 31 actuellement en vigueur. Le changement essentiel qu'apporte l'IFRS 11 par rapport à la norme actuelle est l'élimination de l'option de consolidation proportionnelle pour les entités contrôlées conjointement, qui seront incorporées dorénavant par mise en équivalence.

Cette nouvelle norme n'aura pas un effet significatif sur les comptes annuels consolidés du groupe, bien que l'option qui est appliquée actuellement pour la consolidation des regroupements d'entreprises soit la consolidation proportionnelle de leurs états financiers (cf. note 2.f).

Les amendements aux IAS 27 et IAS 28 sont parallèles à l'émission des nouvelles IFRS mentionnées plus haut.

Dans le cas du Groupe, ils n'auront pas d'autres impacts que ceux indiqués plus haut.

Enfin, l'IFRS 12 est une norme d'information qui regroupe toutes les conditions de révélation sur les comptes relatives aux participations dans d'autres entités (dépendantes, associées, regroupement d'entreprises ou autres participations), y compris les nouvelles exigences d'informations à fournir.

Il est donc prévisible que son entrée en vigueur représentera une extension des informations à fournir que le Groupe réalise et qui sont actuellement requises pour les participations dans d'autres entités et autres véhicules d'investissement.

IFRS 9 Instruments financiers: classification et évaluation

IFRS 9 remplacera à l'avenir la partie actuelle de classification et évaluation de l'IAS 39. Il y a des différences très importantes avec la norme actuelle, en rapport avec les actifs financiers, entre autres, l'approbation d'un nouveau modèle de classification basé sur deux uniques catégories de coût amorti et de juste valeur, la disparition des classifications actuelles de «investissements détenus jusqu'à l'échéance» et «Actifs financiers disponibles à la vente», l'analyse de la dépréciation uniquement pour les actifs qui sont au coût amorti et la non bifurcation de dérivés implicites dans des contrats d'actifs financiers».

Quant aux passifs financiers, les catégories de classification proposées par IFRS 9 sont similaires à celles qui existent actuellement dans l'IAS 39, de sorte qu'il ne devrait pas y avoir de différences très importantes, sauf pour ce qui est de l'exigence d'enregistrement des variations de juste valeur relatives au risque propre de crédit comme un élément du patrimoine, dans le cas des passifs financiers de l'option de juste valeur.

Le Groupe estime que la future application de l'IFRS 9 ne va pas avoir un impact significatif sur les actifs et passifs financiers actuellement enregistrés.

Amendements IAS 32 Instruments financiers: compensation d'actifs et passifs financiers

L'amendement à l'IAS 32 introduit une série d'éclaircissements supplémentaires dans le guide de mise en application sur les exigences de la norme afin de pouvoir compenser un actif et un passif financier dans sa présentation dans le bilan. L'IAS 32 indique déjà qu'un actif et un passif financier ne pourront être compensés que si l'entité a le droit légalement exigible au moment actuel de compenser les montants reconnus.

Le guide de mise en application modifié indique, entre autres, que pour remplir cette condition, le droit de compensation ne doit pas dépendre d'événements futurs et doit être légalement exigible, tant dans le cours normal des affaires qu'en cas de manquement, insolvabilité ou faillite de l'entité et de toutes les contreparties.

L'entrée en vigueur de cette modification ne devrait pas entraîner un changement dans les politiques comptables, puisque l'analyse que fait le Groupe pour présenter ou non certains actifs et passifs financiers sous forme compensée est en accord avec les éclaircissements introduits dans la norme.

c) Monnaie de fonctionnement

Les présents comptes annuels consolidés sont présentés en euros, puisque l'euro est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère le Groupe. Les opérations à l'étranger sont enregistrées conformément aux politiques décrites à la Note 2.f.

d) Estimations réalisées

Dans les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2013 on a utilisé occasionnellement des estimations.

Malgré que ces estimations aient été faites en fonction de la meilleure information disponible au 31 décembre 2013 sur les faits analysés, il est possible que des événements pouvant avoir lieu à l'avenir obligent à les modifier (à la hausse ou à la baisse) dans de prochains exercices; cela serait fait conformément aux dispositions de l'IAS 8, de manière prospective, en reconnaissant les effets du changement d'estimation sur le compte de résultats consolidé correspondant.

Il n'y a pas eu de changements dans les estimations comptables par rapport à l'année 2012 qui ont eu un impact significatif sur ces comptes annuels consolidés.

e) Comparaison de l'information

Conformément aux exigences de l'IAS 1, l'information contenue dans cette annexe référée à l'exercice 2013 est présentée, aux effets de comparaison, avec l'information relative à l'exercice 2012.

Les comptes annuels consolidés de 2012 inclus aux effets de la comparaison ont également été dressés selon les dispositions des IFRS adoptées par l'Union Européenne, d'une manière cohérente avec celles appliquées dans l'exercice 2013.

Au 31 décembre 2013, le Groupe présente l'actif financier à court terme des concessions enregistrées selon la méthode de l'IFRIC 12 - Modèle actif financier à la rubrique «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Autres créances» pour plus de clarté, ce pourquoi a été reclassé le montant comparatif de 2012, de 134.713 milliers d'euros de la rubrique «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestation de services» (Note 9.2)

f) Groupe consolidable et principes de consolidation

Périmètre de consolidation

Las comptes annuels consolidés ci-joints sont ceux de la Société mère et des sociétés qu'elle contrôle, étant entendu comme tel le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles pour tirer des bénéfices de leurs activités.

Les comptes annuels consolidés ci-joints correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2013 ont été préparés à partir des registres de comptabilité individuels à cette date de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (Société Mère - Note 1) et des Sociétés dépendantes et associées détaillées ci-après:

	% de contrôle ou influence	Siège social	Activité	Audit
Consolidées par intégration globale				
Sous-groupe Industriel				
CAF, S.A.	Mère	Guipúzcoa	Commercial et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF USA, Inc.	100%	Delaware	Fabrication	G. Thornton
CAF México, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Commercial et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF Brasil Industria e Comercio, S.A.	100%	Sao Paulo	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argentina, S.A.	100%	Buenos Aires	Réparation et entretien	Ernst&Young
CAF Rail UK, Ltda.	100%	Belfast	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Italia, S.R.L.	100%	Rome	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Chile, S.A.	100%	Santiago du Chili	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Francia, S.A.S.	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Turquía, L.S.	100%	Istanbul	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argelia, E.U.R.L.	100%	Alger	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes CAF Venezuela, C.A.	100%	Caracas	Fabrication et entretien	Deloitte
Houston LRV 100, LLC.	100%	Delaware	Fabrication	-
CAF Rail Australia Pty. Ltd.	100%	Queensland	Fabrication et entretien	Pitcher Partners
CAF India Private Limited	100%	Delhi	Fabrication et entretien	Deloitte
CFD Bagneres, S.A.	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes de Navarra, S.A.U.	100%	Navarre	Fabrication	Deloitte
Construcciones Ferroviarias de Madrid, S.L.U.	100%	Madrid	Fabrication	G. Thornton
Construcciones Ferroviarias - CAF Santana, S.A.	83,73%	Jaén	Fabrication	Deloitte
Tradinsa Industrial, S.A.	100%	Lérida	Réparation et entretien	Deloitte
CAF New Zealand Ltd.	100%	Auckland	Fabrication et entretien	Staples Rodway
CAF Sisteme Feroviare SRL	100%	Bucarest	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Colombia, S.A.S.	100%	Medellín	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Arabia, Co.	100%	Riyadh	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Latvia SIA	100%	Riga	Fabrication et entretien	-
CAF Deutschland GmbH	100%	Munich	Fabrication et entretien	-
CAF Taiwan Ltd.	100%	Kaohsiung	Fabrication et entretien	Deloitte
Sous-groupe Technologique				
CAF I+D, S.L. (Société Unipersonnelle)	100%	Guipúzcoa	R+D	Deloitte
CAF Power & Automation, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Équipements de puissance et électroniques	Deloitte
Nuevas Estrategias de Mantenimiento, S.L.	85%	Guipúzcoa	Solutions technologiques	Bsk
Urban Art Alliance for Research on Transport A.I.E.	60%	Guipúzcoa	R+D	Deloitte
Vectia Mobility, S.L.	60%	Guipúzcoa	Solutions pour le transport urbain	-

	% de contrôle ou influence	Siège social	Activité	Audit
CAF Transport Engineering, S.L.U.	100%	Biscaye	Ingénierie	Bsk
Centro de Ensayos y Análisis Cetest, S.L.	100%	Guipúzcoa	Essais	Bsk
Lander Simulation and Training Solutions, S.A.	57%	Guipúzcoa	Simulateurs	Bsk
Geminys, S.L.	100%	Guipúzcoa	Manuels d'opération	Bsk
CAF Signalling, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Signalisation	Deloitte
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd. Sirketi	90%	Istanbul	Signalisation	Deloitte
Sous-groupe Services				
Actren, S.A.	51%	Madrid	Entretien	Deloitte
Sermanfer, S.A.	100%	Madrid	Entretien	Audyge
Sefemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation de services	Almaguer
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Administration	Almaguer
Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.	100%	Guipúzcoa	Encouragement entrepreneurial	Deloitte
Urbanización Parque Romareda, S.A.	100%	Saragosse	Détention d'actions	-
Ctrens Companhia de Manutençao, S.A.	100%	Sao Paulo	Services de location	Deloitte
Provetren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Services de location	Deloitte
Regiotren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Services de location	-
Sermantren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation services	Almaguer
Ennera Energy and Mobility, S.L.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Ennera Inversiones en Microgeneración, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Rail Line Components, S.L.U,	100%	Guipúzcoa	Commercialisation	Bsk
Miralbaida Energia XV, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Sous-groupe Construction				
Constructora de Sistemas Ferroviarios, S.L.	100%	Gipuzkoa	Équipement	Deloitte
Constructora Mexicana del Ferrocarril Suburbano, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Équipement	Deloitte
Consolidées par la méthode de la participation (Note 9)				
Sous-groupe Industriel				
Compañia de Vagones del Sur, S.A.	29,3%	Jaén	Fabrication	-
Urban Transport Solutions B.V. (*)	49%	Amsterdam	Fabrication et entretien	-
Sous-groupe Technologique				
Asirys Vision Technologies, S.A.	22,33%	Guipúzcoa	Production automatique	-
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co., Ltd.	30%	Zhejiang	Équipements de puissance et électroniques	-
Sous-groupe Services				
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	43,35%	Mexique D.F.	Prestation services de transport	Deloitte
Plan Metro, S.A.	40%	Madrid	Services de location	-
Consorcio Traza, S.A. (**)	25%	Saragosse	Détention d'actions	-
Arabia One for Clean Energy Investments PSC	40%	Ma'an	Génération d'énergie	-

(*) La Société maintient une participation de 100% dans la Société «Urban Transport Solutions, LLC» dont le siège social est en Russie.

(**) La Société maintient une participation de 80% dans la Société «S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.»

Variations dans le périmètre de consolidation

Durant l'exercice 2013 ont été constituées les sociétés CAF Taiwan, Ltd., Vectia Mobility, S.L., Regiotren, S.A. de C.V., Urban Transport Solutions B.V. et Arabia One for Clean Energy Investment PSC.

Durant l'exercice 2013 se sont produites deux opérations de réorganisation sociétaire dans le Groupe. D'une part, a eu lieu la fusion par absorption de Garraiotech, S.L. par Rail Line Components, S.L.U. (dénommée antérieurement Sempere Componentes, S.L.U.). D'autre part a eu lieu la scission de la participation qu'avait Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. dans CAF Signalling, S.L.U., en faveur de Seinalia, S.L., pour ensuite les fusionner de manière inverse, la société résultante étant CAF Signalling, S.L.U.

De même, en 2013, le Groupe a consolidé par intégration globale son investissement dans Actren Mantenimiento Ferroviario, S.A., auparavant consolidé par intégration proportionnelle (Note 14.g).

Durant l'exercice 2012, ont été constituées les sociétés CAF Arabia, Co., CAF Latvia, S.I.A. et CAF Deutschland Gmbh. De même, à travers CAF Power & Automation, S.L.U. (ancienne Trainelec, S.L.) ont été constituées les sociétés Urban Art Alliance for Research on Transport, A.I.E. et Zhejiang Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.

Le 10 février 2012, à travers Ennera Energy and Mobility a été conclue l'acquisition de 100% de la société Miralbaida Energia XV, S.L., pour un montant de 3 milliers d'euros, après quoi le capital a été augmenté de 1.600 milliers d'euros.

Le 16 février 2012 ont été acquis les 4,42% restants de la société Tradinsa Industrial, S.L., pour un montant de 215 milliers d'euros.

Par ailleurs, durant l'exercice 2012 en raison de la non souscription de l'augmentation de capital par l'associé minoritaire de Garraiotech, S.L., le Groupe détient désormais 100% du capital de la société (80% en 2011).

Durant l'exercice 2012, diverses opérations de réorganisation sociétaire se sont produites au sein du groupe. D'une part, la dissolution des sociétés Agarregune, S.L.U. et Predictove Ingenieros, S.L. D'autre part, la fusions des sociétés CAF Power & Automation, S.L. (ancienne Trainelec, S.L.), Desarrollo Software Miramón 4, S.L. et Traintic, S.L., qui ont été intégrées dans le patrimoine de CAF Power & Automation, S.L. et dissoutes.

Enfin, en novembre 2012, le capital de la société Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. a été augmenté de 100 millions d'euros, dont 30 millions correspondaient au capital social, et le reste à la prime d'émission. Ce montant a été entièrement libéré le 15 novembre 2012.

Durant l'exercice 2012 la dénomination sociale d'Elio Seinalia, S.L.U. a été remplacée par celle de CAF Signalling, S.L.U., celle d'Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San. Ve. Tic Ltd. Sirketi par celle de CAF Sinyalizasyon Sistemleri Tikaret Ltd. Sirketi et celle de Bizkaia Ferroviaria, S.L. par celle de CAF Transport Engineering, S.L.U.

Méthode de consolidation

On considère «sociétés dépendantes» celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer le contrôle; capacité qui se manifeste quand la Société mère a la faculté de diriger les politiques financières et d'opération d'une société en participation afin de tirer des bénéfices de ses activités. Il est présumé que ce contrôle existe quand la Société mère détient la propriété, directe ou indirecte, de plus de 50% des droits politiques des sociétés en participation ou, même si ce pourcentage est inférieur, s'il y a des accords avec d'autres actionnaires de ces sociétés qui accordent leur contrôle à la Société. Les comptes annuels des sociétés dépendantes sont consolidés avec ceux de la Société mère par application de la méthode d'intégration globale. Par conséquent, tous les soldes et effets des transactions effectuées entre les sociétés consolidées ont été éliminés dans le processus de consolidation.

Par ailleurs, les «sociétés associées» sont celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer une influence significative, mais pas le contrôle ni le contrôle conjoint. Habituellement, cette capacité se manifeste dans une participation (directe ou indirecte) supérieure à 20% des droits de vote de la société en participation. Sur les comptes annuels consolidés, les sociétés associées sont évaluées par la «méthode de la participation», c'est-à-dire, par la fraction de leur net patrimonial que représente la participation du Groupe dans leur capital, une fois pris en compte les dividendes touchés de ces sociétés et autres éliminations patrimoniales (dans le cas de transactions avec une associée, les pertes ou

les gains correspondants sont éliminés dans le pourcentage de participation du Groupe dans son capital) moins toute dépréciation de valeur des participations individuelles.

Sont considérées «regroupements d'entreprises» les entreprises dans lesquelles une activité est soumise à un contrôle conjoint, le contrôle étant entendu comme le pouvoir de diriger la politique financière et d'exploitation d'une entité. Sur les comptes annuels consolidés, les regroupements d'entreprises sont intégrés par «consolidation proportionnelle», c'est-à-dire que les états financiers de chaque participant incluent la part d'actifs, de charges et de produits de l'entité contrôlée proportionnellement à la participation détenue.

Conversion d'états financiers en monnaie étrangère

Les états financiers en monnaie étrangère ont été convertis en euros selon la méthode de «taux de change de clôture», qui consiste à convertir tous les biens, droits et obligations en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture et les postes du compte de résultats au taux de change moyen de l'exercice.

La différence entre le montant des fonds propres de la société étrangère convertis au taux de change historique (sauf le solde du compte de résultats, pour ce qui a été mentionné plus haut) et la situation patrimoniale nette qui découle de la conversion des biens, droits et obligations au taux de change de clôture à partir du 1er janvier 2004 sont enregistrés dans le Patrimoine Net du bilan consolidé au poste «Différences de conversion» après déduction de la part de cette différence qui correspond aux intérêts minoritaires, qui sont enregistrés au compte «Patrimoine Net - Intérêts minoritaires».

g) Correction d'erreurs

Dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints aucune erreur significative n'a été détectée qui aurait supposé de ré-exprimer les montants inclus dans les comptes annuels consolidés de 2012.

3. PRINCIPES ET POLITIQUES COMPTABLES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLIQUÉS

Les principales normes d'évaluation utilisées par le Groupe CAF dans l'élaboration de ses comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013 et 2012, ont été les suivantes:

a) Immobilisations incorporelles

Les applications informatiques et les projets de développement dont la réussite technique et commerciale n'offre aucun doute, sont évalués à leur coût d'acquisition (ou au coût cumulé de fabrication appliqué selon les normes d'évaluation des stocks - Note 3.e, selon les cas). Les applications informatiques sont amorties linéairement sur une période de cinq ans après leur acquisition (Note 7). Les projets de développement sont amortis linéairement sur 5 ans après leur acquisition ou achèvement, ou sont récupérés comme coût supérieur des contrats obtenus dans cette période relatifs au développement, auquel cas ils sont transférés aux stocks (Note 7).

b) Immobilisations corporelles

Les éléments du poste «Immobilisations corporelles» sont évalués à leur coût d'acquisition modifié, le cas échéant, par les diverses dispositions légales, dont la «Norme Forale» 11/1996, du 5 décembre, et la «Norme Forale» 13/1991, du 13 décembre (spécifiques du pays basque) qui, selon les IFRS, les considère comme part du coût de ces actifs, et par l'alternative incluse dans la IFRS 1 selon laquelle on considère comme valeur de coût attribuée pour certains actifs concrets la juste valeur à la date de transition.

Les coûts d'agrandissement, de modernisation ou d'amélioration qui représentent une augmentation de la productivité, de la capacité ou du rendement, ou un allongement de la vie utile des biens, sont capitalisés comme coût augmenté des biens correspondants.

Les travaux que les sociétés consolidées réalisent pour leurs propres immobilisations sont enregistrés au coût cumulé de fabrication, appliqué conformément aux politiques comptables des stocks (Note 3.e).

L'amortissement des éléments des immobilisations corporelles s'effectue en suivant la méthode linéaire moyennant l'application des pourcentages résultants des années suivantes de vie utile estimée:

	Années de vie utile estimée
Constructions	25 - 50
Installations techniques et machines	6 - 10
Autres installations, outillage et mobilier	3 - 10
Autres immobilisations	10 - 20

En général, pour les immobilisations qui requièrent une période de temps supérieure à un an pour être en état d'usage, les coûts capitalisés incluent les charges financières générées avant la mise en état de fonctionner du bien et qui ont été tirées par le fournisseur ou correspondent à des prêts de financement extérieur, spécifique ou générique, directement attribuable à son acquisition ou à sa fabrication.

c) Dépréciation de la valeur des actifs

À la date de clôture, le Groupe CAF analyse la valeur de ses actifs non courants pour déterminer s'il y a un indice que ces actifs ont subi une perte pour dépréciation. Dans l'hypothèse où un tel indice existe, une estimation du montant récupérable de cet actif est faite pour déterminer le montant de l'assainissement dans le cas où finalement il est nécessaire. Le montant récupérable est celui qui est le plus élevé, entre la valeur de marché moins le coût de sa vente et la valeur en usage, celle-ci étant entendue comme la valeur actuelle des flux de caisse futurs estimés.

Dans le cas où le montant récupérable est inférieur à la valeur nette de l'actif sur les livres, la perte correspondante pour dépréciation est enregistrée pour la différence, en charge du poste «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint et au crédit du poste «Immobilisations corporelles» ou «Immobilisations incorporelles», dans chaque cas, du bilan de situation consolidé ci-joint.

Les pertes pour dépréciation reconnues sur un actif dans des exercices antérieurs sont reversées quand se produit un changement dans les estimations sur leur montant récupérable, en augmentant la valeur de l'actif jusqu'à hauteur de la valeur sur les livres qu'aurait eue l'actif si l'assainissement n'avait pas été effectué, sauf dans le cas de l'assainissement du fonds de commerce, qui n'est pas réversible.

Durant l'exercice 2013 quelques dépréciations ont été enregistrées dans les immobilisations incorporelles et corporelles (Notes 7 et 8) après avoir fait les analyses pertinentes.

d) Instruments financiers

Créances et autres comptes à recouvrer

Ils sont évalués au moment de leur reconnaissance dans le bilan consolidé à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

On enregistre les corrections correspondantes pour la différence qui existe entre le montant à récupérer des comptes à recouvrer et la valeur sur les livres à laquelle ils sont enregistrés conformément à ce qui est indiqué au paragraphe précédent. Aux 31 décembre 2013 et 2012 il existe quelques comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite, essentiellement avec diverses Administrations Publiques (Note 9). Dans ce sens, à la clôture de l'exercice 2012, le Groupe maintenait une provision d'un montant de 3.026 milliers d'euros pour l'effet de l'actualisation financière des comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite. Durant l'exercice 2013, le Groupe a recouvré une partie des comptes dont il estimait le délai à long terme après que certains de ses clients, à travers des actions ponctuelles, ont obtenu le financement nécessaire pour faire face aux engagements contractés. C'est pourquoi le Groupe a reversé un montant de 2.227 milliers d'euros au crédit de la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats ci-joint (Note 9) (12.361 milliers d'euros dans l'exercice 2012).

Le Groupe dote une provision pour couvrir les dettes en situation irrégulière pour paiement en retard, suspension des paiements, insolvabilité ou autres causes, après une étude individualisée de leur comptabilité.

Par ailleurs, le Groupe annule les soldes de clients pour le montant des cessions de crédit dès que la Société a transféré substantiellement tous les risques et droits inhérents à la propriété de ces crédits (factoring sans recours). Au 31 décembre 2013, il y a des crédits cédés en vertu d'un contrat de factoring sans recours d'un montant de 31.292 milliers d'euros (il n'y a pas de soldes cédés au 31 décembre 2012).

Investissements financiers

Le Groupe, conformément aux critères de classement fixés par l'IAS 39, maintient ses investissements financiers dans les catégories suivantes:

(1) Prêts et autres comptes à recouvrer à long terme. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti, en utilisant le taux d'intérêt effectif. On entend par coût amorti le coût initial moins les recouvrements du principal et toute réduction pour dépréciation ou impayé. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la valeur initiale à la totalité des flux.

(2) Investissements à maintenir jusqu'à l'échéance. Ils correspondent aux investissements à échéance fixe que le Groupe veut et à la capacité de maintenir jusqu'à leur échéance. Ces investissements sont également évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti.

(3) Actifs financiers négociables évalués à la valeur de marché à travers le compte de résultats consolidé. Ce sont des actifs qui présentent l'une des caractéristiques suivantes:

- Ils ont été classés comme une valeur négociable dès leur acquisition pour tirer un bénéfice à court terme moyennant des fluctuations de leur prix.
- Dérivés financiers à condition qu'ils n'aient pas été désignés dans une liste de couverture.
- Ils ont été inclus dans cette catégorie d'actifs dès leur reconnaissance initiale.

(4) Actifs financiers disponibles pour la vente. Ils sont évalués à leur juste valeur. Dans cette catégorie sont inclus les actifs financiers acquis qui ne se maintiennent pas dans une intention de négociation, non qualifiés comme investissement à terme ou à juste valeur avec des changements dans le résultat, et qui correspondent presque tous à des investissements financiers en capital. Ces investissements figurent également au bilan de situation consolidé à leurs valeurs de marché qui, dans le cas de sociétés non cotées, est obtenue à travers des méthodes alternatives, comme la comparaison avec des transactions similaires ou, si l'on dispose d'information suffisante, par l'actualisation des flux de caisse espérés. Les variations de cette valeur de marché sont enregistrées au débit ou au crédit du poste «Ajustements pour changement de valeur» du bilan de situation consolidé, jusqu'au moment où se produit la cession de ces investissements, où le montant cumulé à ce poste, relatif à ces investissements, est imputé intégralement au compte de résultats consolidé.

Les investissements financiers en capital de sociétés non cotées, dont la valeur de marché ne peut être mesurée de manière fiable à travers des méthodes alternatives comme celles citées au paragraphe antérieur, sont évalués au coût d'acquisition.

Le Groupe CAF détermine le classement qui convient le mieux pour chaque actif au moment de l'acquisition.

L'évaluation des passifs et actifs financiers à leur juste valeur est décomposée par niveaux selon la hiérarchie suivante déterminée par l'IFRS 13:

– Niveau 1: Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments d'actifs et passifs identiques.

– Niveau 2: Données autres que le prix coté incluses dans le Niveau 1 observables pour l'instrument d'actif ou de passif, tant directement (à savoir, les prix) qu'indirectement (à savoir, dérivés des prix).

– Niveau 3: Données pour instrument d'actif ou de passif non basé sur des données observables de marché.

Le détail, au 31 décembre 2013, des actifs et passifs du Groupe CAF, évalués à la juste valeur selon les niveaux de hiérarchie, est le suivant:

	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs			
Instruments de patrimoine (Note 9.b)	-	17.058	17.058
Dérivés (Note 17)	-	43.594	43.594
Actifs financiers maintenus pour négocier (Note 13)	52.359	-	52.359
Total Actif	**52.359**	**60.652**	**113.011**
Passifs			
Dérivés (Note 17)	-	26.910	26.910
Total Passif	**-**	**26.910**	**26.910**

Argent comptant et autres actifs liquides équivalents

À ce poste du bilan consolidé ci-joint, on enregistre l'argent en caisse et les dépôts à vue.

Dettes commerciales et autres comptes à payer

Les comptes à payer sont initialement évalués à leur valeur de marché et, ensuite, au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

Dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers

Les dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers sont enregistrées initialement pour l'argent reçu, net des coûts encourus dans la transaction, c'est-à-dire, équivalent à l'application postérieure de la méthode de coût amorti en employant pour cela le taux d'intérêt effectif. Les charges financières sont comptabilisées, selon le critère de production, au compte de résultats consolidé, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, et sont ajoutées au montant sur les livres de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas liquidées dans la période où ils se produisent (Note 16).

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise ces instruments dans des opérations de couverture tant des travaux sous contrat que dans certains investissements dans des sociétés en participation, pour couvrir les risques de variations dans les taux de changement auxquelles elles sont exposées. De cette façon, le Groupe CAF maintient souscrits des contrats d'achat - vente de forwards dénommés principalement en dollars américains, pesos mexicains, livres sterling, réis brésiliens, couronnes suédoises, dollars taïwanais, riyal saoudiens et dollars australiens (Note 17).

La juste valeur des instruments financiers dérivés a été calculée en incluant le risque de crédit, propre dans le cas des dérivés de passif, et celui de la contrepartie dans celui des dérivés d'actif.

Par ailleurs, certaines sociétés ont des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 17).

Le Groupe révise les critères nécessaires pour qu'un dérivé financier soit considéré de couverture, afin d'accomplir les exigences de (1) Couverture d'un des trois types de risque suivants («couverture de justes valeurs», «couverture de flux monétaires» ou «couverture d'investissements nets dans des affaires à l'étranger»); (2) Éliminer efficacement le risque inhérent à l'élément position couvert durant tout le délai prévu de couverture, et (3) Avoir documenté correctement que la concertation du dérivé financé a eu lieu spécifiquement pour servir de couverture de certains soldes ou transactions et le mode selon lequel on pensait obtenir et mesurer cette couverture, dès l'instant qu'il est cohérent avec la gestion des risques que mène le Groupe.

Le Groupe CAF a défini les objectifs et politiques de gestion de risques financiers, dans lesquels est établie, par écrit, tant la politique de concertation de dérivés que la stratégie de couverture.

Ces instruments financiers sont évalués initialement à leur valeur d'acquisition. Postérieurement, les variations dans la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ont été conçus et rendus effectifs comme couvertures sont enregistrés comme suit:

– Dans les couvertures de justes valeurs, les différences produites tant dans les éléments de couverture que dans les éléments couverts - en ce qui concerne le taux de risque couvert -, sont reconnus directement au poste «Résultat financier» du compte de résultats consolidé ci-joints. Le Groupe enregistre comme couverture de justes valeurs celles concertées pour des travaux quand sont remplies les conditions nécessaires pour ce type de couvertures (existence d'un engagement ferme).

– Dans les couvertures de flux monétaires, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste de patrimoine «Ajustements dans le patrimoine pour évaluation». Ce critère est celui employé par le Groupe pour la couverture des travaux dans lesquels le risque couvert n'est pas un engagement ferme et signé mais une transaction future fortement probable. Dans la mesure où la transaction hautement probable se traduit par un engagement ferme, les montants antérieurement reconnus dans le patrimoine sont reclassés dans les résultats.

– Dans les couvertures d'investissements nettes en affaires à l'étranger, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste du patrimoine «Différences de conversion». Cette couverture a été employée pour les fonds propres de CAF USA, Inc. et Provetren S.A. de C.V.

e) Évaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements et de produits commerciaux sont évalués au prix moyen d'acquisition ou valeur nette réalisable, si cette dernière est inférieure.

Les produits en cours, finis et semi-finis, sont présentés nets des coûts déjà réglés, conformément à la procédure décrite à la Note 3.f, et sont évalués en fonction des critères suivants:

1. Matériaux et charges imputés à chaque chantier, à leur prix moyen d'acquisition ou coût de production.

2. Charges de transformation, en fonction de taux horaires standard d'absorption des coûts de main-d'œuvre et les charges directes et indirectes de fabrication qui ne diffèrent pas significativement des taux horaires réels.

3. Coûts pour intérêts calculés en fonction des besoins de financement directement assignable à chacun des contrats.

f) Reconnaissance de produits et résultats

Pour les contrats de construction, le Groupe suit en général le critère d'enregistrer les produits et résultats correspondant à chaque contrat en fonction de leur degré d'avancement estimé, obtenu en fonction du pourcentage que représente le nombre d'heures imputées au contrat sur le total d'heures prévues au budget qui est cohérent avec d'autres méthodes de détermination de l'avancement en fonction des coûts engagés par rapport au budget. Les pertes qui pourraient se produire dans les projets dont les contrats sont signés, sont enregistrées à leur montant total, au moment où ces pertes sont connues ou peuvent être estimées.

Une fois que le résultat prévu dans chaque contrat a été déterminé, le Groupe applique les correcteurs suivants pour déterminer le résultat et les produits:

– Avec un degré d'avancement de 0 à 10%, aucun bénéfice ni produit ne sont enregistrés.

– À partir de 10% de degré d'avancement, on enregistre un pourcentage de bénéfices et produits équivalent au degré d'avancement.

En fonction des produits réalisés, du résultat prévu dans chaque contrat (obtenu comme indiqué aux paragraphes antérieurs) et du degré d'avancement, les stocks sont rayés pour le montant des coûts réglés en charge du compte de résultat consolidé correspondant et au crédit du poste «Stocks», enregistré en déduisant les «Stocks» de l'actif du bilan consolidé (Note 11).

Par ailleurs, les ventes de produits, essentiellement des appareils de roulement, sont enregistrées au moment où les biens sont transmis et la propriété cédée.

g) Avances de clients et production exécutée

La différence entre les produits reconnus pour chaque chantier (Note 3.f) et le montant facturé pour celui-ci est enregistrée de la manière suivante:

– Si elle est positive, comme «Production exécutée en attente de facturation» (facturation différée) dans «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestations de services» (Note 11).

– Si elle est négative, comme «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Avances reçues pour commandes - Autres dettes» (facturation d'avance) (Note 11).

h) Transactions et autres engagements en monnaie étrangère

Les actifs et passifs en devise des sociétés étrangères consolidées ont été convertis en euros selon l'explication de la Note 2.f. Les autres actifs et passifs monétaires en devise ont été évalués au taux de change en vigueur à la clôture de chaque exercice, les différences de taux de change positives et négatives entre le taux de change comptabilisé et le taux de change de clôture étant imputées aux résultats. Les opérations réalisées en monnaie étrangère dans lesquelles le Groupe CAF a décidé de mitiger le risque de taux de change par la concertation de dérivés financiers sont enregistrées selon les principes écrits dans la Note 3.d.

i) Classement de dettes entre court («courant») et long terme («non courant»)

Dans le bilan de situation consolidé ci-joint, les dettes sont classées en fonction des échéances à la clôture de l'exercice. Elles sont considérées à court terme quand leur échéance est inférieure à douze mois et à long terme au-delà.

j) Subventions officielles

Pour comptabiliser les subventions reçues, les sociétés du Groupe suivent les critères suivants:

1. Les subventions de capital sont enregistrées comme une moindre valeur de l'actif subventionné au moment de leur concession définitive, pour le montant accordé, et elles sont versées aux résultats selon le rythme d'amortissement des actifs subventionnés.

2. Les subventions à l'exploitation sont versées aux résultats au moment de leur concession définitive, moyennant la réduction des coûts subventionnés.

k) Prestations post-emploi

Les obligations légales et contractuelles des sociétés consolidées envers une partie de leur personnel pour retraites et décès sont dotées moyennant le paiement d'une prime par un apport et une prestation définitifs aux fonds externes déposés ou en cours d'externalisation auprès de compagnies d'assurances indépendantes (Note 23). Le montant apporté en 2013 et 2012 pour diverses collectivités de son personnel s'est élevé à 4.017 milliers et 3.401 milliers d'euros, respectivement, en charge du poste «Charges de personnel» du compte de résultats consolidé ci-joint. Le Groupe n'a aucun paiement en attente ni déficits actuariels au 31 décembre 2013 et 2012 à ce titre. Par ailleurs, la Société mère, en vertu de la convention collective applicable, apporte en plus 1,75% du salaire de base annuel de tout le personnel de la Société mère à une entité de prévoyance sociale (Note 22).

Par ailleurs, les Administrateurs de la Société mère, d'après les conclusions de l'étude de leurs conseillers légaux, ont considéré dans l'exercice 2006 la consolidation d'un droit historique avec certains de leurs employés. Conformément au principe de

production, le Groupe a enregistré un actif d'un montant de 34 milliers d'euros (un passif de 34 milliers d'euros au 31 décembre 2012), à l'actif courant du bilan consolidé au 31 décembre 2013 et calculée par un expert indépendant. Ce montant est la différence entre la valeur actuelle des engagements de prestation définie et la juste valeur des actifs qui remplissent les conditions pour être considérés comme des «actifs rattachés». Les modifications futures de l'engagement assumé seront enregistrées contre le compte de résultats de l'exercice correspondant. Durant les exercices 2013 et 2012, le Groupe a effectué des paiements d'un montant de 358 milliers et 762 milliers d'euros, et il a doté 290 milliers et reversé 193 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique «Charges de personnel» du compte de résultats consolidé ci-joint (Notes 15, 18 et 22).

Dans les hypothèses de l'étude actuarielle réalisée par un tiers indépendant, ont été déduits les engagements futurs à un taux de marché et compte tenu d'augmentations salariales similaires à celles appliquées par le passé.

Enfin, certaines sociétés dépendantes maintiennent d'autres engagements avec leurs employés par obligation des législations des pays dans lesquels elles se trouvent, la provision enregistrée à ce titre aux rubriques «Provisions non courantes» et «Provisions courantes» au 31 décembre 2013 s'élevant respectivement à 1.498 milliers et 168 milliers d'euros (1.047 milliers et 233 milliers d'euros au 31 décembre 2012 - Note 20).

l) Retraites anticipées et indemnités d'arrêt

Au 31 décembre 2013, les postes «Passifs financiers non courants - Autres actifs financiers» et «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes» du bilan de situation consolidé ci-joint incluent des montants de 9.904 milliers et 7.291 milliers d'euros respectivement (5.556 milliers et 3.347 milliers d'euros dans l'exercice 2012), qui correspondent à la valeur actuelle estimée par les Administrateurs de la Société mère des paiements futurs à verser aux travailleurs qui, en décembre 2013 étaient adhérés au plan de préretraites approuvé dans l'exercice 2013 ou avaient signé des contrats de relève. La dotation à cette provision a été enregistrée en charge du poste «Charges de personnel - Traitements et salaires» du compte de résultats consolidé (Notes 18 et 22) pour un montant de 12.243 milliers d'euros (2.354 milliers d'euros dans l'exercice 2012).

m) Impôt sur les Sociétés

La charge correspondant à l'impôt sur les sociétés et aux impôts de nature similaire applicables aux sociétés étrangères consolidées est reconnue sur le compte de résultats consolidé, sauf si elle est la conséquence d'une transaction dont les résultats sont enregistrés dans le patrimoine net, auquel cas l'impôt correspondant est enregistré aussi dans le patrimoine net.

La charge correspondant à l'impôt sur les bénéfices de l'exercice est calculée comme la somme de l'impôt courant résultant de l'application du taux d'imposition sur la base imposable de l'exercice, après avoir appliqué les déductions fiscalement admissibles, plus la variation des actifs et des passifs pour impôts anticipés et différés et les crédit fiscaux, tant pour les bases imposables négatives que pour les déductions.

Les actifs et passifs pour impôts différés incluent les différences temporaires identifiées comme les montants à payer ou récupérables pour les différences entre les montants sur les livres des actifs et des passifs sur les états financiers consolidés et leur valeur fiscale, ainsi que les bases imposables négatives en attente de compensation et les crédits pour déductions fiscales, non appliqués fiscalement. Ces montants sont enregistrés en appliquant à la différence temporaire ou au crédit qui correspond le taux d'imposition auquel on espère les récupérer ou les régler.

On reconnaît des passifs pour impôts différés pour toutes les différences temporaires imposables sauf, en général, si la différence temporaire provient de la reconnaissance initiale de fonds de commerce. De leur côté, les actifs pour impôts différés, identifiés avec les bases imposables négatives, déductions en attente de compensation et les différences temporaires, ne sont reconnus que dans le cas où il est estimé probable que les sociétés consolidées aient à l'avenir suffisamment de gains fiscaux contre lesquels pourvoir les rendre effectifs, la période considérée dans le Groupe consolidé CAF étant la période couverte par le portefeuille de commandes.

Selon les IFRS, les actifs et passifs pour impôts différés sont classés comme des actifs et passifs non courants.

n) Locations

Le Groupe CAF classe comme leasing les contrats de location dans lesquels le loueur transmet au locataire tous les risques et bénéfices de la propriété du bien. Les autres locations sont classées comme locations d'exploitation.

Dans les opérations de leasing dans lesquelles le Groupe agit en tant que loueur, un crédit pour la valeur actuelle des paiements minimums à toucher pour la location, plus la valeur résiduelle de l'actif, est reconnu dès le départ, escompté au taux d'intérêt implicite du contrat. La différence entre le crédit enregistré dans l'actif et la somme à recouvrer, correspondant aux intérêts non échus, est imputée au compte de résultats de l'exercice à mesure qu'ils arrivent à échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif (Note 9.e).

Au 31 décembre 2013, le Groupe a divers contrats de location d'exploitation pour lesquels il a enregistré durant les exercices 2013 et 2012 un montant de 7.223 milliers et 6.423 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats ci-joint. La Société prévoit de continuer de louer ces biens (essentiellement des équipements pour le traitement de l'information et des immeubles), dont les coûts sont référencés à l'IPC.

Les engagements de paiement pour des exercices futurs en ce qui concerne des locations d'exploitation en vigueur au 31 décembre 2013 s'élèvent à 15.057 milliers d'euros dans les prochaines années, dont 5.146 milliers d'euros seront réalisés en 2014 (16.955 millier d'euros et 4.792 milliers d'euros à payer en 2014, au 31 décembre 2012).

Les charges générées dans les immeubles actifs loués sont imputées au poste «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé durant la vie du contrat, suivant le critère de production.

ñ) Provisions et contingences

Les Administrateurs de la Société mère dans la formulation des comptes annuels consolidés font la différence entre:

a) Provisions: soldes créditeurs qui couvrent des obligations actuelles dérivées d'événements passés, dont il est probable que l'annulation entraîne une sortie de ressources, mais qui sont indéterminés quant à leur montant et/ou au moment de l'annulation.

b) Passifs contingents: obligations possibles surgies par suite d'événements passés, dont la matérialisation future est conditionnée au fait que se produisent un ou plusieurs événements futurs indépendants de la volonté du Groupe.

Les comptes annuels consolidés reprennent toutes les provisions par rapport auxquelles il est estimé que le fait de devoir couvrir l'obligation est plus probable que le contraire. Les passifs contingents ne sont pas reconnus sur les comptes annuels consolidés, mais une information en est donnée dans les notes de l'annexe consolidée, dans la mesure où ils ne sont pas considérés fortuits.

La compensation à toucher d'un tiers au moment de la liquidation de l'obligation, s'il n'y a pas de doute au sujet de son remboursement, est enregistrée comme actif, sauf dans le cas où il existe un lien légal selon lequel a été extériorisée une partie du risque, et en vertu duquel le Groupe n'est pas tenu de répondre. Dans cette situation, la compensation sera prise en compte pour estimer le montant auquel figurera la provision correspondante, le cas échéant.

En vertu de la législation en vigueur, le Groupe est tenu au paiement d'indemnisations aux employés avec lesquels, sous certaines conditions, il cesse ses relations de travail. Par conséquent, les indemnisations pour licenciement susceptibles de quantification raisonnable sont enregistrées comme une charge dans l'exercice dans lequel est prise la décision du licenciement. Sur les comptes annuels consolidés ci-joints, aucune provision n'a été dotée à ce titre, puisqu'aucune situation de cette nature n'est prévue.

o) Aspects environnementaux

Le Groupe suit le critère d'enregistrer les investissements environnementaux à leur coût d'acquisition ou de production, net de leur amortissement cumulé, en les classant au poste correspondant des immobilisations en fonction de leur nature (Notes 8 et 21.c).

Les charges encourues par exigence de la législation environnementale applicable sont classées par nature au poste «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint (Note 21.c).

p) Produits et charges

Les produits et charges sont imputés en fonction du critère de production, c'est-à-dire, quand se produit le courant réel des biens et services qu'ils représentent, indépendamment du moment où a lieu le flux monétaire ou financier qui en dérive.

Selon le principe de prudence, le Groupe ne comptabilise que les bénéfices obtenus à la date de clôture de l'exercice, tandis que les risques prévisibles et les pertes, même éventuelles, sont comptabilisés dès qu'ils sont connus.

Les intérêts obtenus d'actifs financiers sont reconnus, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et les dividendes, quand est déclaré le droit de l'actionnaire à les toucher. Quoi qu'il en soit, les intérêts et dividendes d'actifs financiers générés après l'acquisition sont reconnus comme des produits sur le compte de résultats.

La rubrique «Autres passifs non courants» du bilan consolidé ci-joint aux 31 décembre 2013 et 2012 reprend le montant correspondant aux produits touchés d'avance destiné à faire face aux coûts estimés de grandes réparations à réaliser dans le cadre de contrats de maintenance.

q) État des flux monétaires

Dans l'état des flux monétaires consolidé, préparé selon la méthode indirecte, on utilise les expressions suivantes avec le sens indiqué:

– Flux monétaires: entrées et sorties d'argent liquide et de ses équivalents.

– Activités d'exploitation: activités typiques des sociétés qui forment le Groupe consolidé, et autres activités qui ne peuvent pas être classées comme d'investissement ou de financement.

– Activités d'investissement: celles d'acquisition, cession ou disposition par d'autres moyens. d'actifs à long terme et autres investissements non inclus dans l'argent et ses équivalents.

– Activités de financement: activités qui entraînent des changements dans la taille et la composition du patrimoine net et des passifs qui ne font pas partie des activités d'exploitation.

r) Bénéfices par action

Le bénéfice de base par action est calculé comme le quotient de la division du bénéfice net de la période attribuable à la Société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant cette période.

Dans le cas des comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2013 et 2012, le bénéfice de base par action coïncide avec le dilué, puisque il n'y a pas eu d'actions potentielles en circulation durant cet exercice (Note 14.a).

s) Opérations en discontinuité

Une opération en discontinuité est une ligne d'activité suffisamment significative qu'il a été décidé d'abandonner et/ou de céder, dont les actifs, les passifs et les résultats peuvent être distingués physiquement, opérationnellement et aux effets d'information financière. Les produits et charges des opérations en discontinuité sont présentés séparément sur le compte de résultats consolidé.

t)Transactions avec des sociétés rattachées

Le Groupe réalise toutes ses opérations avec des rattachées aux valeurs de marché. En outre, les prix de transfert sont bien supportés, ce pourquoi les Administrateurs de la Société mère considèrent qu'il n'y a pas de risques significatifs à ce sujet dont pourraient découler des passifs futurs importants.

u) Concessions administratives

Les contrats de concessions entre une entité publique concédante et des sociétés du Groupe CAF pour prêter des services publics tels que services de maintenance préventive, corrective et de révision des différentes lignes ferroviaires par l'exploitation de l'infrastructure. Par ailleurs, les produits dérivés de la prestation du service peuvent être touchés directement auprès des utilisateurs ou parfois, à travers l'entité concédante elle-même, qui régule les prix pour prestation du service.

Le droit de concession suppose généralement le monopole de l'exploitation du service concédé pour un temps déterminé, au bout duquel l'infrastructure affectée à la concession nécessaire pour prêter le service est reversée à l'entité concédante, généralement sans contreprestation. C'est une caractéristique nécessaire que le contrat de concession prévoie la gestion ou l'exploitation de l'infrastructure correspondante. L'existence d'obligations d'acquisition ou de construction de tous les éléments nécessaires à la prestation du service objet de concession tout au long de la durée du contrat est également une caractéristique courante.

Ces contrats de concession sont enregistrés selon les dispositions de l'IFRIC 12 «Accords de Concession de Services». En général, on distingue deux phases bien différenciées, une première dans laquelle le concessionnaire prête des services de construction ou amélioration qui sont reconnus selon le degré d'avancement selon l'IAS 11 «Contrats de Construction», avec une contrepartie dans un actif incorporel ou financier, et une seconde phase, dans laquelle est prêtée une série de services de maintenance ou d'exploitation de ladite infrastructure qui sont reconnus selon l'IAS 18 «Produits ordinaires».

Un actif incorporel est reconnu quand le risque de demande est assumé par le concessionnaire, et un actif financier, quand le risque de demande est assumé par le concédant, le concessionnaire ayant un droit contractuel inconditionnel de toucher les recouvrements pour les services de construction ou amélioration. Parmi ces actifs sont reconnus également les montants payés à titre de redevance pour l'adjudication des concessions.

v) Classification des dettes en court («courant») et long terme («non courant»)

Dans les actifs et passifs courants sont classés des postes (facturation d'avance et facturation différée - Note 3.g et provisions courantes) dont le délai de réalisation peut être supérieur à douze mois. Si l'on considère les postes dans leur ensemble, les estimations indiquent que les actifs courants seront réalisés essentiellement dans le court terme et, quoi qu'il en soit, les passifs courants à réaliser au-delà de douze mois dépassent les actifs courants qui seraient réalisés au-delà de 12 mois (Notes 11 et 20).

4. DISTRIBUTION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La distribution du bénéfice de l'exercice 2013 de la Société mère proposée par ses Administrateurs est la suivante:

Distribution	Milliers d'euros
Aux réserves volontaires	47.814
À la dotation de réserves pour investissements productifs	10.000
Aux dividendes	35.995
Total	**93.809**

5. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET AUTRES

Les activités que développe le Groupe CAF sont exposées à divers risques financiers: risque de marché (y compris risque de taux de change, risque d'intérêt de la juste valeur et risque des prix), risque de crédit, risque de liquidité, risque de taux d'intérêt des flux monétaires et risque d'écarts dans des projets.

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF consiste à affronter l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser les effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et investissement de l'excédent de liquidité.

a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises (actuellement le dollar américain, le real brésilien, la livre sterling, le dollar taïwanais, la couronne suédoise, le dollar australien, le riyal saoudien et le peso mexicain, entre autres).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats d'assurance à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas l'euro, monnaie fonctionnelle du Groupe.

C'est une pratique habituelle dans le Groupe de couvrir, si le coût est raisonnable, le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe, à savoir, l'euro. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éluder l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de service. L'impact ou la sensibilité sur le compte de résultats de l'exercice 2013 face à une dévaluation de 10% du real brésilien par rapport à l'euro au taux de change à la clôture au 31 décembre 2013 serait une perte de 2.153 milliers d'euros (non significative au 31 décembre 2012). La sensibilité du compte de résultats aux autres devises n'est pas significative.

Aux 31 décembre 2013 et 2012, le Groupe est exposé au risque de taux de change sur l'investissement net des filiales dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro, sauf dans le cas du dollar des États-Unis, dont l'exposition est couverte.

La contrevaleur en milliers d'euros des actifs et passifs des sociétés dépendantes dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro, aux 31 décembre 2013 et 2012, répond au détail suivant:

	Contrevaleur en milliers d'euros					
	31.12.13			31.12.12		
Divise	**Actifs**	**Passifs**	**Exposition nette**	**Actifs**	**Passifs**	**Exposition nette**
Peso chilien	11.392	10.704	688	7.060	5.600	1.460
Peso mexicain	33.340	24.120	9.220	49.411	34.625	14.786
Peso argentin	3.816	2.085	1.731	3.746	1.639	2.107
Real brésilien	639.129	459.726	179.403	806.327	586.724	219.603
Dollar des États-Unis (Note 3.d) (*)	466.940	395.626	154	386.457	318.635	31
Livre britannique	6.417	5.702	715	5.297	4.293	1.004
Dinar algérien	4.458	3.619	839	3.726	2.834	892
Lire turque	13.359	11.941	1.418	16.177	12.717	3.460
Bolivar	1.150	635	515	1.113	681	432
Roupie indienne	8.942	658	8.284	3.128	2.929	199
Dollar australien	670	453	217	392	214	178
Peso Colombien	2.436	1.824	612	2.759	2.314	445
Riyal Saoudien	7.739	7.549	190	2.670	2.254	416
Dollar néozélandais	1.678	1.588	90	-	-	-
Leu Roumain	1.120	1.115	5	-	-	-
Nouveau Dollar taïwanais	18.075	18.005	70	-	-	-
Total	**1.220.661**	**945.350**	**204.151**	**1.288.263**	**975.459**	**245.013**

(*) Au 31 décembre 2013 existaient des couvertures de l'investissement net à l'étranger (Note 17) d'un montant de 71.160 milliers d'euros, en appliquant le taux de change de clôture de l'exercice (67.791 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Face à une augmentation ou à une réduction totale de toutes les devises de 10%, l'effet sur le Patrimoine Net du groupe s'élevait à 20.400 milliers d'euros au 31 décembre 2013 (24.501 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Le détail des principaux soldes de sociétés dépendantes en monnaie étrangère, selon la nature des postes qui les intègrent, est le suivant:

	Contrevaleur en milliers d'euros			
	31.12.13		31.12.12	
Nature des soldes	**Actifs**	**Passifs**	**Actifs**	**Passifs**
Immobilisations incorporelles	226	-	180	-
Immobilisations corporelles	66.560	-	69.604	-
Immobilisations financières et impôts différés actifs	649.070	-	675.082	-
Stocks	79.277	-	80.219	-
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer	324.884	-	401.131	-
Autres actifs financiers courants	45.861	-	26.522	-
Trésorerie et autres actifs liquides équivalents	54.783	-	35.525	-
Passif non courante	-	566.764	-	592.872
Passif courant	-	378.586	-	382.587
Total	**1.220.661**	**945.350**	**1.288.263**	**975.459**

Pour les matières premières les plus importantes, le Groupe passera la commande et fixera le prix à la date d'entrée en vigueur de chaque nouveau projet. Le risque qu'une évolution à la hausse dans les prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles est ainsi couvert.

b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que le Groupe assure certains risques de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la prise de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument. La décision de réaliser ou non la couverture est prise en fonction du type de client et du pays dans lequel on opère.

Aux 31 décembre 2013 et 2012 le Groupe a une partie de ses comptes à recouvrer, avec des clients dans son activité dans certains pays étranger, garantie par des assurances de crédit (Note 12).

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire amplement et efficacement face à tous ses engagements financiers (Notes 13 et 16).

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF au moyen des mécanismes suivants:

– La recherche et la sélection d'opportunités d'affaires au plus haut niveau possible d'autofinancement, dans les conditions existantes sur les marchés, pour chacun des contrats. Dans les projets de fabrication de véhicules, dont la période d'exécution moyenne est d'environ trois ans, les dates de facturation et l'exécution des travaux peuvent ne pas être alignés dans le temps, ce qui représente une consommation de ressources financières.

– L'implantation et la maintenance d'une gestion active de circulant moyennant le suivi continu de l'accomplissement des dates de facturation dans chacun des projets objet de contrat.

– La maintenance d'une position confortable de liquidité à court terme.

– Le maintien de la capacité d'excédent de financement dont il n'a pas été disposé.

d) Risque de taux d'intérêt des flux monétaires et de la juste valeur

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures. La politique du groupe pour des opérations de financement de circulant consiste à faire appel à l'endettement avec des tiers à travers des ressources extérieures à court terme et référencées à des taux variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt. Pour les opérations de financement à long terme, l'objectif est le maintien d'une structure de taux d'intérêt fixe, pour autant que les marchés le permettent.

Dans ce sens, presque tout l'endettement financier au 31 décembre 2013 est rattaché aux concessions obtenues au Brésil et au Mexique (Notes 9 et 16) et, également, à la dette de la Société mère du groupe pour le financement de son activité et celle d'autres sociétés du Groupe, qui est référencée à des indices de marché, généralement l'Euribor.

La dette relative à la société de location de trains au Brésil est une dette structurée sous la modalité de Project Finance, sans recours au reste des sociétés du Groupe et référencée au TJLP (taux à long terme divulgué par la Banque Centrale du Brésil), tandis que pour la dette relative à la société de location de trains au Mexique, le Groupe a contracté un swap de taux d'intérêt pour convertir la référence variable de taux d'intérêt du prêt en une référence fixe, pour 80% du montant disposé du prêt et en affectant en même temps 80% de sa durée de vie utile.

Vu le solde aux 31 décembre 2013 et 2012, si la moyenne des taux d'intérêt référencés des ressources extérieures avait été 100 points de base supérieure ou inférieure en maintenant le reste des variables constantes, et vu les politiques de couverture décrites, la charge financière dérivée des dettes financières aurait augmenté/diminué respectivement d'environ 5.598 milliers et 4.276 milliers d'euros.

e) Risque dérivé des écarts sur les devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour préparer les offres respectives sont analysés et contrôlés moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillée de chacun des postes du coût, qui compare en permanence le devis de ces postes avec la réalité de la situation des coûts de chaque projet. Ainsi, pendant toute la durée des projets, un suivi continu de ces données est exercé selon un processus interne complexe créé à et effet, dans lequel intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet.

f) Risques légaux et contractuels, dérivés essentiellement de la production de dommages à des tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services

Le Groupe CAF s'affronte à divers risques dans le cours normal de ses activités. Les cahiers des offres et les contrats de fabrication de véhicules ferroviaires incluent de nombreuses exigences sur des aspects techniques et des niveaux de qualité (avec l'introduction de nouveaux produits à haut niveau technologique), exigences relatives à l'accomplissement de délais de livraison, besoins d'homologation, exigences de localisation de la fabrication et autres risques opérationnels, qui sont associés généralement à des niveaux de pénalités et à des clauses résolutoires ou suspensives. Dans ce sens peuvent surgir des divergences au sujet de ces exigences entre le Groupe CAF et ses clients, qui peuvent entraîner des réclamations pour retards, exécution incorrecte des travaux ou dans la réalisation de travaux additionnels.

Pour aborder les difficultés de gestion des projets, le Groupe CAF maintient opérationnel un système de gestion des risques, implicite dans le système de qualité du Groupe, qui commence par l'élaboration de l'offre et qui permet d'identifier et de gérer les différents risques auxquels est exposé le Groupe CAF dans le cours normal de ses activités.

Toutes les usines de CAF disposent des technologies les plus modernes disponibles et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production en suivant les standards de la Norme ISO 9001.

En outre, CAF suit une politique exigeante de contraction d'assurances, qui lui permet de bien se protéger contre les conséquences économiques qu'aurait pour la société la matérialisation de certains de ces risques.

6. SEGMENTATION

a) Critères de segmentation

Les critères appliqués au moment de présenter l'information segmentée du Groupe CAF incluse dans les comptes annuels consolidés ci-joints, sont les suivants:

– La segmentation primaire a été réalisée selon les unités d'activité, en séparant les activités opérationnelles de «Ferroviaire» et «Appareils de roulement et composants».

– Une information selon des critères géographiques du Groupe est également incorporée.

b) Bases et méthodologie de l'information par segments

Les produits et charges ordinaires du segment correspondent à ceux directement attribuables au segment et ils n'incluent donc pas les intérêts, les dividendes, les gains ni les pertes issus de la vente d'investissements ou d'opérations de rachat ou extinction de dette. Les actifs et passifs des segments sont ceux directement liés à leur exploitation ou à la participation dans des sociétés menant cette activité.

Ayant tenu compte des bases pour la segmentation principale, selon les Normes Internationales (IFRS 8 «Segments opérationnels»), le Groupe CAF a considéré les deux unités d'activité dans lesquelles il a opéré comme segment principal, puisqu'il considère que leur structure organisationnelle et leur gérance, ainsi que leur système d'information interne pour l'organe d'administration et exécutif, sont tels que les risques et rendements sont influencés de manière prédominante par le fait que leurs opérations sont réalisées dans l'une ou l'autre branche d'activité, étant entendu comme telle l'ensemble de produits et services rattachés. En définitive, on identifie par la segmentation les composants identifiables du Groupe CAF caractérisés par le fait qu'ils sont soumis à des risques et rendements de nature différente de ceux qui correspondent à d'autres composants opérationnels qui mènent leur activité dans des environnements différents.

Ainsi, conformément à son expérience historique, il a déterminé l'existence des segments suivants qui remplissent, à son avis, les conditions d'homogénéité interne quant à la similitude des conditions économiques ou politiques ou aux risques dérivés des régulations applicables, taux de change ou proximité des activités, et qui se différencient des autres pour des raisons identiques:

– Ferroviaire

– Appareils de roulement et composants

Nous présentons ci-après l'information par segments d'activité:

	2013 (Milliers d'euros)				
Segmentation par unités d'activité	**Ferroviaire**	**Roulement et composants**	**Général**	**Intersegments**	**Total**
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:					
Ventes externes	1.457.357	77.883	-		1.535.240
Ventes inter-segments	-	35.062	-	(35.062)	-
Total ventes	**1.457.357**	**112.945**	**-**	**(35.062)**	**1.535.240**
RÉSULTATS:					
Résultat d'exploitation	165.807	(2.456)	(12.040)	-	151.311
Résultat financier (*)	(27.129)	-	(9.491)		(36.620)
Participations aux gains nets de sociétés associées	(392)	-	-		(392)
Résultat avant impôts	**138.286**	**(2.456)**	**(21.531)**	**-**	**114.299**
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	(23.262)	-	(23.262)
Résultat net de l'exercice issu d'opérations continues	**138.286**	**(2.456)**	**(44.793)**	**-**	**91.037**
Résultat attribué aux intérêts minoritaires	(856)	-	-	-	(856)
Résultat attribué à la société mère	**137.430**	**(2.456)**	**(44.793)**	**-**	**90.181**
Amortissements de l'exercice (Notes 7 et 8)	30.986	11.098	468	-	42.552
ACTIFS	**2.164.922**	**103.846**	**539.081**	**-**	**2.807.849**
PASSIFS	**1.503.003**	**19.892**	**555.593**	**-**	**2.078.488**
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	43.116	7.793	-	-	50.909
AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:					
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	(17.392)	(58)	(11.615)	-	(29.065)

	2012 (Milliers d'euros)				
Segmentation par unités d'activité	**Ferroviaire**	**Roulement et composants**	**Général**	**Intersegments**	**Total**
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:					
Ventes externes	1.661.006	60.180	-	-	1.721.186
Ventes inter-segments	-	28.665	-	(28.665)	-
Total ventes	**1.661.006**	**88.845**	**-**	**(28.665)**	**1.721.186**
RÉSULTATS:					
Résultat d'exploitation	152.105	(5.712)	(5.005)	-	141.388
Résultat financier (*)	(13.090)	-	(550)	-	(13.640)
Participations aux gains nets de sociétés associées	17	-	-	-	17
Résultat avant impôts	**139.032**	**(5.712)**	**(5.555)**	**-**	**127.765**
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	(27.711)	-	(27.711)
Résultat net de l'exercice issu d'opérations continues	**139.032**	**(5.712)**	**(33.266)**	**-**	**100.054**
Résultat attribué aux intérêts minoritaires	(600)	-	-	-	(600)
Résultat attribué à la société mère	**138.432**	**(5.712)**	**(33.266)**	**-**	**99.454**
Amortissements de l'exercice (Notes 7 et 8)	29.616	9.240	375	-	39.231
ACTIFS	**2.106.711**	**97.231**	**464.917**	**-**	**2.668.859**
PASSIFS	**1.599.997**	**20.075**	**341.187**	**-**	**1.961.259**
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	48.645	7.051	3.000	-	58.696
AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:					
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	1.181	(37)	(2.426)	-	(1.282)

(*) Le coût financier de la dette spécifique et la dépréciation d'actifs sont inclus dans le segment. Le résultat financier restant et la charge de l'impôt de sociétés sont inclus dans la colonne «Général» car diverses entités légales coïncident et il n'y a pas de critères raisonnables pour les assigner par segment.

Les actifs et passifs d'usage général ainsi que les résultats qu'ils génèrent, parmi lesquels on remarque les postes de trésorerie et autres actifs financiers courants, n'ont pas fait l'objet d'assignation au reste des segments. De même, les postes de conciliation qui surgissent de la comparaison du résultat de l'intégration des états financiers des différents segments d'activité (dressés selon des critères de gestion), avec les états financiers consolidés du groupe CAF n'ont pas fait non plus l'objet d'une assignation.

Dans le montant des ventes externes du segment ferroviaire de l'exercice 2013 sont incluses des ventes de biens d'un montant de 1.110.145 milliers d'euros (1.372.814 milliers d'euros dans l'exercice 2012).

L'information selon des critères géographiques est la suivante:

a) La distribution des ventes par zones géographiques au 31 décembre 2013 et 2012 est la suivante (en milliers d'euros):

Zone géographique	**2013**	**%**	**2012**	**%**
Espagne	269.596	17,56	305.332	17,74
Reste du monde	1.265.644	82,44	1.415.854	82,26
Total	**1.535.240**	**100,00**	**1.721.186**	**100,00**

b) La distribution des investissements nets en immobilisations corporelles par segments géographiques au 31 décembre 2013 et 2012 est la suivante (en milliers d'euros):

Zone géographique	**2013**	**2012**
Espagne	218.230	226.411
Reste du monde	68.363	73.691
Total	**286.593**	**300.102**

7. AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2013 et 2012 sur les différents comptes du poste d'autres actifs incorporels et leurs amortissements cumulés correspondants a été le suivant:

	Milliers d'euros			
	Charges de développement	**Applications informatiques et autres**	**Fonds de commerce**	**Total**
Solde coût 31.12.11				
Net	**65.524**	**13.967**	**232**	**79.723**
Coût				
Différences de conversion	(1)	(37)	-	(38)
Entrées ou dotations	21.610	984	-	22.594
Transferts	348	(353)	-	(5)
Transferts aux stocks	(2.979)	-	-	(2.979)
Sorties, éliminations ou réductions	(10.455)	(21)	(217)	(10.693)
Solde coût 31.12.12	**74.047**	**14.540**	**15**	**88.602**
Différences de conversion	1	(75)	-	(74)
Entrées ou dotations	20.013	1.258	-	21.271
Transferts	(242)	293	-	51
Transferts aux stocks (Note 11)	(657)	-	-	(657)
Sorties, éliminations ou réductions	-	(21)	-	(21)
Solde coût 31.12.13	**93.162**	**15.995**	**15**	**109.172**
Amortissement cumulé				
Différences de conversion	1	14	-	15
Entrées ou dotations	(7.203)	(909)	-	(8.112)
Sorties, éliminations ou réductions	1.770	16		1.786
Solde amortissement cumulé 31.12.12	**(34.579)**	**(11.691)**	**-**	**(46.270)**
Différences de conversion	-	33	-	33
Entrées ou dotations	(9.886)	(1.094)		(10.980)
Transferts	243	(117)	-	126
Sorties, éliminations ou réductions	-	7	-	7
Solde amortissement cumulé 31.12.13	**(44.222)**	**(12.862)**	**-**	**(57.084)**
Dépréciation de la valeur				
Dépréciation au 31.12.11	**(8.965)**	**-**	**-**	**(8.965)**
Applications	8.684	-	-	8.684
Dépréciation au 31.12.12	**(281)**	**-**	**-**	**(281)**
Dotation de l'exercice 2013	(16.620)	-	-	(16.620)
Dépréciation au 31.12.13	**(16.901)**	**-**	**-**	**(16.901)**
Net 31.12.12	**39.187**	**2.849**	**15**	**42.051**
Net 31.12.13	**32.039**	**3.133**	**15**	**35.187**

Les additions des exercices 2013 et 2012 enregistrées comme développement correspondent aux coûts engagés dans des projets de nouveaux produits et des projets parmi lesquels se distinguent le nouveau train à grande vitesse et le développement, avec un associé, d'un autobus électrique.

Durant l'exercice 2013, un montant de 16.620 milliers d'euros a été déprécié en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations» au titre de divers projets en phase de développement, les Administrateurs considérant qu'il y a des doutes raisonnables au sujet de leur rentabilité économico-commerciale future. Durant l'exercice 2012 il n'y a eu aucune dépréciation et des charges de développement ont été supprimées, pour un coût de 10.455 milliers d'euros, de même qu'un amortissement cumulé de 1.770 milliers d'euros et une provision de 8.684 milliers d'euros, qui étaient totalement amorties.

Selon ce qui est décrit à la Note 3.a le Groupe en 2013 a transféré 657 milliers d'euros environ des Charges de Développement activées pour des projets à divers contrats obtenus qui incorporaient la technologie développée (2.979 milliers d'euros en 2012).

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2013 et 2012 sur les différents comptes du poste des immobilisations corporelles et leurs amortissements cumulés a été le suivant:

	Milliers d'euros					
	Terrains et constructions	**Installations techniques et machines**	**Autres installations, outillage et mobilier**	**Autres immobilisations**	**Avances et en cours**	**Total**
Solde au 31.12.11	**242.475**	**257.386**	**19.554**	**26.014**	**7.398**	**552.827**
Coût						
Entrées	9.022	17.506	1.974	1.102	6.498	36.102
Transferts	2.786	6.592	(103)	3	(9.266)	12
Sorties, éliminations ou réductions	(421)	(2.176)	(172)	(1.979)	(3)	(4.751)
Différences de conversion	(3.405)	(2.881)	(211)	(70)	(142)	(6.709)
Autres transferts	-	-	-	11.444	-	11.444
Solde au 31.12.12	**250.457**	**276.427**	**21.042**	**36.514**	**4.485**	**588.925**
Entrées	10.198	11.837	1.019	2.099	4.485	29.638
Transferts	5.806	3.001	(538)	29	(8.425)	(127)
Sorties, éliminations ou réductions	(275)	(7.417)	(199)	(3.578)	-	(11.469)
Différences de conversion	(6.469)	(4.575)	(320)	(157)	(215)	(11.736)
Solde au 31.12.13	**259.717**	**279.273**	**21.004**	**34.907**	**330**	**595.231**
Amortissement cumulé						
Entrées ou dotations	(6.398)	(21.667)	(1.342)	(2.189)	-	(31.596)
Transferts	(136)	4	3	(8)	-	(137)
Sorties, éliminations ou réductions	317	2.100	80	1.959	-	4.456
Différences de conversion	395	649	80	46	-	1.170
Solde amortissement cumulé 31.12.12	**(79.555)**	**(172.137)**	**(11.530)**	**(19.890)**	**-**	**(283.112)**
Entrées ou dotations	(5.950)	(22.536)	(1.556)	(2.583)	-	(32.625)
Transferts	119	(200)	409	13	-	341
Sorties, éliminations ou réductions	56	7.395	108	3.587	-	11.146
Différences de conversion	868	1.523	103	121	-	2.615
Solde amortissement cumulé 31.12.13	**(84.462)**	**(185.955)**	**(12.466)**	**(18.752)**	**-**	**(301.635)**
Dépréciation de la valeur						
Solde dépréciation de valeur 31.12.11	**(7.283)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(7.283)**
Dotation de l'exercice 2012	1.572	-	-	-	-	1.572
Solde dépréciation de valeur 31.12.12	**(5.711)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(5.711)**
Dotation de l'exercice 2013	585	(1.329)	-	(13)	-	(757)
Reclassement	(535)	-	-	-	-	(535)
Solde dépréciation de valeur 31.12.13	**(5.661)**	**(1.329)**	**-**	**(13)**	**-**	**(7.003)**
Net 31.12.12	**165.191**	**104.290**	**9.512**	**16.624**	**4.485**	**300.102**
Net 31.12.13	**169.594**	**91.989**	**8.538**	**16.142**	**330**	**286.593**

Durant l'exercice 2013, la Société a réalisé des investissements dans ses usines afin d'améliorer leur capacité de production. Ces investissements visent essentiellement la modernisation de la structure productive de la Société, principalement à l'Unité de Roulements où a été développée la dernière phase des investissements pour l'optimisation de la ligne d'usinage de roues, et à l'usine de CAF USA pour l'agrandissement des sections de structures, finitions et essais.

À la clôture de l'exercice 2012, le Groupe a transféré comme une augmentation de valeur d'immobilisations un montant net de provisions d'environ 11.444 milliers d'euros, pour les locomotives fabriquées pour un client avec lequel le contrat a finalement été annulé (Notes 12 et 20). Au 31 décembre 2013, la valeur nette comptable de ces locomotives s'élève à 10.871 milliers d'euros. Les Administrateurs de la Société mère estiment qu'il n'y a pas de dépréciation après l'analyse des flux futurs estimés des montants de location estimés pour elles.

Aux 31 décembre 2013 et 2012, le Groupe avait des engagements fermes d'achat d'investissement pour un montant de 3.150 milliers et 17.238 milliers d'euros, environ, principalement en Espagne.

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour bien couvrir leurs éléments d'immobilisations. Aux 31 décembre 2013 et 2012 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur nette comptable des immobilisations à cette date.

Le coût brut des actifs totalement amortis et en usage, aux 31 décembre 2013 et 2012, s'élevait à 168.844 milliers et 153.581 milliers d'euros, environ.

Les pertes qui se sont produites dans la cession des éléments d'immobilisations corporelles dans l'exercice 2013 se sont élevées à 73 milliers d'euros environ, et ont été enregistrées à la rubrique de «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint (les pertes de l'exercice 2012 ont atteint 171 milliers d'euros).

Comme conséquence de l'analyse de la valeur en usage de divers éléments d'immobilisations effectuée par le Groupe (appuyées sur des études de prix de vente sur des terrains, construction et certaines machines, réalisées par des experts indépendants), un montant net de 757 milliers d'euros a été doté en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations» du compte de résultats consolidé (une réversion de 1.572 milliers d'euros en 2012, portée au compte de la même rubrique).

Le Groupe déduit de la valeur comptable de l'actif le montant des subventions de capital reçues pour son acquisition. Le montant net en attente d'amortissement des subventions reçues s'élève à 4.165 milliers d'euros au 31 décembre 2013 (5.428 milliers d'euros au 31 décembre 2012). Le montant porté aux résultats dans l'exercice 2013 s'élève à 1.379 milliers d'euros (1.494 milliers d'euros en 2012) et est enregistré au poste de «Amortissement des immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint.

Les Administrateurs estiment qu'il n'y a pas d'indices de dépréciation dans les actifs du Groupe ni au 31 décembre 2013, autres que ceux déjà décrit dans cette même note.

9. INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS PAR LA MÉTHODE DE LA PARTICIPATION ET ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2012 sur les différents comptes des rubriques «Investissements comptabilisés selon la méthode de la participation» et «Actifs financiers non courants», a été le suivant:

Milliers d'euros

	Investissements dans des associées	Instruments de patrimoine		Autres actifs financiers		Instruments financiers dérivés (Note 17)	Prêts et comptes à recouvrer		Total
	Coût	Coût	Provision	Coût	Provision	Valeur de marché	Coût	Provision	
Solde au 31.12.11	**11.558**	**23.119**	**(440)**	**1.795**	**-**	**21.839**	**408.066**	**(33.957)**	**431.980**
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	2.265	-	-	-	-	-	-	-	2.265
Différences de conversion	-	-	-	(820)	-	(28)	(50.731)	2.270	(49.309)
Entrées ou dotations	17	198	(763)	23.641	-	-	512.234	2.999	538.326
Sorties, éliminations ou réductions	-	(199)	-	(266)	-	-	(38.244)	-	(38.709)
Transferts et annulations	-	-	-	(555)	-	(17.314)	(97.846)	5.830	(109.885)
Opérations de couverture (Note 17)	(673)	-	-	-	-	-	-	-	(673)
Solde au 31.12.12	**13.167**	**23.118**	**(1.203)**	**23.795**	**-**	**4.497**	**733.479**	**(22.858)**	**773.995**
Variations dans le périmètre	633	-	-	-	-	-	-	-	633
Différences de conversion	(3)	-	-	(3.365)	-	(176)	(81.734)	4.744	(80.534)
Entrées ou dotations	(392)	687	(22)	1.492	-	5.074	187.328	(9.389)	184.778
Sorties, éliminations ou réductions	-	-	-	(1.619)	-	-	(751)	-	(2.370)
Transferts et annulations (Note 3.d et 3.u)	-	200	-	(2.170)	-	(202)	(207.479)	(51)	(209.702)
Actifs financiers disponibles pour la vente	-	3.838	-	-	-	-	-	-	3.838
Opérations de couverture (Note 17)	1.497	-	-	-	-	-	-	-	1.497
Solde au 31.12.13	**14.902**	**27.843**	**(1.225)**	**18.133**	**-**	**9.193**	**630.843**	**(27.554)**	**672.135**

Le détail des actifs financiers non courants du Groupe au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 est donné ci-après, par nature et catégorie aux effets d'évaluation:

	Milliers d'euros				
	31.12.13				
Actifs financiers: nature/catégorie	**Actifs financiers disponibles pour la vente**	**Prêts et postes à recouvrer**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Dérivés de couverture**	**Total**
Instruments de patrimoine	26.618	-	-	-	26.618
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	9.193	9.193
Autres actifs financiers	-	603.289	18.133	-	621.422
Long terme / non courants	**26.618**	**603.289**	**18.133**	**9.193**	**657.233**

	Milliers d'euros				
	31.12.12				
Actifs financiers: nature/catégorie	**Actifs financiers disponibles pour la vente**	**Prêts et postes à recouvrer**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Dérivés de couverture**	**Total**
Instruments de patrimoine	21.915	-	-	-	21.915
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	4.497	4.497
Autres actifs financiers	-	710.621	23.795	-	734.416
Long terme / non courants	**21.915**	**710.621**	**23.795**	**4.497**	**760.828**

Le détail par échéance des postes qui font partie de la rubrique «Actifs financiers non courants» est le suivant (en milliers d'euros):

Exercice 2013

	2015	**2016**	**2017**	**2018 et suivants**	**Total**
Prêts et postes à recouvrer	137.496	117.128	119.480	229.185	603.289
Investissements maintenus jusqu'à échéance	1.263	111	65	16.694	18.133
Dérivés de couverture	3.325	401	1.132	4.335	9.193
Total	**142.084**	**117.640**	**120.677**	**250.214**	**630.615**

Exercice 2012

	2014	**2015**	**2016**	**2017 et suivants**	**Total**
Prêts et postes à recouvrer	200.296	136.152	130.286	243.887	710.621
Investissements maintenus jusqu'à échéance	1.691	17	65	22.022	23.795
Dérivés de couverture	2.844	1.513	128	12	4.497
Total	**204.831**	**137.682**	**130.479**	**265.921**	**738.913**

a) Participations dans des sociétés associées

L'information importante des participations dans des sociétés associées, évaluées par la méthode de la participation, est donnée ci-après (en milliers d'euros):

Nom	Siège social	Activité	Fraction de capital Directe	Fraction de capital Indirecte	Investissements dans des associées	Données financières de base (1) Capital	Réserves, prime et résultats cumulé (Note 17)	Résultat 2013	Chiffre d'affaires	Actif
Compañía de Vagones del Sur, S.A.**(8)**	Jaén (Espagne)	Fabrication	-	35%**(2)**	-	-	-	-	-	-
Asirys Vision Technologies, S.A.**(8)**	Gipuzkoa (Espagne)	Production automatique	-	22,33%**(3)**	41	154	5	-	-	166
Plan Metro, S.A.**(8) (9)**	Madrid (Espagne)	Services de location	-	40%**(4)**	-	60	3.683	(12.962)	31.752	436.189
Consorcio Traza, S.A.**(8)**	Saragosse (Espagne)	Détention d'actions	25%**(5)**	-	14.744	575	59.714	(1.312)	22.913	317.392
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.**(7)**	Mexique D.F.	Prestation de services de transport	28,05%	15,30%**(4)**	-	106.865	(25.657)	(21.796)	34.023	314.149
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.**(8)**	Zhejiang (Chine)	Équipements de puissance et électroniques	-	30%**(6)**	117	695	(95)	(211)	-	465
					14.902					

(1) Après ajustements et homogénéisations de consolidation (en milliers d'euros).
(2) À travers CAF Santana, S.A., participée également à 83,73%. En cours de liquidation.
(3) À travers CAF I+D, S.L.
(4) À travers Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.
(5) La Société Consorcio Traza, S.A. consolide une participation de 80% dans la société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.
(6) À travers CAF Power & Automation, S.L.U.
(7) Audité par Deloitte.
(8) Non audité.
(9) Les actions de cette société sont nanties en faveur de certaines entités financières.

	Milliers d'euros	
	2013	**2012**
Solde initial	**13.167**	**11.558**
Résultat de Sociétés	(392)	17
Différences de conversion	(3)	-
Résultats pour opérations de couverture (Note 17)	1.497	(673)
Variation dans le périmètre	633	2.265
Solde final	**14.902**	**13.167**

Durant l'exercice 2013 une augmentation de capital a été réalisée dans la société Consorcio Traza, S.A., à laquelle le Groupe a participé en déboursant 633 milliers d'euros (2.056 milliers d'euros en 2012), en maintenant son pourcentage préalable de participation. Dans l'exercice 2012 la société Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd. s'est constituée avec un débours de 209 milliers d'euros. Aucune contingence n'a été assumée par suite des sociétés associées. Les soldes et transactions avec ces sociétés sont détaillés à la Note 10.

Dans la consolidation des participations, les marges dans la vente de matériel ferroviaire par le Groupe ont été éliminées proportionnellement à la participation. Étant donné que cela n'a pas entraîné d'obligations légales ni explicite et que n'ont pas été effectués des paiements au nom des associées par le Groupe CAF et que les participations correspondantes sont évaluées à zéro, il n'est pas nécessaire d'intégrer les pertes additionnelles dues à ces associées

b) Portefeuille de valeurs non courant

Nom	% Participation	Coût investissement (Milliers d'euros)	
		2013	2012
Alquiler de Trenes AIE	5	1.202	1.202
Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A (Note 3.d).	10,31	17.058	13.220
Ferromovil 3000, S.L.	10	3.181	3.181
Alquiler de Metros AIE	5	66	66
Plan Azul 07, S.L.	5,2	1.381	1.381
Arrendadora de Equipamientos Ferroviarios, S.A.	15	1.908	1.908
Iniciativa FIK, AIE	12,49	1.102	744
FIK Advanlife, S.L.	10,29	1	1
Albali Señalización, S.A.	3	398	165
Autres		321	47
Total		**26.618**	**21.915**

Par suite d'un contrat de financement souscrit le 16 février 2004 entre Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A. et un établissement bancaire, aux 31 décembre 2013 et 2012, ces actions sont nanties.

En 2013, la participation détenue dans Metro Sevilla a été évaluée à sa juste valeur qui a été déterminée, en fonction de transactions comparables, à 17.058 milliers d'euros (Note 3.d). La revalorisation de cette participation a été enregistrée au crédit des rubriques «Patrimoine net - ajustements pour changement de valeur. Actifs financiers disponibles à la vente», d'un montant de 3.704 milliers d'euros, et «Passifs pour impôts différés», d'un montant de 134 milliers d'euros du bilan consolidé au 31 décembre 2013 (Note 3.d).

Le reste des investissements a été évalué au coût d'acquisition, car il n'est pas possible de déterminer sa juste valeur de manière fiable, bien qu'il y ait des indices de dépréciation sur ces participations (Note 3.d).

Durant l'exercice 2008, le Groupe souscrivit des participations de 6,25% et 6% du capital social d'Iniciativa FIK, AIE et FIK Advantlife S.L., sociétés dont l'objet social est la recherche, le développement et l'exploitation de connaissances scientifiques et technologiques. La valeur nominale des participations souscrites s'élève à 3.125 milliers et 313 euros, respectivement. Dans l'exercice 2012, après des modifications des accords entre actionnaires, qui n'ont pas représenté de déboursements supplémentaires pour le Groupe, un nouveau calendrier de déboursement a été établi, la Société détenant alors une participation de 12,5% dans Iniciativa FIK, AIE (auparavant de 6,25%). Au 31 décembre 2013, les déboursements en attente pour ces participations s'élèvent à 1.178 milliers d'euros, 798 milliers d'euros à long terme et 380 milliers d'euros à court terme, payables en versements semestriels de 190 milliers d'euros. Par ailleurs, durant l'exercice 2013, le Groupe a enregistré une dépréciation d'un montant de 22 milliers d'euros comme correction de valeur de ces

participations en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint.

c) Autres actifs financiers

Au 31 décembre 2013, le Groupe a 15.711 milliers d'euros enregistrés à la rubrique «Autres actifs financiers» à long terme à titre de cautions rattachées à l'augmentation de la dette financière de la société dépendante Ctrens Companhia Manutençao (Note 16). Cette caution produit un intérêt à taux de marché et correspond aux six dernières mensualités du prêt, qui seront versées de novembre 2025 à avril 2026.

d) Instruments financiers dérivés

À ce poste est incluse la valeur de marché des contrats d'assurance de taux de change avec une échéance à long terme (Note 17).

e) Prêts et comptes à recouvrer

Le détail des prêts et postes à recouvrer à long terme est le suivant (milliers d'euros):

	31.12.13	31.12.12
Prêts au personnel	5.149	4.752
Engagement de Plan de Participation	1.226	7.293
Administrations publiques long terme (Note 19)	52.824	60.657
Provisions administrations publiques (Note 19)	(26.756)	(19.884)
Clients à long terme	554.214	643.325
Provision de clients à long terme	(799)	(2.974)
Crédits à des sociétés associées (Note 10)	16.067	16.067
Crédits à des tiers	1.364	1.385
Total	**603.289**	**710.621**

Prêts au personnel

La Société mère accorde, en vertu des conventions signées avec le personnel, divers prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché, avec une échéance qui oscille entre les 10 et 15 ans. Le Groupe n'actualise pas ces montants car il estime que cet effet est peu significatif.

Engagement de Plan de Participation (Cartera Social)

En 1994 a été constitué le «Plan de Participation» pour faciliter l'accès des employés de la Société mère à contrat fixe au capital social de la Société moyennant la création de Cartera Social, S.A. Cette société est titulaire d'actions de CAF, S.A., et les employés de la Société mère y sont représentés fiduciairement par 8 employés ou anciens employés de cette dernière. Cartera Social, S.A. a vendu depuis lors à la Société mère des «droits» sur les actions de CAF, S.A. qu'elle possède.

Aux rubriques «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer» et «Autres actifs financiers courants» du bilan consolidé ci-joint est inclus l'investissement dans ces «droits», appartenant au «Plan de Participation» acquis à Cartera Social, S.A. Cette acquisition a été réalisée dans le seul but de les revendre dans une période de plusieurs années à ses employés.

Ce Plan s'est déroulé essentiellement en trois phases, la première dans l'exercice 1994, avec l'acquisition par la Société mère de 632.000 «droits» sur des actions de CAF, S.A. appartenant à Cartera Social, S.A., pour un montant de 26,9

millions d'euros. La seconde, avec l'acquisition de 210.150 «droits» dans l'exercice 2005 pour 14,3 millions d'euros. À la fin de l'exercice 2007, a été décidée dans la troisième phase l'acquisition de 171.747 «droits» supplémentaires, à un coût d'acquisition pour CAF, S.A. de 50,7 millions d'euros.

Étant donné que la Société mère a acheté les «droits» en question à un prix qui a été supérieur à la somme du prix de vente à ses employés et des apports que fait au Plan Cartera Social, S.A. elle-même, les acquisitions de droits indiqués plus haut ont entraîné des pertes pour la Société mère qui ont été enregistrées intégralement dans des exercices antérieurs pour un montant de 49.587 milliers d'euros après avoir tenu compte des actualisations applicables.

Par conséquent, au 31 décembre 2013, la Société mère a enregistré, à la rubrique «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2013, un montant brut de 1.226 milliers d'euros (7.293 milliers d'euros au 31 décembre 2012), pour ces «droits».

Pour adapter le coût des «droits» acquis à leur valeur nette de récupération, le Groupe a enregistré au 31 décembre 2013 une provision de 887 milliers d'euros enregistrée comme dépréciation des investissements financiers à court terme (7.481 milliers d'euros au 31 décembre 2012). Au 31 décembre 2013, la part de cet actif qu'il est prévu de vendre avant un an, avec sa provision correspondante, a été enregistrée à la rubrique «Autres actifs financiers courants» du bilan consolidé à cette date (Note 13). Durant l'exercice 2013 des droits dont la valeur de coût et la provision s'élevaient respectivement à 10.355 milliers et 5.557 milliers d'euros (13.014 milliers et 7.757 milliers d'euros en 2012) environ, ont été vendus.

Durant l'exercice 2013, le Groupe a reversé 1.036 milliers d'euros de provision au crédit de la rubrique de «Dépréciation de résultat pour cession d'instruments financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint (1.137 milliers d'euros dans l'exercice 2012).

Quant à cet engagement, Cartera Social, S.A. est la seule propriétaire des actions de CAF, S.A., et jouit donc pleinement de tous les droits politiques et économiques qui lui reviennent en tant qu'actionnaire de la Société mère. Par conséquent, CAF, S.A. n'a ni droits, ni obligations, ni risques sur les bénéfices et les pertes économiques qui pourraient se produire pour Cartera Social, S.A. La Société mère a uniquement l'engagement de vendre à un prix fixé, et les travailleurs celui d'acquérir ces «droits» en 84 échéances mensuelles similaires, comptées à partir de la mise en œuvre de chacune des phases du Plan. Les actions en question appartiennent à Cartera Social, S.A. jusqu'à l'exercice du «droit», lequel ne peut avoir lieu avant la cessation de la relation de travail de chaque employé avec CAF, S.A. Durant cette période, Cartera Social, S.A. finance la propriété de ces actions essentiellement au moyen du montant versé par CAF, S.A. pour l'achat des droits en question.

Au 31 décembre 2013, Cartera Social, S.A. possède 996.617 actions de CAF, S.A. représentant 29,07% du capital de cette société (Note 14). Au 31 décembre 2012, le nombre d'actions qu'elle détient est de 1.013.897, soit 29,56% du capital.

Administrations Publiques à long terme

Le Groupe a enregistré au 31 décembre 2013, à la rubrique «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer», un montant de 52.824 milliers d'euros à titre de comptes à recouvrer auprès des Administrations Publiques étrangères pour la taxe à la valeur ajoutée (60.657 milliers d'euros au 31 décembre 2012). Durant l'exercice 2013, un montant de 11.615 milliers d'euros a été provisionné (2.426 milliers d'euros en 2012) en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint en fonction des meilleures estimations réalisées par les Administrateurs sur la récupération de ces impôts.

Clients à long terme

Les clients à long terme incluent 21.429 milliers d'euros correspondant aux comptes à recouvrer de tiers étrangers au groupe avec des difficultés financières, dont on prévoit que le versement ne sera pas à court terme (43.360 milliers d'euros en 2012), essentiellement des Administrations Publiques, motif pour lequel on a reclassé ce compte à recouvrer à long terme. Le Groupe estime que le recouvrement de la somme aura lieu dans un délai de plus d'un an. Une provision de 799 milliers d'euros a donc été enregistrée à long terme (2.974 milliers d'euros à long terme et 52 milliers d'euros à court terme en 2012). Durant l'exercice 2013, la Société a recouvré une part des crédits dont elle estimait le délai à long terme.

La différence entre les montants de provisions à la clôture de chaque exercice a été enregistrée à la rubrique de «Produits financiers» du compte de résultats 2013 consolidé ci-joint (Notes 3.d et 12).

De même, implicitement dans l'opération (Note 3.n), est inclus un compte à recouvrer à long terme d'un montant de 8.813 milliers d'euros (985 milliers d'euros à court terme) correspondant à un contrat de leasing de matériel roulant, pour un montant total à recouvrer de 10.570 milliers d'euros, pour lequel le Groupe touchera des montants mensuels constants de location durant une période de 120 mois. Durant l'exercice 2013, 1.375 milliers d'euros ont été touchés, dont un montant de 754 milliers d'euros est enregistré au crédit de la rubrique «produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint au taux d'intérêt implicite dans l'opération (Note 3.n).

Le 19 mars 2010, la société du Groupe Ctrens-Companhía de Manutençao, S.A. et Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (CPTM) ont signé un contrat de concession à 20 ans pour la fabrication de 36 trains et la prestation de services de location, maintenance préventive et corrective et de révision générale, ainsi que de modernisation de la flotte de la ligne 8 - Diamante à Sao Paulo (Brésil).

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont:

– Les montants sont garantis par CPTM. La société concessionnaire devra remplir certaines conditions de capital minimum en valeur absolue et en pourcentage de l'actif.

– La société concessionnaire garantit par caution bancaire d'un montant de 100.713 milliers de réis brésiliens (42 millions d'euros environ) l'accomplissement correct de ses obligations vis-à-vis de CPTM (Note 25.a)

– Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat seront reversés à CPTM à la fin de la concession dans aucune contreprestation.

Le 31 mai 2010, la société du Groupe Provetren, S.A. de C.V. et la société Sistema de Transporte Colectivo (STC) ont signé un contrat à 15 ans pour la construction de 30 trains et la prestation de services de location, maintenance intégrale et de révision générale de la Ligne 12 du métro de la Ville de Mexico.

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont:

– Les montants à payer par STC sont garantis subsidiairement par un système de fidéicommis avec des fonds issus des Reports des Participations Fédérales.

– La société concessionnaire garantit par caution bancaire de 10% des paiements qu'elle prévoit encaisser dans l'année en cours, l'accomplissement correct de ses obligations envers STC (Note 25.a).

– Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat, seront reversés à STC à la fin de la concession sans aucune contreprestation.

L'enregistrement de ces concessions est réalisé moyennant l'application de la norme IFRIC 12 - Accord de concession de services, parce que les conditions pour cela sont remplies, et il a été procédé, conformément aux stipulations de cette norme, à la ségrégation des différentes activités menées (construction, exploitation/maintenance et financement).

Par conséquent, le Groupe a enregistré aux rubriques «Prêts et Comptes à recouvrer» de l'actif financier non courant et «Autres créances» de l'actif courant un solde de 523.972 et 122.902 milliers d'euros, respectivement au 31 décembre 2013 (590.352 milliers d'euros et 134.713 milliers d'euros au 31 décembre 2012), correspondant à l'activité de construction et prestation de services réalisée jusqu'à cette date, net de la facturation émise. L'investissement correspondant à l'activité de construction en 2013 est de 21.978 milliers d'euros (399.579 milliers d'euros en 2012).

Le commencement des prestations de services de location et maintenance a eu lieu surtout au premier semestre 2012, pour la concession de la Ligne 8 (Brésil), et au second semestre 2013, pour la Ligne 12 (Mexico).

Dans les deux contrats, les flux futurs pour versements sont totalement déterminés et garantis dès le moment de leur signature initiale. Le seul montant potentiellement variable dans les versements se réfère exclusivement aux pénalités

pouvant exister au sujet de la performance technique du matériel ferroviaire mis à disposition des clients, mais il n'y a pas eu d'écarts significatifs au cours des exercices 2013 et 2012. Il a été tenu compte de cet aspect lors de la détermination des flux à recouvrer. Il n'y a pas de risque de demande pour le Groupe CAF dans ces contrats, parce qu'il n'y a pas de rapport entre les flux financiers à toucher et l'affluence de voyageurs.

10. SOLDES ET OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES RATTACHÉES

Le détail des transactions réalisées avec des sociétés associées et avec d'autres, qui sont des parties rattachées et qui n'ont pas été éliminées dans le processus de consolidation (Note 2.f), est le suivant:

Milliers d'euros

	2013			2012		
Société	**Services prêtés ou ventes enregistrés**	**Services reçus ou achats enregistrés**	**Produits financiers**	**Services prêtés ou ventes enregistrés**	**Services reçus ou achats enregistrés**	**Produits financiers**
Plan Metro, S.A.	4.868	-	-	85.547	-	890
Consorcio Traza, S.A.(*)	2.235	-	-	21.874	-	-
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	12.234	38	-	11.200	8	-
	19.337	**38**	**-**	**118.621**	**8**	**890**

(*) Inclut les transactions avec sa société participée S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

Les marges générées dans des opérations réalisées avec des sociétés associées ont été dûment éliminées dans le processus de consolidation proportionnellement à leur pourcentage de participation (Note 9.a).

Comme résultat des opérations du présent exercice, de celles d'années antérieures et des avances accordées, les principaux soldes que le Groupe avait avec les sociétés en participation non consolidées par intégration globale au 31 décembre 2013 et 2012, étaient les suivants (Note 2.f):

Milliers d'euros

	31.12.13				31.12.12			
Société	**Comptes à Recouvrer**	**Comptes à Payer**	**Avances nettes de degré d'avancement**	**Crédits à long terme (Note 9.e)**	**Comptes à Recouvrer**	**Comptes à Payer**	**Avances nettes de degré d'avancement**	**Crédits à long terme (Note 9.e)**
Plan Metro, S.A. (Note 9.e)	2.726	-	(8.096)	16.067	4.378	-	(8.417)	16.067
Sociedad de Economía Mixta los Tranvías de Zaragoza, S.A.	9.746	-	-	-	9.846	-	(1.982)	-
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	-	-	-	-	-	-	-	-
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	5	4	-	-	8.042	7	-	-
	12.477	**4**	**(8.096)**	**16.067**	**22.266**	**7**	**(10.399)**	**16.067**

Durant l'exercice 2011, la société dépendante Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. a avancé à Plan Metro, S.A. 15.104 milliers d'euros afin que celle-ci fasse face à certains engagements financiers de manière temporaire en raison du changement de profil de paiements par le client final. Ce crédit ne fait pas partie de l'investissement net puisqu'il a, quoi qu'il en soit, une échéance et qu'il est assorti de garanties suffisantes pour le recouvrer. En raison de quelques retards de paiement de la part de son client, cette associée a négocié en 2013 avec les entités financières l'adaptation du modèle financier aux nouvelles circonstances. Il a été estimé que le contexte résultant permettra de récupérer les sommes avancées par le Groupe CAF.

À la rubrique de «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Autres créances» du bilan consolidé au 31 décembre 2013, est inclus un compte à recouvrer auprès de Cartera Social, S.A. d'un montant de 24.500 milliers d'euros (21.776 milliers d'euros au 31 décembre 2012) (Notes 9 et 14.a). Cette ligne de crédit, dont il a été entièrement disposé, produit un intérêt à un taux référencé à l'Euribor en vertu du contrat signé le 24 décembre 2013, un montant de 771 milliers d'euros ayant été porté en 2013 au compte «produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint (681 milliers d'euros en 2012). Ce compte est garanti par les actifs de Cartera Social.

L'évolution de ce compte à recouvrer est en rapport avec les besoins de financement de Cartera Social, S.A. pour des engagements assumés envers le personnel du Groupe dans le Plan de Participation (Note 9.e).

11. STOCKS ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

La composition des stocks au 31 décembre 2013 et 2012 est la suivante:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Matières premières et autres approvisionnements, produits en cours, finis et semi-finis (Note 21)	129.605	233.057
Avances aux fournisseurs	30.252	17.770
	159.857	**250.827**

Au 31 décembre 2013, le Groupe avait des engagements fermes d'achat de matières premières pour un montant de 453.427 milliers d'euros, environ (Note 26), (559.898 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour couvrir convenablement leurs stocks. Au 31 décembre 2013 et 2012 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur des stocks à cette date.

Tel que cela est décrit dans la Note 3.e, le Groupe capitalise les charges financières supportées durant l'exercice et qui sont en rapport avec les stocks dont le cycle de production est supérieur à un an. Le montant capitalisé à cet effet avant de considérer l'imputation aux résultats pour ventes dans les exercices 2013 et 2012 a été de 1.756 milliers et 880 milliers d'euros, respectivement.

Contrats de construction

Le montant de la somme cumulée de coûts encourus et gains reconnus (moins ceux correspondant aux pertes reconnues) et le montant des avances reçues au 31 décembre 2013 et 2012 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Facturation différée (actif) (Notes 3.g et 12)	672.451	334.380
Facturation anticipée (passif) (Note 3.g)	(156.421)	(259.616)
Net	**516.030**	**74.764**
Coûts encourus plus gains et pertes reconnus par degré d'avancement	1.525.742	1.851.543
Facturation émise sans considérer les avances	(853.291)	(1.517.163)
Avances reçues	(156.421)	(259.616)
Net	**516.030**	**74.764**

12. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES COMPTES À RECOUVRER

La composition du poste créances commerciales et autres comptes à recouvrer au 31 décembre 2013 et 2012 est la suivante:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Clients en euros	710.296	476.450
Clients en monnaie étrangère (Note 3.h)	333.512	286.644
Provisions pour dépréciation (Note 3.d)	(3.232)	(1.782)
	1.040.576	**761.312**

Ces soldes à recouvrer ont été générés, principalement, par suite de la reconnaissance du degré d'avancement selon ce qui est décrit à la Note 3.f. Une part de ces soldes (environ 35% en 2013, 56% en 2012) est facturée à des clients. Le reste correspond à «Production exécutée en attente de facturation» (Note 11), dont le principal solde, d'un montant de 136.583 milliers d'euros (4.237 milliers d'euros en 2012), correspond à un contrat avec le Métro de Caracas, et son recouvrement est garanti par une police d'assurances et une provision (Note 20). Les principaux soldes sont en euros.

Au 31 décembre 2013, 41% des soldes facturés en attente de recouvrement correspondent aux cinq clients principaux (51% au 31 décembre 2012). Le solde de clients inclut des retenues dans les recouvrements au 31 décembre 2013 d'un montant de 6.808 milliers d'euros (10.485 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Le montant des soldes échus du poste de «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer», aux 31 décembre 2013 et 2012, y compris les comptes à recouvrer classés comme non courants (Note 9.e), est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Échus > 90 jours	31.234	28.144
Échus > 180 jours (*)	115.066	76.659
	146.300	**104.803**

(*) Ce poste inclut les retenues effectuées par les clients sur des factures.

Après leur analyse individualisée, le Groupe CAF a estimé que 3.232 milliers et 1.782 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 2012, respectivement, présentaient un risque de recouvrement, et les provisions correspondantes pour dépréciations ont été dotées. Durant les exercices 2013 et 2012, le mouvement net de la provision existante pour dépréciation des comptes à recouvrer, en plus de ce qui est indiqué à la Note 9 pour l'effet d'actualisation, a représenté une dotation enregistrée à la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint, pour un montant d'environ 1.586 milliers et 195 milliers d'euros, respectivement.

13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Au 31 décembre 2013 et 2012 le détail de ce poste est le suivant:

Exercice 2013

			Milliers d'euros		
Actifs financiers: Nature/Catégorie	**Prêts et postes à recouvrer (Note 9.e)**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Actifs financiers détenus pour négocier (Note 3.d)**	**Dérivés de couverture (Note 17)**	**Total**
Dérivés financiers	-	-	-	34.401	34.401
Autres actifs financiers	6.194	4.749	52.359	-	63.302
Court terme / courants	**6.194**	**4.749**	**52.359**	**34.401**	**97.703**

Exercice 2012

			Milliers d'euros	
Actifs financiers: Nature/Catégorie	**Prêts et postes à recouvrer (Note 9.e)**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Dérivés de couverture (Note 17)**	**Total**
Dérivés financiers	-	-	16.507	16.507
Autres actifs financiers	3.624	108.894	-	112.518
Court terme / courants	**3.624**	**108.894**	**16.507**	**129.025**

Le Groupe suit la politique d'investir les excédents de trésorerie en dette publique repos, dépôts à court terme, placements à échéance fixe, billets à ordre ou en fonds de placement à revenu fixe. Il s'agit d'investissements à court terme dont les résultats sont enregistrés au crédit de la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint. Durant les exercices 2013 et 2012, le Groupe a enregistré des produits à ce titre de 7.532 milliers et 9.769 milliers d'euros, respectivement.

14. PATRIMOINE NET

a) Capital social de la Société mère

Au 31 décembre 2013 et 2012, le capital social de la Société mère était représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale de 3,01 euros chacune, représentées par des annotations au compte, totalement souscrites et libérées, toutes cotées en Bourse.

Les Sociétés ou entités actionnaires possédant au 31 décembre 2013 et 2012 plus de 3% du capital social de la Société mère sont:

	% Participation 2013	% Participation 2012
Cartera Social, S.A. (Note 9) (*)	29,07	29,56
Kutxabank, S.A. (Note 23.b)	19,06	19,06
Caixabank, S.A. (**)	3,01	3,01
Norges Bank	3,34	-
Templeton Investment Counsel, LLC.	3,03	-
BNP Paribas Securities Services	-	5,47

(*) Les actionnaires de cette société sont employés de la Société Mère (Note 9).

(**) En janvier 2014, Caixabank a vendu les actions qu'elle détenait, dans le cadre de sa nouvelle politique de désinvestissement dans ses participations industrielles.

Le 8 juin 2013, à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société mère, le Conseil d'Administration a été autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, moyennant l'émission de nouvelles actions et en charge d'apports numéraires, pour le délai de cinq ans et jusqu'à concurrence de la moitié du capital social. À la date de présentation des présents comptes annuels il n'y a pas eu d'augmentations de capital après cet accord.

Le 5 juin 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a habilité le Conseil d'Administration pour l'acquisition d'actions propres dans un délai de cinq ans à partir de cette date. À la date de formulation des présents comptes annuels aucune action propre n'a été acquise dans le cadre de cet accord.

b) Prime d'émission

Le solde de la prime d'émission est disponible dans la mesure où il n'y a pas de restrictions spécifiques à son usage.

c) Réserve de revalorisation

Le montant maintenu dans cette réserve durant les exercices 2013 et 2012 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Revalorisation d'actifs corporels:		
Terrains (IFRS1)	30.418	30.418
Actualisation Loi 9/1983	7.954	7.954
Actualisation «Décret Foral» 13/1991	11.379	11.379
Actualisation «Norme Forale» 11/1996	8.701	8.701
	58.452	**58.452**

Actualisation Loi 9/1983 et «Décret Foral» 13/1991

Conformément aux normes en vigueur le solde de ces comptes est de libre disposition.

Actualisation Norme Forale 11/1996

Ce solde peut être destiné à éliminer les résultats comptables négatifs, à augmenter le capital social ou aux réserves non distribuables, quant au solde du compte en attente d'application. Si l'on disposait de ce solde de ce compte d'une manière différente de celle prévue dans la «Norme Forale» 11/1996, ce solde serait alors soumis à l'impôt.

d) Réserve légale

Conformément au Texte Remanié de la Loi des Sociétés de Capitaux, un montant égal à 10% du bénéfice de l'exercice doit être destiné à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne au moins 20% du capital social. La réserve légale pourra être utilisée pour augmenter le capital dans la part de son solde qui dépasse 20% du capital après augmentation. Sauf pour la finalité indiquée antérieurement, et tant qu'elle ne dépassera pas 20% du capital social, cette réserve ne pourra être destinée qu'à compenser des pertes et à condition qu'il n'y ait pas d'autres réserves disponibles suffisantes pour cela. À la clôture des exercices 2013 et 2012, cette réserve est totalement constituée.

e) Réserves restreintes et non disponibles

Sur les comptes annuels individuels des sociétés consolidées il y a des réserves pour un montant total d'environ 45.338 milliers et 18.493 milliers d'euros aux 31 décembre 2013 et 2012, respectivement, correspondant aux concepts de réserve légale, réserve d'actualisation de bilans, réserve pour capital amorti et autres, qui sont considérées restreintes et non disponibles. Par ailleurs, certaines sociétés ont des restrictions dérivées de contrats de financement (Note 16).

Tant que le poste des charges de développement n'aura pas été totalement amorti, la distribution de dividendes est interdite, à moins que le montant des réserves disponibles soit au moins égal au montant des soldes non amortis. Par conséquent, à la clôture de l'exercice 2013 les réserves, d'un montant de 32.039 milliers d'euros (36.814 milliers d'euros à la clôture de l'exercice 2012), ne sont pas disponibles.

f) Différences de conversion

Le détail, par société, du poste «Différences de conversion» aux 31 décembre 2013 et 2012 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
CAF México, S.A. de C.V.	(688)	(128)
CAF Brasil Ind. e C., S.A.	(18.381)	(3.363)
CAF Argentina, S.A.	(1.049)	(348)
CAF USA, Inc.	(23)	(267)
CAF Rail UK, Ltda.	(70)	(47)
CAF Chile, S.A.	(28)	187
Sefemex, S.A. de C.V.	(56)	(37)
Constructora Mex. del Fer. Sub, S.A. de C.V.	(563)	(400)
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	(17)	3
CAF Turquia, L.S.	(761)	(322)
CAF Argelia, E.U.R.L.	(144)	(117)
CAF India Private Limited	(1.697)	(44)
Ctrens Companhia de Manutençao, S.A.	(49.785)	(24.400)
Trenes CAF Venezuela, C.A.	(171)	(11)
Provetren, S.A. de C.V.	2.744	747
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd Sirket	(87)	(33)
CAF Rail Australia Pty, Ltd.	(3)	35
CAF Colombia, S.A.S.	6	32
Sermantren, S.A. de C.V.	(2)	(1)
CAF Arabia, Co.	(5)	6
CAF New Zealand Ltd.	(2)	-
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd	(3)	-
CAF Taiwan Ltd.	(4)	-
	(70.789)	**(28.508)**

g) Intérêts minoritaires

Le mouvement et la composition du poste «Patrimoine net - Intérêts minoritaires» du bilan de situation consolidé ci-joint durant les exercices 2013 et 2012 est le suivant:

	Milliers d'euros
Solde au 31 décembre 2011	**2.820**
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	600
Différences de conversion	1
Variation dans le périmètre	2.401
Dividendes	(137)
Solde au 31 décembre 2012	**5.685**
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	856
Différences de conversion	(6)
Variation dans le périmètre (Note 2.f)	6.179
Dividendes	(2.465)
Solde au 31 décembre 2013	**10.249**

h) Gestion du capital

La gestion du capital du Groupe est telle qu'on puisse arriver à une structure financière qui optimise le coût de capital, en maintenant une solide position financière. Cette politique permet de rendre compatible la création de valeur pour l'actionnaire et l'accès aux marchés financiers à un coût compétitif pour couvrir les besoins, tant de refinancement de dette que de financement du plan d'investissements non couverts par la génération de fonds de l'activité.

Les Administrateurs du Groupe CAF considèrent comme indicateurs de l'accomplissement des objectifs fixés que le niveau de levier avec recours à la maison mère soit le plus bas possible. Au 31 décembre 2013 et 2012 la plupart de l'endettement est directement assignée à des activités telles que les concessions du Brésil et du Mexique (Notes 3.u et 9.e). Par niveau de levier on entend le rapport entre le montant de la dette financière nette et le patrimoine net:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Dette financière nette:		
Avances remboursables avec des intérêts (Note 15)	3.736	3.282
Dettes avec des établissements de crédit - Passif non courant (Note 16)	477.934	480.517
Dettes avec des établissements de crédit - Passif courant (Note 16)	232.705	108.962
Investissements Financiers - Actif non courant (Note 9.c)	(16.874)	(22.711)
Investissements Financiers Temporaires (Note 13)	(58.149)	(109.037)
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	(127.150)	(76.682)
	512.202	**384.331**
Patrimoine net:		
De la Société Mère	719.112	701.915
Intérêts minoritaires (Note 14)	10.249	5.685
	729.361	**707.600**

15. AUTRES PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS

Le détail des passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2013 et 2012, présentés par nature et catégorie, aux effets d'évaluation est le suivant:

	Milliers d'euros		
	31.12.13		
Passifs financiers: Nature/catégorie	**Débits et postes à paye**	**Débits de couverture**	**Total**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	477.934	-	477.934
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	64.561	-	64.561
Dérivés de couverture (Note 17)	-	9.029	9.029
Dettes à long terme / Passifs financiers non courants	**542.495**	**9.029**	**551.524**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	232.705	-	232.705
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	21.193	-	21.193
Dérivés de couverture (Note 17)	-	17.881	17.881
Dettes à court terme / Passifs financiers courants	**253.898**	**17.881**	**271.779**
Total	**796.393**	**26.910**	**823.303**

	Milliers d'euros		
	31.12.12		
Passifs financiers: Nature/catégorie	**Débits et postes à paye**	**Débits de couverture**	**Total**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	480.517	-	480.517
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	64.352	-	64.352
Dérivés de couverture (Note 17)	-	4.870	4.870
Dettes à long terme / Passifs financiers non courants	**544.869**	**4.870**	**549.739**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	108.962	-	108.962
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	22.408	-	22.408
Dérivés de couverture (Note 17)	-	8.400	8.400
Dettes à court terme / Passifs financiers courants	**131.370**	**8.400**	**139.770**
Total	**676.239**	**13.270**	**689.509**

Le détail de «Autres passifs financiers non courants» par concept est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Avances remboursables	52.897	56.472
Engagements avec le personnel (Note 3.1)	9.904	6.061
Autres passifs (Note 16)	1.760	1.819
Total	**64.561**	**64.352**

Le détail par échéance dans les prochaines années d'autres passifs financiers non courants est (en milliers d'euros):

	2013		**2012**
2015	10.801	2014	8.958
2016	10.990	2015	9.193
2017	10.058	2016	9.303
2018	8.293	2017	7.712
2019 et suivants	24.419	2018 et suivants	29.186
Total	**64.561**	**Total**	**64.352**

Avances remboursables

Le Groupe a reçu certaines aides pour des programmes de Recherche et Développement pour la réalisation de projets de recherche et développement qui sont enregistrées au moment de leur encaissement effectif ou, le cas échéant, quand le coordinateur du projet conjoint les touche. Ces aides ont consisté en:

– Subventions pour faire face partiellement aux charges et coûts de ces projets.

– Avances remboursables consistant en des prêts, en général sans intérêt, qui ont généralement une période initiale de carence de 3 ans et sont amortis sur une période de plus de 10 ans.

Le mouvement enregistré dans les exercices 2013 et 2012 pour les différents programmes mentionnés, pour la partie à long terme (à la valeur actuelle) a été:

	Milliers d'euros
	Avances remboursables
Solde au 31.12.11	**54.673**
Additions	12.636
Transferts à court terme	(10.837)
Solde au 31.12.12	**56.472**
Additions	6.400
Transferts à court terme	(9.975)
Solde au 31.12.13	**52.897**

Par ailleurs, le montant enregistré à court terme au titre des soldes créditeurs pour avances remboursables s'élève à 17.235 milliers et 16.676 milliers d'euros, respectivement, au 31 décembre 2013 et 2012.

Engagements vis-à-vis du personnel

Le Groupe a enregistré les engagements futurs envers les travailleurs soumis aux plans de préretraite (Note 3.l). Les engagements correspondant au court terme sont enregistrés à la rubrique «Autres créances» du bilan consolidé ci-joint, pour un montant de 7.291 milliers d'euros au 31 décembre 2013 (3.347 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Par ailleurs, le détail de la valeur actuelle des engagements assumés par le Groupe en matière de rétributions post-emploi et autres à long terme, des actifs destinés à leur couverture, et des sommes non enregistrées à la clôture des exercices 2013 et 2012, est le suivant (Note 3.k):

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Valeur actuelle des engagements assumés-	20.790	20.215
Moins - Juste valeur des actifs affectés	20.824	(20.181)
Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes	**(34)**	**34**

La valeur actuelle des engagements assumés a été déterminée par des actuaires indépendants qualifiés, qui ont appliqué les critères suivants dans leur quantification:

– Méthode de calcul: «Unité de crédit projetée», qui considère chaque année de service comme génératrice d'une unité additionnelle de droit aux prestations, en évaluant chaque unité séparément.

– Hypothèses actuarielles utilisées: non biaisées et compatibles entre elles. En général, les hypothèses actuarielles les plus significatives qui ont été considérées dans les calculs ont été les suivantes:

Hypothèses actuarielles	**2013**	**2012**
Taux d'intérêt technique	4,41% (1)	5,15% (1)
Tables de mortalité	PERM/F/2000P	PERM/F 2000P
Taux annuel de révision des pensions	3%	3%
Âge de la retraite	65/67	65/67

(1) Durant les 30 premières années. Ensuite à 2,42%.

La juste valeur des actifs affectés a été calculée à la clôture de l'exercice selon la méthode de calcul unité de crédit projetée.

16. DETTES AVEC DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

La composition de ce poste du bilan de situation consolidé ci-joint est la suivante:

	Milliers d'euros			
	31.12.13		**31.12.12**	
	Non courant	**Courant**	**Non courant**	**Courant**
Prêts et comptes de crédit avec des établissements financiers	477.934	228.727	480.517	107.418
Intérêts produits en attente d'échéance	-	3.978	-	1.544
Total (Note 15)	**477.934**	**232.705**	**480.517**	**108.962**

En application de l'IAS 39, les montants des dettes avec des établissements de crédit sont présentés au bilan corrigés par les coûts engagés dans l'ouverture et la concertation des prêts.

Quant à l'opération de location de trains de CPTM décrite à la Note 9.e, la société filiale Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A. (Ctrens) a souscrit le 10 mai 2011, avec Banco Nacional de Desenvolvimiento Econômico e Social (BNDES), un contrat de financement d'un montant maximum de 946.890 milliers de réis brésiliens. Le taux d'intérêt que produit le prêt est l'équivalent au TJLP (Taxa de Juros de Longo Prazo) plus un différentiel. Le principal du prêt sera amorti moyennant 160 versements mensuels et successifs, dont le premier en janvier de 2013. Au 31 décembre 2013 le solde dont il a été disposé s'élève à 850.476 milliers de réis brésiliens dont, 247.101 milliers d'euros étaient à long terme et 13.995 milliers d'euros à court terme. À la même date, en 2012, le solde était de 892.513 milliers de reis brésiliens, dont 312.985 milliers d'euros à long terme et 17.288 milliers d'euros à court terme.

Ce contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, donner des garanties, effectuer des remboursements de capital, distribuer des dividendes, et l'obligation de maintenir certaines conditions financières à partir de janvier 2013, parmi lesquelles est inclus l'Indice de Couverture du Service de la Dette (qui doit être supérieur à 1,2) et le Formule de Structure de Capital Minimum (qui doit être supérieure à 0,24).

Par ailleurs, le 15 juin 2011, la société filiale a signé avec la BNDES un contrat de cession fiduciaire par lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement que CTRENS a vis-à-vis de CPTM, ainsi que les garanties accordées par CPTM en faveur de la filiale et tout montant qui sera exigible par la filiale à CPTM, la Société Mère et CAF Brasil.

En ce qui concerne le Contrat de Prestation de Services de location de trains à long terme (PPS - Ligne 12) décrit à la Note 9, la société filiale Provetren, S.A. de C.V. a signé le 7 décembre 2012 avec un syndicat bancaire, formé par BBVA Bancomer, S.A., Banco Nacional de México, S.A., Banco Santander (México) S.A., Sumitomo Mitsui Banking Corporation et Caixabank, S.A., un contrat de financement à long terme d'un montant maximum de 300 millions de dollars des États-Unis. Le taux d'intérêt que produit l'emprunt est référencé au LIBOR. Pour éviter des fluctuations de la courbe de taux d'intérêt, et comme cela est courant dans ce type de financements, Provetren a conclu un Contrat de Couverture de Taux d'Intérêt pour 80% du financement et pour 80% du délai (Note 17).

Le principal du prêt sera amorti moyennant 39 versements trimestriels consécutifs, en s'ajustant au profil de recouvrements sous le PPS. Le premier versement sera en octobre 2013. En 2013 il a été disposé de la totalité du prêt (222 millions de dollars, soit 168.258 milliers d'euros au 31 décembre 2012) le passif financier, selon la méthode du coût amorti au 31 décembre 2013 s'élevant à 148.732 milliers d'euros à long terme et à 36.219 milliers d'euros à court terme (161.232 milliers d'euros au 31 décembre 2012 enregistrés intégralement à long terme).

Ce contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Provetren, S.A., de C.V. en ce qui concerne, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, l'octroi de garanties, les remboursements de capital, la distribution de dividendes si certains ratios ne sont pas atteints, et le maintien de certaines conditions financières à partir d'octobre 2013, dont le Taux de Couverture du Service de la Dette (qui doit dépasser 1,15).

D'autre part, à la même date, le 7 décembre 2012, la société filiale a signé avec Banco Invex, en tant que Fiduciaire, et BBVA Bancomer S.A., en tant que Fidéicommissaire en Premier Lieu, un Contrat de Fidéicommis selon lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement qu'a Provetren sous le PPS, les droits de recouvrement dérivés du Contrat de Couverture de Taux d'Intérêt, les droits de recouvrement sous les contrats de fabrication et maintenance, tout produit à titre de récupération de TVA, ainsi que les sommes dérivées des Polices d'Assurance.

Les actions de la filiale Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A. et Provetren, S.A. de C.V. sont gagées en faveur de la BNDES et du Syndicat bancaire mentionné plus haut, respectivement. Dans aucun des deux contrats de financement à long terme décrits les prestataires n'ont recours à aucune action des Sociétés qui composent le Groupe CAF, au-delà de celles de caractère technique.

Au cours de l'exercice 2013, la Société mère a disposé de quatre nouveaux prêts d'un montant total de 70.000 milliers d'euros, dont l'échéance est à long terme. De même, la Société mère a renouvelé trois prêts d'un montant total de 78.000 milliers d'euros et a disposé 34.000 milliers d'euros de nouveaux prêts, dont l'échéance est à court terme (87.000 milliers d'euros au 31 décembre 2012). Ces prêts ont été établis dans des conditions de marché et produisent un intérêt référencé à l'Euribor.

Au 31 décembre 2013, la Société mère a disposé en outre de lignes de crédit dont l'échéance est inférieure à un an, d'un montant de 53.295 milliers d'euros (aucun solde utilisé au 31 décembre 2012).

Durant 2013, CAF Brasil Industria e Comercio, S.A. a contracté deux nouvelles facilités de crédit afin de financer son circulant, d'un montant d'environ 60 millions de reis brésiliens (18.472 milliers d'euros). De ce montant, 12.332 milliers d'euros ont une échéance inférieure à un an, ce pourquoi ils sont classés à la rubrique «Passifs financiers courants - Dettes envers des entités de crédit» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2013.

Le reste de la dette financière, d'un montant de 6.847 milliers d'euros, dont 886 milliers d'euros ont une échéance à court terme (9.430 milliers d'euros au 31 décembre 2012), correspond à des prêts obtenus par diverses sociétés dépendantes, référencés à un taux d'intérêt de marché.

Durant 2013, la Société mère a contracté une ligne de crédit pour financer certains projets de recherche et développement jusqu'en 2015, avec une limite de 125 millions d'euros. Ce crédit est soumis à l'accomplissement de certains ratios financiers. Le coût financier est référencé à l'Euribor. Au 31 décembre 2013, la Société n'a disposé d'aucun montant concernant cette facilité de crédit.

Outre la ligne de crédit indiquée ci-dessus, les sociétés consolidées avaient, au 31 décembre 2013, divers prêts et lignes de crédit et de factoring dans diverses entités financières, principalement en euros, qui produisent des intérêts à des taux de marché, principalement référencés à l'EURIBOR plus un différentiel de marché, jusqu'à concurrence de 148.112 milliers d'euros, en plus de ceux déjà mis à disposition (265.398 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Les amortissements prévus pour dettes avec des entités de crédit à long terme sont les suivants (milliers d'euros):

	31.12.13		**31.12.12**
2015	53.885	2014	45.978
2016	88.040	2015	33.570
2017	36.343	2016	35.755
2018	34.390	2017	38.456
2019 et suivants	265.276	2018 et suivants	326.758
Total	**477.934**	**Total**	**480.517**

17. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe CAF utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques auxquels sont exposées ses activités, ses opérations et ses flux monétaires futurs, surtout des risques dérivés des variations des taux de change (Note 5.a). Le Groupe CAF utilise des dérivés comme couverture de taux de change pour mitiger l'effet négatif possible que les variations dans les taux de change peuvent représenter sur les flux de caisse futurs correspondant à des transactions et à des prêts en monnaies différentes de la monnaie fonctionnelle de la société correspondante.

De même, certaines sociétés intégrées par la méthode d'intégration globale et de la participation maintiennent des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 5.a).

Les détails des compositions des soldes nets qui reprennent l'évaluation de dérivés, essentiellement de couverture de juste valeur, du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2013 et 2012, sont les suivants:

Exercice 2013

Dérivés de vente en devise au 31.12.13 (couverture de juste valeur)	Échéance (en devise) 2014	2015	2016 et suivants
Couvertures:			
Assurances de change de Dollars (*)	493.833.384	139.626.362	11.618.797
Assurances de change de Livres sterling	18.525.640	2.355.052	89.463
Assurances de change d'Euros	17.765.804	13.506.809	-
Assurances de change de Réis brésiliens	168.884.775	-	-
Assurances de change de Couronnes suédoises	428.707.270	63.815.900	31.664.353
Assurances de change de Dollars australiens	22.931.513	15.441.320	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	7.794.375	-	-
Assurances de change de Leus roumains	2.900.000	-	-
Assurances de change de Dollars canadiens	416.481	-	-
Assurances de change de Dollars taïwanais	1.303.011.183	876.064.543	-
Assurances de change de Riyals saoudiens	81.212.210	361.295.479	-

(*) Inclut la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc. et dans Provetren pour 98.138 milliers d'USD.

Dérivés d'achat en devise au 31.12.13 (couverture de juste valeur)	Échéance (en devise) 2014	2015	2016 et suivants
Couvertures:			
Assurances de change de Dollars	30.512.719	1.810.394	-
Assurances de change d'Euros	34.059.205	-	-
Assurances de change de Réis brésiliens	43.040.891	-	-
Assurances de change de Pesos mexicains	257.066.278	91.943.459	-
Assurances de change de Livres sterling	500.000	-	-
Assurances de change de Dollars australiens	532.000	-	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	454.898	-	-

	Milliers d'euros			
	Juste valeur		Flux de trésorerie	
	31.12.13	31.12.12	31.12.13	31.12.12
Couvertures:				
Assurances de change en Dollars	11.713	6.423	-	(92)
Assurances de change en Livres sterling	94	29	-	-
Assurances de change en Pesos mexicains	(368)	277	-	-
Assurances de change en Réis brésiliens	380	1.848	-	-
Assurances de change de Francs suisses	(131)	-	-	-
Assurances de change en Euros	3.950	(767)	-	-
Assurances de change de Dollars australiens	441	(80)	-	-
Assurances de change en Couronnes suédoises	(176)	15	-	-
Assurances de change de Leus roumains	(56)	(19)	-	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	7	100	-	-
Assurances de change de Riyals saoudiens	(84)	-	-	-
Assurances de change de Dollars taïwanais	914	-	-	-
Évaluation à la clôture (*)	**16.684**	**7.826**	**-**	**(92)**

(*) Avant de considérer leur effet fiscal.

Exercice 2012

	Échéance (en devise)		
Dérivés de vente en devise au 31.12.12 (couverture de juste valeur)	**2013**	**2014**	**2015 y siguientes**
Couvertures:			
Assurances de change de Dollars (*)	520.928.312	142.264.551	113.519.159
Assurances de change de Livres sterling	14.775.698	16.855.906	1.728.811
Assurances de change d'Euros	17.593.845	1.460.236	188.418
Assurances de change de Réis brésiliens	105.674.223	-	-
Assurances de change de Couronnes suédoises	306.426.167	162.454.640	95.480.253
Assurances de change de Dollars australiens	14.472.439	4.309.200	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	10.899.435	-	-
Assurances de change de Leus roumains	2.900.000	-	-
Assurances de change de Dollars canadiens	549.800	-	-

(*) Y compris la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc. et dans Provetren pour 89.443 milliers d'USD

	Échéance (en devise)		
Dérivés d'achat en devise au 31.12.12 (couverture de juste valeur)	**2013**	**2014**	**2015 et suivants**
Couvertures:			
Assurances de change de Dollars	27.753.401	583.862	1.810.394
Assurances de change d'Euros	98.095.770	-	-
Assurances de change de Réis Brésiliens	68.194.307	-	-
Assurances de change de Pesos mexicains	120.000.000	-	-

	Échéance (en devise)		
Dérivés d'achat en devise au 31.12.12 (couverture de flux monétaires)	**2013**	**2014**	**2015 et suivants**
Couvertures:			
Assurances de change de Dollars	2.513.100	-	-

À la clôture des exercices 2013 et 2012, la société associée SEM Los Tranvías de Zaragoza, S.A. (Note 9.a) a des contrats de diverses permutations financières rattachées au nominal de ses dettes financières. Ces permutations financières ont été désignées comme instrument de couverture de flux de trésorerie pour risque de taux d'intérêt, l'évaluation correspondant au Groupe s'élevant à 2.886 milliers d'euros au 31 décembre 2013 nets de l'effet fiscal (4.383 milliers d'euros au 31 décembre 2012). Ce montant a été enregistré en charge de la rubrique «Patrimoine net - Ajustements pour changement de valeur - Opérations de couverture» du bilan consolidé au 31 décembre 2013.

Le 17 décembre 2013 la Société filiale Provetren a signé un contrat de permutation financière de taux d'intérêt pour une partie du financement contracté (Note 16) dont l'évaluation positive au 31 décembre 2013 s'élève à 2.725 milliers d'euros (179 milliers d'euros négative au 31 décembre 2012).

L'échéance de l'instrument de couverture coïncide avec l'exercice dans lequel on espère que se produisent les flux de trésorerie.

Durant l'exercice 2013 l'effet de la part inefficace des opérations de couvertures menées et portées en charge du compte de résultats consolidé a représenté une charge d'un montant de 26 milliers d'euros (une charge de 2.292 milliers d'euros en 2012).

Par ailleurs, la liquidation et la variation de la valeur des dérivés de juste valeur a représenté un produit de 3.886 milliers et une charge de 3.403 milliers d'euros dans les exercices 2013 et 2012, montants analogues à ceux de la variation de valeur des postes couverts.

Les postes couverts dans le Groupe, conformément à la Note 5.a. sur les Risques de Marché, sont les opérations en devises incluses dans chacun des contrats commerciaux. Ces opérations se composent, au moment initial de prise des couvertures, soit d'engagements fermes (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de juste valeur) ou soit comme des transactions hautement probables (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de flux monétaires).

18. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Au 31 décembre 2013, restaient ouverts à l'inspection, essentiellement les quatre derniers exercices, en ce qui concerne les principaux impôts auxquels est soumise l'activité des différentes sociétés qui conforment le Groupe CAF.

La Société mère est imposée depuis l'exercice 2007 dans le Régime de Consolidation Fiscale sur le Territoire Historique de Guipúzcoa, avec certaines sociétés dépendantes.

La conciliation entre le résultat comptable du Groupe et la charge de l'Impôt sur les Sociétés, est la suivante:

	Milliers d'euros	
	2013	**2012**
Résultat comptable avant impôts	**114.299**	**127.765**
Taux d'imposition de la société mère	28%	28%
Impôt sur les Sociétés calculé au taux d'imposition de la société mère	**32.004**	**35.774**
Effet produit par le taux d'imposition différent de filiales	3.785	6.272
Effet des produits exonérés et des charges non déductibles fiscalement	1.723	162
Effet fiscal de déductions et autres aides fiscales enregistrées dans l'exercice	(6.879)	(11.086)
Effet fiscal pour crédits fiscaux et impôts différés non enregistrés ou non reconnus dans des exercices antérieurs	(3.779)	(545)
Effet fiscal pour dépréciations de crédits fiscaux et impôts différés	110	-
Ajustements reconnus dans l'exercice relatifs à l'Impôt sur les Sociétés d'exercices antérieurs	455	(2.833)
Changements dans le taux d'imposition	(2)	(33)
Effet d'actualisation de bilans NF 1/2013	(4.155)	-
Total charge (produit) pour impôt reconnu sur le compte de résultats consolidé	**23.262**	**27.711**
Charge (produit) pour impôt courant (*)	**19.861**	**20.475**
Charge (produit) pour impôt différé	**3.401**	**7.236**

(*) Y compris ajustements et Impôts sur les sociétés d'exercices antérieurs.

La différence entre la charge fiscale et celle qu'il faudra payer pour cet exercice est enregistrée aux postes «Impôts différés actifs» et «Impôts différés passifs» de l'actif ou du passif du bilan de situation consolidé ci-joint.

La composition et le mouvement de ces soldes est la suivante:

	Milliers d'euros				
	31.12.12	**Additions**	**Retraits**	**Différences de conversion**	**31.12.13**
Impôts différés actifs:					
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	19.798	67.944	(8.692)	(2.402)	76.648
Provisions temporairement non déductibles	78.707	26.131	(24.016)	(2.922)	77.900
Plan de participations (Note 9)	2.095	-	(1.847)	-	248
Actualisation de bilans NF 1/2013	-	4.393	-	-	4.393
Élimination des bénéfices en consolidation	1.475	1.842	-	(223)	3.094
	102.075	**100.310**	**(34.555)**	**(5.547)**	**162.283**
Impôts différés passifs:					
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Notes 7, 8 et 9)	41.426	79.450	(8.707)	(6.588)	105.581
Provisions de portefeuille	25.110	-	-	-	25.110
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	(26)	26	-	-	-
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	-	11.829
Actifs disponibles à la vente	-	134	-	-	134
Fonds de commerce	358	4	-	-	362
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	5.586	-	(1.591)	9	4.004
	84.283	**79.614**	**(10.298)**	**(6.579)**	**147.020**

	Milliers d'euros				
	31.12.11	**Additions**	**Retraits**	**Différences de conversion**	**31.12.12**
Impôts différés actifs:					
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	39.327	1.784	(21.243)	(70)	19.798
Provisions temporairement non déductibles	66.259	24.334	(11.011)	(875)	78.707
Plan de participations (Note 9)	4.585	-	(2.490)	-	2.095
Élimination des bénéfices en consolidation	182	3.184	(1.837)	(54)	1.475
	110.353	**29.302**	**(36.581)**	**(999)**	**102.075**
Impôts différés passifs:					
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Note 7)	43.365	16.796	(17.100)	(1.635)	41.426
Provisions de portefeuille	25.645	-	(535)	-	25.110
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	735	-	(761)	-	(26)
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	-	11.829
Fonds de commerce	284	74	-	-	358
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	4.098	2.309	(826)	5	5.586
	85.956	**19.179**	**(19.222)**	**(1.630)**	**84.283**

Le Groupe prévoit d'accréditer dans l'exercice 2013 des déductions pour un montant de 15.298 milliers d'euros (39.886 milliers d'euros dans l'exercice 2012) qui correspondent principalement à des déductions pour R+D, des déductions pour

double imposition. Le montant des déductions en attente d'application après la prévision de l'Impôt 2013 s'élève à 60.723 milliers d'euros (49.537 milliers d'euros dans l'exercice 2012), dont 19.903 milliers d'euros sont enregistrés à la rubrique «Actifs pour impôt différé - Déductions en attente d'application et bases imposables négatives» (14.866 milliers d'euros dans l'exercice 2012). Le montant des bases imposables négatives en attente de compensation activées s'élève à 56.745 milliers d'euros au 31 décembre 2013 (4.932 milliers d'euros dans l'exercice 2012).

La Société Mère a adhéré à l'incitation fiscale prévue à l'article 39 de la Norme Forale de l'Impôt sur les Sociétés (Note 4).

Durant l'exercice 2013, Provetren, S.A. de C.V. a obtenu de la «Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (PROFEPA)» le certificat de biens respectueux de l'environnement qui lui a permis d'amortir fiscalement de façon accéléré une grande part de ses actifs. Dans ce sens, le Groupe CAF a enregistré, principalement à ce titre une augmentation de la rubrique «Actifs pur impôt différé» du bilan consolidé ci-joint pour un montant de 57.819 milliers d'euros, l'amortissement du bien ayant été imputé dans la déclaration fiscale de cet exercice. Par ailleurs, Provetren, S.A. de C.V. a enregistré un passif pour impôt différé de 69.341 milliers d'euros pour la différence entre les montants sur les livres des actifs dans les états financiers et leur valeur fiscale. Ces montants ont été enregistrés en appliquant à la différence temporaire le taux d'imposition de 30% du Fisc mexicain.

En général, les actifs ou éléments du patrimoine objet des déductions en question devront rester en fonctionnement dans le Groupe, assignés, le cas échéant, aux fins prévues, durant une période minimale de cinq ans, ou trois s'il s'agit de biens mobiliers, sauf si leur durée de vie utile est inférieure, sans faire l'objet de transmission, de location ou de cession à des tiers pour être utilisés, sauf en cas de pertes justifiées.

Compte tenu de l'incertitude inhérente à la récupération des actifs pour impôt différé, le Groupe suit un critère d'activation basé sur une évaluation du portefeuille de commandes. Selon ce critère, le Groupe maintient des déductions non activées et des bases imposables négatives d'un montant approximatif de 51.939 milliers d'euros (43.664 milliers d'euros dans l'exercice 2012), qui seront activées dans la mesure où elles pourront être appliquées dans les exercices suivants, conformément aux limites et délais établis dans la norme en vigueur. Par ailleurs, le Groupe dispose d'impôts différés d'actif non enregistrés, dont l'échéance n'est pas définie, d'un montant de 13.558 milliers d'euros (16.245 milliers d'euros en 2012).

Le montant et le délai d'application des déductions fiscales du Groupe et des bases imposables négatives et impôts différés d'actifs (non activées) sont les suivants:

	Milliers d'euros	
	31.12.13	**31.12.12**
Échéance 2015	18	-
Échéance 2016	24	-
Échéance 2017	416	366
Échéance 2018	1.374	796
Échéance 2019	380	380
Échéance 2020	557	557
Échéance 2021	168	96
Échéance 2022	-	5
Échéance 2023	-	16
Échéance 2024	43	70
Échéance 2025	3.879	156
Échéance 2026	7.411	7.058
Échéance 2027 et suivantes	30.069	27.966
Sans échéance	21.158	22.443
	65.497	**59.909**

Dans le calcul du compte à payer pour l'Impôt sur les Sociétés 2013, on a considéré des déductions de 6.402 milliers d'euros (21.839 milliers d'euros en 2012), dont 529 milliers d'euros étaient activés dans la rubrique «Actifs pour impôt

différé» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2012. Une charge pour impôt à l'étranger d'un montant de 3.870 milliers d'euros a été considérée associée à ces déductions. Par ailleurs, les différences entre l'estimation de l'Impôt sur les Sociétés de l'exercice 2013 et la déclaration finalement présentée ont donné lieu à une charge d'un montant de 455 milliers d'euros (un produit d'un montant de 2.833 milliers d'euros dans l'exercice 2012, essentiellement pour l'accréditation de déductions plus importantes que celles prévues).

Selon les dispositions de la législation en vigueur, les Impôts ne peuvent pas être considérés définitivement réglés tant que les déclarations présentées n'ont pas été examinées par les autorités fiscales ou que ne s'est pas écoulé le délai de prescription de quatre ans. À la clôture de l'exercice 2013 le Groupe avait l'exercice 2009 et les suivants ouverts à l'Inspection de l'Impôt sur les Sociétés, et l'exercice 2010 et suivants pour les autres impôts applicables aux sociétés qui sont imposées en Espagne, et pour les sociétés étrangères, conformément aux normes locales applicables. Les Administrateurs de la Société mère considèrent que les règlements de tous ces impôts ont été correctement réalisés. Par conséquent, même s'il surgissait des divergences dans l'interprétation de la réglementation en vigueur à propos du traitement fiscal appliqué aux opérations, les passifs résultants éventuels, s'ils se matérialisent, n'affecteraient pas de manière significative les comptes annuels ci-joints.

Le 14 mai 2013, la Mairie de Beasain a notifié à la Société Mère l'ouverture des opérations de vérification et investigation de portée générale des périodes 2009-2013 de divers impôts. Par ailleurs, au cours des mois de novembre et décembre 2013, la Dépendance des Douanes et Impôts Spéciaux lui a notifié diverses liquidations. À la date de présentation des comptes annuels de 2013, les processus restent ouverts, les Administrateurs estimant que ne se produiront pas de passifs significatifs.

Le 14 février 2012 la Société mère a reçu une notification d'ouverture d'actions de vérification et enquête des déductions de R+D déclarées dans l'exercice 2009 par la société mère et la société dépendante Trainelec, S.L. À la date de présentation des comptes annuels de 2013, le processus de vérification et investigation a prescrit après qu'aucune notification du fisc n'ait été reçue.

Les Assemblées Générales de la Société mère et de CAF Investigación y Desarrollo, S.L. ont approuvé l'assujettissement à l'actualisation de bilans régulée dans le Décret Foral-Norme 1/2013 du 5 février 2013 du Territoire Historique de Guipuzcoa. Comme conséquence de cet assujettissement, le compte de résultat inclut un résultat positif de 4.155 milliers d'euros à la rubrique «Impôts sur les Bénéfices» correspondant au crédit fiscal reconnu que la société espère obtenir net de la charge d'actualisation de 5% établie par la norme.

19. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

La composition des soldes avec les «Administrations publiques», aux 31 décembre 2013 et 2012, est la suivante:

	Milliers d'euros							
	31.12.13				31.12.12			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
Concept	**No Courant**	**Courant**	**No Courant**	**Courant**	**No Courant**	**Courant**	**No Courant**	**Courant**
Sécurité Sociale	-	4	-	7.887	-	-	-	7.166
Trésor Public -								
Taxe à la valeur ajoutée (Note 9)	26.068	51.311	-	16.703	40.773	50.031	-	42.074
Autres	-	1.247	-	178	-	1.036	-	-
Retenues en acompte de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	-	-	-	9.313	-	-	-	9.632
Impôt sur les Sociétés (Note 3.m)	-	17.604	-	1.866	-	12.844	-	1.089
Trésor Public débiteur pour subventions	-	1.254	-	-	-	5.326	-	-
	26.068	**71.420**	**-**	**35.947**	**40.773**	**69.237**	**-**	**59.961**

Durant l'exercice 2011, a été obtenu le Régime Spécial des Groupes d'Entités de la Taxe à la Valeur Ajoutée dont fait partie la Société mère avec certaines sociétés dépendantes.

20. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Provisions non courantes

Le Groupe dote des provisions à la rubrique «Provisions non courantes» comme conséquence de l'existence d'une obligation présente surgie à la suite d'événements passés, à l'échéance de laquelle pour l'éteindre, le Groupe s'attend à se dessaisir de ressources. Le montant consiste en la meilleure estimation faite jusqu'à présent par les Administrateurs de la Société mère et il est enregistré à la valeur actuelle dès l'instant que l'effet financier est significatif. Durant les exercices 2013 et 2012, le Groupe a effectué des paiements de 2.050 milliers et 1.306 milliers d'euros et a doté 2.287 milliers et 2.329 milliers d'euros, principalement en charge de «Charges de personnel - Traitements et salaires» (Note 22) du compte de résultats consolidé.

Provisions courantes

Le mouvement de cette rubrique (Note 3.ñ) durant 2013 et 2012, a été le suivant (en milliers d'euros):

	Services de garantie et assistance, responsabilités contractuelles, etc. (Notes 3.f et 3.ñ)	**Litiges**	**Autres provisions (Notes 3.m, 3.ñ et 8)**	**Total**
Solde au 31.12.11	**245.008**	**-**	**2.790**	**247.798**
Dotation nette des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	112.048	11.254	583	123.885
Applications	(22.197)	-	-	(22.197)
Différences de conversion	(805)	-	-	(805)
Solde au 31.12.12	**334.054**	**11.254**	**3.373**	**348.681**
Dotation nette des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	(7.065)	(3.488)	(857)	(11.410)
Applications	-	-	-	-
Différences de conversion	(2.244)	-	-	(2.244)
Solde au 31.12.13	**324.745**	**7.766**	**2.516**	**335.027**

Responsabilités contractuelles, garantie et assistance technique

Les provisions à court terme aux 31 décembre 2013 et 2012 se réfèrent essentiellement aux provisions pour responsabilités contractuelles (210 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 227 millions d'euros au 31 décembre 2012 respectivement) et garanties après-vente (116 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 111 millions au 31 décembre 2012, respectivement).

Les sociétés consolidées ont enregistré dans «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé 2013 ci-joint un produit de 15.912 milliers d'euros (charge de 121.051 milliers d'euros durant l'exercice 2012) correspondant à la différence entre les provisions à ce titre nécessaires à la clôture de l'exercice et celles enregistrées à la clôture de l'exercice antérieur. Les charges encourues dans les exercices 2013 et 2012 à titre de prestation des services de garanties contractuelles (53.829 milliers et 58.189 milliers d'euros environ, respectivement), ont été enregistrées aux rubriques «Approvisionnements» et «Charges de Personnel» des comptes de résultats consolidés 2013 et 2012 ci-joints.

Le Groupe a signé un contrat en 2008 avec le Métro de Caracas, pour la fabrication et la fourniture de 48 trains à fabriquer en Espagne. Au 31 décembre 2013, tous les trains avaient été livrés au client (au 31 décembre 2012, 40 trains avaient été livrés, et 5 trains de plus étaient prêts à l'envoi). Comme conséquence des conditions contractuelles existantes, le Groupe a, au 31 décembre 2013, une provision en charge du contrat, pour un montant de 65.204 milliers d'euros (41.583 milliers d'euros au 31 décembre 2012), qui est enregistrée au chapitre des responsabilités contractuelles du tableau précédent (Note 12).

Litiges

Au 31 décembre 2013, la provision pour litiges s'est réduite de 3.488 milliers d'euros, suite à un accord atteint avec un des clients. La provision restante est enregistrée fondamentalement par rapport aux déboursements qui peuvent être mis en évidence comme conséquence de l'annulation d'un contrat avec un client, et pour lesquels il existe en outre un montant de 9.201 milliers d'euros enregistré à la rubrique «Dettes commerciales et autres comptes à payer» du bilan consolidé ci-joint.

Les Administrateurs estiment que des passifs ne viendront pas s'ajouter à ceux enregistrés au 31 décembre 2013 et que la sortie de ressources qui leur sont liées se produira durant les exercices 2014-2016.

21. PRODUITS ET CHARGES

a) Approvisionnements

	Milliers d'euros	
	2013	**2012**
Consommations (*)	494.514	543.876
Travaux réalisés par d'autres sociétés	65.496	50.784
Pertes pour dépréciation de matières premières	-	781
	560.010	**595.441**

(*) Le 85% en monnaies de l'environnement euro, et le reste essentiellement en USD et réis brésiliens (77% environnement euro 2012).

b) Autres charges d'exploitation

	Milliers d'euros	
	2013	**2012**
Services extérieurs	231.631	250.131
Taxes	1.838	2.934
Variation de provisions pour opérations d'exploitation et autres	(14.326)	121.858
Autres charges de gestion courante	392	1.182
	219.535	**376.105**

Les honoraires relatifs aux services d'audit (y compris les révisions semestrielles) de Construcciones y de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés dépendantes se sont élevés à 770 milliers d'euros (710 milliers d'euros dans l'exercice 2012). De ce montant, ceux engagés par les audits annuels des sociétés révisées par les firmes de l'organisation mondiale Deloitte se sont élevés à 582 milliers d'euros (564 milliers d'euros dans l'exercice 2012). De plus, des honoraires pour d'autres services professionnels ont été facturés pour un montant de 241 milliers d'euros par l'audit principal (438 milliers d'euros

dans l'exercice 2012), 49 milliers d'euros pour services de vérification en rapport avec l'audit, 137 milliers d'euros pour services fiscaux et le reste pour autres services (73 milliers, 151 milliers d'euros et le reste dans l'exercice 2012).

c) Information sur l'environnement

Durant l'exercice 2013, des investissements en systèmes, équipements et installations destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement ont été réalisés pour un montant de 738 milliers d'euros (2.579 milliers d'euros investis en 2012).

Durant les exercices 2013 et 2012 le Groupe n'a pas obtenu de subventions de nature environnementale.

Le Conseil des Ministres tenu le 15 novembre 2013 a approuvé l'assignation finale gratuite des droits d'émission de CO_2 pour la période 2013-2020. La Société a obtenu des droits pour émettre 151.537 tonnes de CO_2 dans cette période. Si des émissions étaient produites au dessus du volume de droits assignés, il faudrait acquérir des droits d'émission sur le marché.

Durant l'exercice 2013, le Groupe a émis 16.782 tonnes (15.570 tonnes en 2012) par rapport aux droits de 20.197 tonnes qui lui étaient octroyés (30.927 tonnes en 2012). La Société n'a donc enregistré aucun passif à la clôture de l'exercice. Durant l'exercice 2013, le Groupe n'a effectué aucune vente de droits d'émission (bénéfice de 81 milliers d'euros pour les ventes durant l'exercice 2012).

Au 31 décembre 2013 et 2012 le Groupe ne maintient pas de litiges en cours ou de contingences rattachées à la protection et à l'amélioration de l'environnement. Les Administrateurs des Sociétés du Groupe considèrent qu'il n'y aura pas de passifs significatifs dérivés de l'action environnementale de celle-ci, ce pourquoi le bilan de situation consolidé ci-joint n'inclut aucune provision à ce titre.

Durant l'exercice 2013 le Groupe a supporté des charges à caractère environnemental d'un montant de 859 milliers d'euros (412 milliers d'euros durant l'exercice 2012).

d) Subventions d'exploitation

La plupart des subventions transférées aux résultats en 2013 et 2012 correspondent à des subventions obtenues dans le cadre de divers programmes ministériels lors de leurs différents appels d'offres, qui ont été portées aux coûts à justifier.

Si les investissements en R+D prévus dans ces projets ne sont pas atteints, ces aides devront être remboursées à un taux d'intérêt de marché.

Le montant des subventions d'exploitation enregistrées dans les exercices 2013 et 2012 à la rubrique «Autres produits d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint s'élève à 2.225 milliers et 4.422 milliers d'euros respectivement.

22. EFFECTIFS MOYENS ET CHARGES DE PERSONNEL

Les effectifs moyens employés en 2013 et 2012 ont été les suivants:

	Nombre moyen d'employés	
Catégorie professionnelle	**2013**	**2012**
Employés	3.162	2.820
Ouvriers	4.315	4.184
Total (*)	**7.477**	**7.004**

(*) Au 31 décembre 2013 et 2012, les effectifs étaient de 7.632 et 6.979 personnes, respectivement.

Le détail des effectifs moyens entre hommes et femmes en 2013 et 2012 a été le suivant:

	2013		2012	
Catégorie professionnelle	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Employés	2.384	778	2.126	694
Ouvriers	4.150	165	4.040	144
Total	**6.534**	**943**	**6.166**	**838**

Tous les Administrateurs de la Société sont des hommes.

Par ailleurs, le détail des charges de personnel est le suivant (en milliers d'euros):

	2013	2012
Traitements et salaires (Notes 3.k, 3.l et 3.ñ)	296.156	262.936
Sécurité sociale	80.238	72.385
Autres charges (Note 3.k)	18.066	17.013
	394.460	**352.334**

Le montant de «Charges de personnel - Traitements et salaires» du compte de résultats consolidé inclut un montant de 12.243 milliers d'euros (2.354 milliers d'euros dans l'exercice 2012) correspondant à une dotation pour préretraites.

23. INFORMATION RELATIVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) Rétribution et autres prestations au Conseil d'Administration

En 2013 et 2012, la Société mère a enregistré 1.399 milliers et 1.394 milliers d'euros, environ, à titre de rémunérations et indemnités générées par son Conseil d'Administration, ceux des sociétés dépendantes n'ayant généré aucun montant. Au 31 décembre 2013 et 2012, ni le Conseil d'Administration de la Société mère ni ceux du reste des filiales n'avaient accordés d'avances, de garanties ou de crédits à leurs membres actuels ou anciens et, sauf pour ce qui est indiqué à la Note 3.k, il n'y avait pas d'engagements pris par le Groupe avec eux en matière de pensions ou d'assurances vie.

b) Conflits d'intérêt et participations dans des sociétés ayant un genre d'activité identique, analogue ou complémentaire

Conflits d'intérêts

Durant les exercices 2013 et 2012, les membres du Conseil d'Administration et les personnes qui leur sont liées, auxquelles se réfère l'article 231 de la Loi des Sociétés de capitaux, ne se sont trouvés, directement ni indirectement, dans aucune situation de conflit d'intérêt avec la Société.

Participations dans des sociétés ayant un genre d'activité identique, analogue ou complémentaire

Les participations des membres du Conseil d'Administration dans le capital de toute société ayant un genre d'activité identique ou analogue à celle qui constitue l'objet social de CAF, ou complémentaire de celle-ci, sont énumérées ci-après:

– Kutxabank, S.A.: Elle a une participation de 95% dans le capital de «Alquiler de Trenes, AIE» et de 95% dans celui de «Alquiler de Metros, AIE», sociétés constituées avec CAF (Note 9).

24. RÉTRIBUTIONS À LA HAUTE DIRECTION

Les coûts de personnel (rétributions en espèces, Sécurité Sociale, etc.) de la Haute Direction de la Société mère, tel qu'ils sont définis de manière obligatoire dans le rapport de direction corporative, ont été détaillés dans la Note antérieure puisque ces personnes ont en même temps la condition de membres du Conseil d'Administration.

Dans les exercices 2013 et 2012 il n'y a pas eu d'autres opérations avec des dirigeants, étrangères au cours normal de l'affaire.

25. AUTRE INFORMATION

a) Avals, garanties et autres passifs contingents

Au 31 décembre 2013, les avals et garanties prêtés au groupe par des établissements financiers et des compagnies d'assurance en faveur de tiers, s'élèvent à 1.735.795 milliers d'euros (1.609.523 milliers d'euros au 31 décembre 2012), essentiellement des avals techniques en accomplissement des commandes reçues. De ce total, un montant de 49.571 milliers d'euros correspond à des avals et à des garanties pour les subventions et avances remboursables accordées par le Ministère de la Science et de la Technologie (Note 15) et autres entités publiques (55.119 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Durant l'exercice 2013, le Conseil Administratif de Défense Économique brésilien a ouvert un processus d'investigation concernant divers fabricants ferroviaires, parmi lesquels se trouve une filiale du Groupe CAF au Brésil, tendant à conclure au sujet de l'existence d'éventuelles pratiques contraires à la libre compétence dans la licitation de certains contrats. À la date de présentation de ces comptes annuels, cette filiale n'a fait l'objet d'aucune réclamation économique de la part de ce Conseil Administratif.

Durant les exercices 2013 et 2012, le Groupe CAF n'a identifié aucun actif ni passif contingent significatif en outre de celui mentionné à l'alinéa antérieur.

b) Information sur les reports de paiement effectués aux fournisseurs. Troisième disposition additionnelle. «Devoir d'information» de la Loi 15/2012, du 5 juillet

Nous détaillons ci-après le détail de l'information requise selon la troisième Disposition additionnelle de la Loi 15/2010, du 5 juillet:

	Paiements effectués et en attente à la date de clôture de l'exercice (Milliers d'euros)			
	2013		2012	
	Montant	%	Montant	%
Réalisés dans le délai maximum légal	156.682	28,95	267.653	49,48
Reste	384.619	71,05	273.304	50,52
Total paiements de l'exercice	**541.301**	**100**	**540.957**	**100**
PMPA (jours) de paiement	28,70		30,65	
PMPE (jours) de paiements	32,51		26,06	
PMP	74,79		73,00	
Reports qui, à la date de clôture, dépassaient le délai maximum légal	36.322		21.610	

Les données exposées dans le tableau précédent sur les paiements aux fournisseurs se réfèrent à ceux qui, de par leur nature, sont des dettes commerciales pour dettes avec des fournisseurs de biens et services, de sorte qu'elles incluent les données relatives aux postes «Fournisseur» et «Autres dettes - Dettes diverses» du passif du bilan.

Le délai moyen pondéré anticipé (PMPA) et le délai dépassé (PMPE) des paiements ont été calculés comme étant le quotient de la division entre le numérateur, formé par la somme des produits de chacun des paiements aux fournisseurs réalisés dans l'exercice, dans un délai inférieur/supérieur au délai légal de paiement, et du nombre de jours dépassé par rapport au délai respectif, par le dénominateur, qui est le montant total des paiements effectués dans l'exercice dans un délai inférieur/supérieur au délai légal de paiement. Le délai moyen pondéré (PMP) des paiements est calculé en tenant compte de tous les paiements indépendamment du fait qu'ils aient été effectués avant ou après le délai légal de paiement.

Le délai maximum légal de paiement applicable à la Société selon la Loi 3/2004, du 29 décembre, qui établit les mesures de lutte contre la morosité dans les opérations commerciales et conformément aux dispositions transitoires de la Loi 15/2010, du 5 juillet, était de 85 jours entre la date d'entrée en vigueur de la Loi et jusqu'au 31 décembre 2011. Pour l'exercice 2012, le délai maximum légal de paiement applicable était de 75 jours, tandis que pour l'exercice 2013 il est de 60 jours.

26. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au 31 décembre 2013 il y avait un portefeuille de commandes fermes, net des montants correspondant à des facturations réalisées en acompte, pour un montant approximatif de 4.802.858 milliers d'euros (4.941.428 milliers d'euros au 31 décembre 2012) (Note 11). Au 31 janvier 2014, ce montant s'élevait à 4.709.071 milliers d'euros (4.894.538 milliers d'euros au 31 janvier 2013).

27. EXPLICATION AJOUTÉE POUR LA TRADUCTION OU FRANÇAIS

Ces comptes annuels sont présentés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe (cf. Notes 2). Certains critères comptables appliqués par le Groupe, qui s'ajustent à cette règlementation, pourraient différer d'autres critères et principes comptables généralement acceptés.

Approbation du Conseil d'Administration

M. JOSÉ Mª BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur et Directeur Général
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de KUTXABANK, S.A.
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Diligence que dresse le Secrétaire, pour faire constater que, après la formulation des Comptes Annuels consolidés et du Rapport de Gestion consolidé de CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le groupe CAF (consolidé), correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2013, par les membres du Conseil d'Administration à la Séance du 26 février 2014, ses membres ont procédé à la souscription du présent document, qui se compose de 84 plis numérotés corrélativement du numéro 4245 à 4328, inclus, tous visés par le Secrétaire qui signe et le Président qui ratifie, et signés par chacun des administrateurs au pied de son texte.

Saint Sébastien, le 26 février 2014.

Vu et approuvé

LE PRÉSIDENT
JOSÉ Mª BAZTARRICA GARIJO

Vu et approuvé

LE SECRÉTAIRE DU CONSEIL
ALFREDO BAYANO SARRATE

Accords que le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale

Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, qui se réunira au siège social, à Beasain, Guipuzcoa, le 7 juin 2014 à 12h30, en première convocation et, le cas échéant, le lendemain, au même endroit et à la même heure, en seconde convocation:

Premièrement: Examen et approbation, s'il y a lieu, des comptes annuels et du rapport de gestion de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A., et des comptes annuels et du rapport de gestion de son groupe consolidé de sociétés, correspondant à l'exercice 2013, et de la gestion du Conseil d'Administration.

Deuxièmement: Approbation de la proposition d'application du résultat correspondant à l'exercice 2013, avec une distribution de dividendes d'un montant brut de 10,5 euros par action.

Troisièmement: Réélection de commissaires aux comptes.

Quatrièmement: Vote consultatif au sujet du rapport de rémunérations approuvé par le Conseil d'Administration.

Cinquièmement: Déléguer au Conseil d'Administration l'émission d'obligations ou d'autres valeurs similaires à revenu fixe, simples ou garanties, ordinaires, convertibles ou échangeable en actions, directement ou à travers des sociétés du groupe, conformément aux articles 297.1.b) et 511 de la Loi des Sociétés de Capital, l'article 319 du Règlement du Registre du Commerce et autres normes applicables, y compris, dans le cas d'obligations convertibles ou donnant droit à l'acquisition d'actions, la faculté de décider l'exclusion du droit de souscription préférentielle des actionnaires, pour un délai de cinq (5) ans à partir de la prise de cette décision.

Sixièmement: Habiliter le Conseil d'Administration, avec toute l'ampleur nécessaire, afin de rendre publiques les décisions antérieures qui le requerront, avec les facultés expresses d'éclaircir, de corriger ou de compléter ces décisions en fonction de la qualification verbale ou écrite du Greffier du Registre du Commerce, en réalisant tous les actes nécessaires pour obtenir leur inscription au Registre du Commerce.

Proposition d'Application des Résultats

Appliquer le résultat après impôt de la Societé mère, de 93.809 milliers d'euros, en destinant 35.995 milliers d'euros aux dividendes, 47.814 milliers d'euros aux réserves volontaires et 10.000 millier d'euros aux réserves pour investissements productifs.

Conseil d'Administration

M. JOSÉ Mª BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur et Directeur Général
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de KUTXABANK, S.A.
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Au 26 février 2014, les membres du Conseil d'Administration possédaient 19,064% du capital social.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE 2009-2013

Bilans Consolidés
Comptes de Résultats Consolidés
Information Boursière

Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2013, 2012, 2011, 2010, 2009 (Milliers d'euros)

Actif	2013	2012	2011	2010	2009
Actif non courant:					
Immobilisations incorporelles					
Fonds de Commerce	15	15	232	596	5.892
Autres immobilisations incorporelles	35.172	42.036	30.567	211.865	163.908
	35.187	**42.051**	**30.799**	**212.461**	**169.800**
Immobilisations corporelles, nettes	**286.593**	**300.102**	**288.539**	**300.967**	**274.633**
Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation	**14.902**	**13.167**	**11.558**	**16.979**	**12.191**
Actifs financiers non courants	**657.233**	**760.828**	**420.422**	**56.718**	**51.987**
Actifs pour impôt différé	**162.283**	**102.075**	**110.353**	**113.005**	**88.847**
Total actif non courant	**1.156.198**	**1.218.223**	**861.671**	**700.130**	**597.458**
Actif courant:					
Stocks	**159.857**	**250.827**	**365.464**	**354.906**	**336.624**
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer					
Clients pour ventes et prestation de services	1.040.576	761.312	716.010	669.400	814.186
Autres créances	206.739	218.204	109.546	77.328	42.768
Actifs pour impôt courant	17.604	12.844	3.684	4.324	4.368
	1.264.919	**992.360**	**829.240**	**751.052**	**861.322**
Autres actifs financiers courants	**97.703**	**129.025**	**235.519**	**358.467**	**468.818**
Autres actifs courants	**2.022**	**1.742**	**2.691**	**3.433**	**3.172**
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	**127.150**	**76.682**	**86.214**	**55.705**	**81.727**
Total actif courant	**1.651.651**	**1.450.636**	**1.519.128**	**1.523.563**	**1.751.663**
Total Actif	**2.807.849**	**2.668.859**	**2.380.799**	**2.223.693**	**2.349.121**

Les données des exercices 2012 et 2011 ont été reclassées selon la Note 2.e.

Passif et Patrimoine Net	2013	2012	2011	2010	2009
Patrimoine net:					
Fonds propres					
Capital déclaré	10.319	10.319	10.319	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863	11.863	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	58.452	58.452	58.452	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	618.264	554.784	444.554	351.221	268.294
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	90.181	99.454	146.182	129.624	124.343
	789.079	**734.872**	**671.370**	**561.479**	**473.271**
Ajustements pour changements de valeur					
Actifs financiers disponibles pour la vente	3.704	-	-	-	-
Opérations de couverture	(2.882)	(4.449)	(1.820)	-	(70)
Différences de conversion	(70.789)	(28.508)	(5.106)	2.145	(13.702)
	(69.967)	**(32.957)**	**(6.926)**	**2.145**	**(13.772)**
Patrimoine net attribué à la Société mère	**719.112**	**701.915**	**664.444**	**563.624**	**459.499**
Intérêts minoritaires	**10.249**	**5.685**	**2.820**	**9.660**	**12.946**
Total patrimoine net	**729.361**	**707.600**	**667.264**	**573.284**	**472.445**
Passif non courant:					
Provisions non courantes	**4.785**	**4.678**	**3.662**	**2.146**	**2.661**
Passifs financiers non courants					
Dettes avec des entités de crédit	477.934	480.517	242.171	240.565	187.577
Autres passifs financiers	73.590	69.222	84.159	66.624	62.763
	551.524	**549.739**	**326.330**	**307.189**	**250.340**
Passifs pour impôt differé	**147.020**	**84.283**	**85.956**	**55.934**	**36.994**
Autres passifs non courants	**52.366**	**22.741**	**8.727**	**5.546**	**4.008**
Total passif non courant	**755.695**	**661.441**	**424.675**	**370.815**	**294.003**
Passif courant:					
Provisions courantes	**335.027**	**348.681**	**247.798**	**211.104**	**217.867**
Passifs financiers courants					
Dettes avec des entités de crédit	232.705	108.962	5.878	20.344	15.817
Autres passifs financiers	39.074	30.808	28.096	21.946	21.137
	271.779	**139.770**	**33.974**	**42.290**	**36.954**
Dettes commerciales et autres comptes à payer					
Fournisseurs	460.652	439.866	417.312	440.363	521.510
Autres dettes	252.808	369.900	584.089	580.235	793.201
Passifs pour impôt courant	1.866	1.089	5.322	4.013	12.823
	715.326	**810.855**	**1.006.723**	**1.024.611**	**1.327.534**
Autres passifs courants	**661**	**512**	**365**	**1.589**	**318**
Total passif courant	**1.322.793**	**1.299.818**	**1.288.860**	**1.279.594**	**1.582.673**
Total Passif et Patrimoine Net	**2.807.849**	**2.668.859**	**2.380.799**	**2.223.693**	**2.349.121**

Comptes de Résultats Consolidés

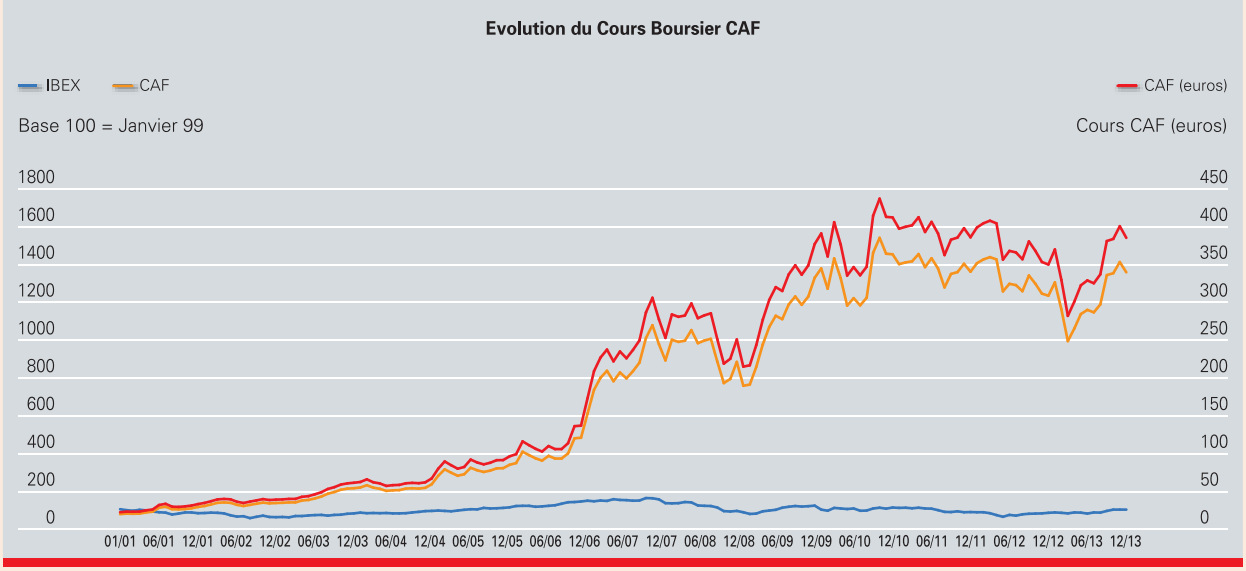
correspondant aux 31 décembre 2013, 2012, 2011, 2010, 2009 (Milliers d'euros)

(Débit) Crédit	2013	2012	2011	2010	2009
Opérations continues:					
Montant net du chiffre d'affaires	1.535.240	1.721.186	1.725.099	1.563.206	1.261.734
+/- Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	(149.530)	(222.057)	66.356	(20.207)	186.063
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	7.106	1.325	2.054	1.783	827
Approvisionnements	(560.010)	(595.441)	(965.028)	(829.824)	(778.584)
Autres produits d'exploitation	4.117	5.327	6.402	9.172	11.698
Charges de personnel	(394.460)	(352.334)	(342.745)	(318.160)	(280.119)
Autres charges d'exploitation	(219.535)	(376.105)	(263.301)	(203.711)	(236.253)
Autres résultats	-	-	-	-	(1.051)
Ebitda	**222.928**	**181.901**	**228.837**	**202.259**	**164.315**
Amortissement des immobilisations	(42.552)	(39.231)	(36.788)	(31.278)	(21.450)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations	(29.065)	(1.282)	(27.266)	(14.337)	2.407
Résultat d'exploitation	**151.311**	**141.388**	**164.783**	**156.644**	**145.272**
Produits financiers	13.974	24.437	9.620	11.473	6.287
Charges financières	(47.687)	(35.273)	(26.627)	(2.102)	(1.110)
Différences de change	(3.645)	(3.176)	39	(9.217)	2.416
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers	1.013	355	(639)	2.685	845
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	(275)	17	(8)	(45)	-
Résultat Financier	**(36.620)**	**(13.640)**	**(17.615)**	**2.794**	**8.438**
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation	(392)	17	(3.301)	(846)	(524)
Résultat avant Impôts	**114.299**	**127.765**	**143.867**	**158.592**	**153.186**
Impôt sur les bénéfices	(23.262)	(27.711)	(14.260)	(14.880)	(7.213)
Résultat de l'exercice issu d'opérations continues	**91.037**	**100.054**	**129.607**	**143.712**	**145.973**
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues	-	-	11.842	(18.272)	(26.267)
Résultat Consolidé de l'Exercice	**91.037**	**100.054**	**141.449**	**125.440**	**119.706**
Attribué à:					
La Société Mère	90.181	99.454	146.182	129.624	124.343
Intérêts minoritaires	856	600	(4.733)	(4.184)	(4.637)
Bénéfice par action (en euros)					
De base	26,31	29,01	42,64	37,81	36,27
Dilué	26,31	29,01	42,64	37,81	36,27

Les données des exercices 2010 et précédents ont été adaptées pour refléter correctement les opérations interrompues dans l'exercice 2011.

Information Boursière

Au 31 décembre 2013 le Capital Social de la Société Mère était de 10.318.506 euros représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale 3,01 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, représentées par des annotations au compte, toutes cotées en Bourse.



	2013	2012	2011	2010	2009
Capitalisation boursière					
Données al 31 décembre	1.317.409.223	1.196.398.175	1.319.808.875	1.336.949.250	1.289.299.008
Données por action					
Bénéfice net par action (BPA)	26,31	29,01	42,64	37,81	36,27
Dividende par action	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
Valeur comptable par action	209,77	204,75	193,82	164,41	134,04
Ratios Boursiers					
PER (Cours moyen/BPA)	12,53	13,08	9,02	10,07	8,27
Cours moyens/EBITDA (*)	5,07	7,15	5,76	6,46	6,26
PVC (Cours moyen/VC)	1,57	1,85	1,98	2,32	2,24
Rentabilité por Dividende	3,18%	2,77%	2,73%	2,76%	3,50%
Pay-out (Dividende/BPA)	39,91%	36,19%	24,62%	27,77%	28,95%

(*) Les données des exercices 2010 et précédents ont été adaptées pour refléter correctement les opérations interrompues dans l'exercice 2011.

CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.

BUREAUX

SIÈGE SOCIAL
José Miguel Iturrioz, 26
20.200 BEASAIN (Guipúzcoa)
Espagne
Tél. +34 943 880 100
Fax: +34 943 881 420
caf@caf.net

BUREAUX GÉNÉRAUX
C/ Padilla, 17 6º
28006 MADRID
Espagne
Tél. +34 91 436 60 00
Fax: +34 91 436 03 96
caf@caf.net

DÉPARTEMENTS DES ACTIONNAIRES
José Miguel Iturrioz, 26
20200 BEASAIN (Guipúzcoa)
Tél. +34 943 189 262 (Téléphone de service à l`actionnaire)
Fax: +34 943 189 263
accionistas@caf.net

CAF ALLEMAGNE
Seidlstraße 26
80335 München
Allemagne
Tél. +49 (0)89 544 790 120
Fax:+49 (0)89 544 790 250

CAF FRANCE
16 rue Friant
75014 Paris
France
Tél. + 33 1 82 73 01 00
Fax: + 33 5 62 91 05 77

CAF RAIL ROYAUME-UNI
The TechnoCentre Puma Way
Coventry, CV1 2TT
Royaume-Uni
Tél. +44(0)2476 158195

CAF ITALIE
Via Borgonuovo, 16
20121 Milano
Italie
Tél. +39 02 78 622 650

CAF PAYS-BAS
Weena 290
3012 Nj Rotterdam
Pays-Bas
Tél. +31 (0)10 282 1402
Fax: +31 (0)10 282 1222

CAF POLOGNE
Emilii Plater 53/1116
00113 Warsaw
Pologne
Tél. +48 22 5286788
Fax: +48 22 5286701

CAF USA
1401 K Street, N.W. Suite 1003
20.005-3418 - WASHGTON DC
USA
Tél. 1 202 898 4848
Fax: 1 202 216 8929

CAF MEXICO
Eje 1 Norte (Mosqueta) Edificio Oriente 1ª piso
Col. Buenavista, Delegación Cuauhtémoc c.p. 06350
Mexico D.F.
Tél. +52 55 568 875 43
Fax: +52 55 568 811 56

CAF CHILI
Avda. de los conquistadores 1700, Piso 27
Comuna de providencia
SANTIAGO DU CHILI
Tél. +56 2 473 7200
Fax: +56 2 473 7290

CAF BRÉSIL
Rua Tabapua, nº81 - 10º andar
CEP 04533-010 ITAIM IBI
São Paulo
Brésil
Tél. +55 11 3074-0600
Fax: +55 11 3074-0624

CAF ARGENTINE
Chacabuco 380 1er Piso
C1069AAH
Ciudad Autónoma de Buenos Aires
République de l'Argentine
Tél. +54-11-4343-4500

CAF QATAR
Al Fardan Office Tower, 14th Floor,
West Bay, Doha
Qatar
Tél. +974 44101506
Fax: +974 44101500

CAF ALGÉRIE
Bachdjerrah - Chemin de la Wilaya 13
Les 4 Chemins - Kouba
Algérie
Tél.+ 213 770 176 068
Fax: 0 982 50 18 66

CAF INDE PVT LTD
113-116, 1st Floor, Block - A, Naurang House, 21, Kasturba Gandhi Marg,
New Delhi-110001
India
Tél.+91 11 4025 0000/ 4734 0794
Fax: +91 11 4734 0680

CAF MALAISIE
20th Floor Menara Boustead,
69, Jalan Raja Chulan, 50200 Kuala Lumpur
Malaisie
Tél. +603 21449371
Fax.: +603 21418006

CAF RAIL AUSTRALIE
Modular Building, Level 3
4 Kyabra St, Newstead QLD 4006,
Brisbane
Australie
Tél.: +61 07 31721919
Fax :+61 07 3666 0076

CAF USA RAIL SERVICES
2600 South Shore Blvd,
Suite 300, League City,
TX 77573
USA